

1 place de la Mairie
91640 FONTENAY LES BRIIS
Tél : 01 64 90 70 74
Email :

Commune de Fontenay-lès-Briis

# Plan Local d'Urbanisme

## 8 ANNEXES DIVERSES

## 1. Pièces écrites



**Dossier approuvé en Conseil Municipal du 5 Juin 2012**

SIAm
Société d'Ingénierie pour l'AMénagement

1 place de Chevry
91190 GIF SUR YVETTE
www.siamurba.fr

# SOMMAIRE

## 1 Délibérations diverses en terme d'urbanisme

- Délibération instaurant la déclaration préalable en matière de clôtures
- Délibération instaurant le permis de démolir
- Délibération instaurant une bonification de COS pour favoriser l'efficacité énergétique des constructions et la réduction des gaz à effet de serres

## 2 Projet Urbain Partenarial

- Délibération instaurant un PUP sur la zone 1AUBs

## 3 Zones de Bruit

- Loi n°92-1444 relative à la lutte contre le bruit
- Décret n°95-20 relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que l'habitation
- Décret n°95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres
- Arrêté du 30 Mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres
- Arrêté du 28 Février 2005 relatif au classement sonore du réseau départemental en Essonne
-

## 4 Etude sur la faune et la flore

## 5 Droits de préemption

- Délibération du Conseil Municipal sur le droit de préemption urbain
- Délibération du Conseil Général sur les ENS

## 6 Schéma directeur des structures agricoles

- Arrêté préfectoral n°2007-DDAF/SEA 1022 du 6 Mars 2007 révisant le schéma directeur des structures agricoles

## 7 Les sites archéologiques

- Réglementation sur l'Archéologie préventive

## 8 Zones soumises à risque d'inondations

- Extraits de l'étude BURGEAP

## 9 Autres informations diverses

- Espaces naturels sensibles du département
- Le risque retrait-gonflement d'argiles
- Ressources en matériaux naturels en Essonne
- Perspectives d'utilisation de la Géothermie à Fontenay les Briis
- Le risque lié aux transports de matières dangereuses (GRT Gaz et TOTAL)

# 1. Délibérations diverses en terme d'urbanisme

# Commune de Fontenay les Briis

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : P/Conseil Municipal/Délibération/e-c/Délib 1642

**N° : 1642/07**

**Date de convocation : 26 avril 2007**
**Date d'affichage : 26 avril 2007**

**Objet : INSTITUTION DE LA DÉCLARATION PRÉALABLE EN MATIÈRE DE CLÔTURES DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DU CODE DE L'URBANISME**

**NOMBRE DE CONSEILLERS :**
**En exercice : 19**
**Présents : 12**
**Votant : 15**

M. Sous-Préfecture
de PALAISEAU
le 10 Mai 2007

L'an deux mil sept, le quatre mai à 20H30

Le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur LE COMPAGNON Léopold, Maire.

**Etaient présents :**
Messieurs LE COMPAGNON, LE BARS GAULIN, MANGANNE, NOËL et LONG
Mesdames et Messieurs, NORDBERG, BAUDOUIN, JOLIVOT, DUCHEMIN, ROBERT et ESTADIEU
**Absents excusés :**
Madame MERZEAU ayant donné pouvoir à Monsieur LE BARS
Madame STAMMINGER ayant donné pouvoir à Monsieur NOËL
Monsieur DUBOËLLE ayant donné pouvoir à Monsieur LONG
**Absents :**
Mesdames et Messieurs GIRAUD, MIRANDEL, PASTY et SANHET

---

Monsieur MANGANNE a été élu Secrétaire de séance.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

VU l'Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

VU le Décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et en particulier son article 9,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 27 mai 2005,

CONSIDÉRANT que le maintien de la déclaration préalable en matière de clôture permet de favoriser la qualité des paysages urbains et d'informer les bénéficiaires de ces travaux sur leurs obligations en matière de respect des règles édictées dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27 mai 2005,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **DÉCIDE** d'instaurer la déclaration préalable en matière de clôtures, conformément à l'article 9 du Décret n°2007-18 du 5 janvier 2007pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

Fait à FONTENAY LES BRIIS, le 4 mai 2007
Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal
Le Maire,

L. LE COMPAGNON

*République française - Département de l'Essonne - Arrondissement de Palaiseau*

# Commune de Fontenay les Briis

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : P/Conseil Municipal/Délibération/e-c/Délib 1641 **N° : 1641/07**

**Date de convocation : 26 avril 2007**
**Date d'affichage : 26 avril 2007**

**Objet : MAINTIEN DU PERMIS DE DÉMOLIR DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DU CODE DE L'URBANISME**

**NOMBRE DE CONSEILLERS :**
**En exercice : 19**
**Présents : 12**
**Votant : 15**

Vu Sous-Préfecture de PALAISEAU le 10 Mai 2007

L'an deux mil sept, le quatre mai à 20H30

Le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur LE COMPAGNON Léopold, Maire.

**Etaient présents :**
Messieurs LE COMPAGNON, LE BARS GAULIN, MANGANNE, NOËL et LONG
Mesdames et Messieurs, NORDBERG, BAUDOUIN, JOLIVOT, DUCHEMIN, ROBERT et ESTADIEU
**Absents excusés :**
Madame MERZEAU ayant donné pouvoir à Monsieur LE BARS
Madame STAMMINGER ayant donné pouvoir à Monsieur NOËL
Monsieur DUBOËLLE ayant donné pouvoir à Monsieur LONG
**Absents :**
Mesdames et Messieurs GIRAUD, MIRANDEL, PASTY et SANHET

---

Monsieur MANGANNE a été élu Secrétaire de séance.

VU le Code général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

VU le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et en particulier son article 9,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mai 2005,

CONSIDERANT que le maintien du permis de démolir permet de sauvegarder les paysages urbains de la Commune,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité,**

- **DÉCIDE** d'instaurer l'obligation en matière de demande de permis de démolir, conformément à l'article 9 du Décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

Fait à FONTENAY LES BRIIS, le 4 mai 2007
Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal
Le Maire,

L. LE COMPAGNON

# Commune de Fontenay les Briis

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Délibération** **N° : 1888 / 11**

Certifié exécutoire
compte tenu de la transmission
réfecture, le 14.01.2011
affichage, le 19.01.2011

**Date de convocation :** **6 janvier 2011**
**Date d'affichage :** **6 janvier 2011**

Objet : **INSTITUTION D'UNE BONIFICATION DU COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS POUR FAVORISER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DES CONSTRUCTIONS ET LA RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE**

**Nombre de conseillers :** **En exercice : 19**
**Présents : 15**
**Votants : 19**

**L'an *deux mil onze, le onze janvier* à 20 H 30**

Le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur LE COMPAGNON Léopold, Maire.

**Etaient présents :**
Messieurs LE COMPAGNON, LE BARS, MANGANNE, NOËL, LONG et ESTADIEU
Mesdames et Messieurs MARCHAND, ROBERT, BAUDOUIN, GIRAUD, LEPANDU, GOAVEC, DUCHEMIN, DEGIVRY et CIPRES

**Absents excusés :**
Madame NORDBERG ayant donné pouvoir à Monsieur MANGANNE
Monsieur JOLIVOT ayant donné pouvoir à Monsieur LEPANDU
Madame STAMMINGER ayant donné pouvoir à Madame BAUDOUIN
Monsieur RIVA ayant donné pouvoir à Monsieur ESTADIEU

---

Madame MARCHAND a été élue Secrétaire de séance.

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que les constructions sont une source importante d'émission de gaz à effet de serre. Il indique que la loi de programmation du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique permet aux communes d'autoriser un dépassement du Coefficient d'Occupation des Sols (COS) à condition que les constructions remplissent des critères de performance énergétique et comportent des équipements de production d'énergie renouvelable. Il précise que ce dépassement ne peut être autorisé que sous réserve du respect des autres règles du plan local d'urbanisme.
Le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver l'application de ce dispositif sur la totalité du territoire communal et d'autoriser un dépassement de COS de 20 % pour les constructions remplissant les conditions définies par les textes d'application de l'article 30 de la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005.

Le Conseil Municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R.111-20, R.111-21, R.134-2, R.271-1 à R.111-5

Vu la loi 2005-781 du 13 juillet 2005 relative au programme fixant les orientations de la politique énergétique,

Vu l'arrêté du 3 mai 2007 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label " haute performance énergétique",

Vu l'arrêté du 8 mai 2007 pris pour l'application de l'article R 111-21 du code de la construction et de l'habitation relatif aux conditions à remplir pour bénéficier du dépassement de coefficient d'occupation des sols en cas de respect d'exigences de performance énergétique par un projet de construction,

Après en avoir délibéré,

La Municipalité de Fontenay les Briis, **par 18 voix pour et 1 abstention,** s'engage pour inciter à la construction de bâtiments performants recourant aux énergies renouvelables sur son territoire,

**DÉCIDE** d'autoriser le dépassement du coefficient d'occupation des sols pour les projets de construction performants sur le plan énergétique et recourant aux énergies renouvelables. Le taux de bonification sera de 20% sur l'ensemble des zones du territoire communal comportant un COS

Fait à FONTENAY LES BRIIS, le 11 janvier 2011

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal

Le Maire,

L. LE COMPAGNON

# 2. Projet Urbain partenarial

Délib aa-xxxx

*République française - Département de l'Essonne - Arrondissement de Palaiseau*

# Commune de Fontenay les Briis

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Délibération** **N° : 1876 / 10**

**Date de convocation :** **9 novembre 2010**
**Date d'affichage :** **9 novembre 2010** 25/11/2010

**Objet : APPROBATION DE LA MODIFICATION DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DANS LE SECTEUR DU « FOUR À CHAUX »**

**Nombre de conseillers :** **En exercice : 19**
**Présents : 15**
**Votants : 19**

**L'an *deux mil dix, le seize novembre* à 20 H 30**

Le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur LE COMPAGNON Léopold, Maire.

**Etaient présents :**
Messieurs LE COMPAGNON, LE BARS, MANGANNE, NOËL, LONG et ESTADIEU
Mesdames et Messieurs NORDBERG, ROBERT, JOLIVOT, GIRAUD, LEPANDU, GOAVEC, DUCHEMIN, CIPRES et RIVA

**Absents excusés :**
Madame MARCHAND ayant donné pouvoir à Monsieur MANGANNE
Madame BAUDOUIN ayant donné pouvoir à Monsieur LE COMPAGNON
Madame STAMMINGER ayant donné pouvoir à Madame NORDBERG
Monsieur DEGIVRY ayant donné pouvoir à Monsieur LE BARS

---

Monsieur MANGANNE a été élu Secrétaire de séance.

Vu la délibération en date du 17 décembre 2009 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé l'opération d'aménagement dans le secteur du « Four à chaux »,

Vu les remarques du Conseil Général indiquant que le schéma départemental en faveur des personnes âgées 2005-2010 n'a pas inclus la commune de Fontenay-les-Briis dans les zones prioritaires pour la création de maisons de retraite médicalisées,

Vu les remarques de la Préfecture indiquant que notre future adhésion au Parc Naturel de la Haute Vallée de Chevreuse engendre des seuils de densités allant de 40 à 60 logements par hectare pour un environnement pavillonnaire,

Vu l'obligation, indiquée dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune, d'avoir 10% d'espaces verts communs dans l'aménagement de la zone,

Il est proposé un nouveau plan d'aménagement. Cette nouvelle proposition prévoit, à la place de la maison de retraite médicalisée, de réaliser des logements supplémentaires en créant des nouveaux lots et en réduisant la taille des lots existants. Elle tient compte des 10% d'espaces verts prévus au PLU.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,

**RAPPORTE** la délibération en date du 17 décembre 2009

**APPROUVE** la modification de l'opération d'aménagement d'ensemble sus indiqué

**VALIDE** le plan de masse et d'organisation annexé

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer un avenant à la convention de projet urbain partenarial signée le 8 décembre 2009 avec l'Association Foncière Urbaine Libre du Four à Chaux

Fait à FONTENAY LES BRIIS, le 16 novembre 2010
Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal

Le Maire,

L. LE COMPAGNON

# CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

**Préambule**

En application des dispositions des articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du code de l'urbanisme, la présente convention est conclue entre :

L'A.F.U.L. du Four à Chaux
Représentée par Madame Hélène MIEGEVILLE
En qualité de Présidente

ET

La Commune de Fontenay-les-Briis
Représentée par Monsieur le Maire, Léopold LE COMPAGNON.

La présente convention de projet urbain partenarial a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation par la commune est rendue nécessaire par l'opération d'aménagement dénommée « AFUL du Four à Chaux » et sise sur les parcelles cadastrales C 47, C54, C 425, C 428, C 430, C 55, C 1238, C 1242, C 1138 et C 46, pour une superficie totale de 26 216 m².

En conséquence, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

**Article 1**

La Commune de Fontenay-les-Briis s'engage à réaliser l'ensemble des équipements suivants dont la liste et le coût prévisionnel (C.E septembre 2009) sont fixés ci-après :

| Nature des équipements induits | Coût total des équipements à réaliser |
|---|---|
| Aménagement de la Rue de Bligny :<br>Devis sommaire des aménagements joint en annexe, faisant partie intégrante de la présente convention | 176 800 € TTC |

Pour rappel, les équipements existants déjà entièrement financés et les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L 332-15 du code de l'urbanisme ne peuvent être inclus dans les équipements à financer au titre de la présente convention.

Article 2

La Commune de Fontenay-les-Briis s'engage à achever les travaux de réalisation des équipements prévus à l'article 1 au plus tard dans le courant de l'année suivant la fin des travaux d'aménagement d'au moins 80% des parcelles réservées à l'habitat.

**Article 3**

L'AFUL s'engage à apporter le terrain non bâti ci-après désigné :

- emprise de 11 m2 sur la parcelle cadastrée n°C 425,
- emprise de 242 m2 sur la parcelle cadastrée n°C 428,
- emprise de 7 m2 sur la parcelle cadastrée n° C 430,
- emprise de 3 m2 sur la parcelle cadastrée n° C 1138.

La valeur de ce terrain est fixée par les services fiscaux (Domaine) à 13 150 €.

**Article 4**

L'AFUL du Four à Chaux s'engage à verser à la Commune la fraction du coût des équipements publics prévus à l'article 1, nécessaires aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre défini au plan annexé à la présente convention. De plus, conformément à l'article 3 ci-dessus, elle s'engage à céder les emprises nécessaires à l'élargissement de la Rue de Bligny, dont la surface totale est estimée à 263 m2.

Cette fraction est fixée à 50 % du coût total des équipements.

En conséquence, le montant de la participation totale à la charge de l'AFUL du Four à Chaux s'élève à 88 400 € pour les équipements (C.E.septembre 2009 indice TP01), et 13150 € pour les terrains. Ce montant sera révisé, en fonction de la valeur de l'indice TP01 à la date de signature du marché de travaux. Ce montant est susceptible d'être modifié pour aléas et éventuelles modification convenues d'un commun accord.

**Article 5**

Le périmètre d'application de la présente convention est délimité par le plan (base du plan cadastral) joint en annexe à la présente convention.

**Article 6**

En exécution d'un titre de recettes émis comme en matière de recouvrement des produits locaux, l'AFUL du Four à Chaux s'engage à procéder au paiement de la participation de projet urbain partenarial mise à sa charge dans les conditions suivantes :

- En plusieurs versements :
  - Le premier versement, de 30% à la signature de l'ordre de service notifiant les travaux au titulaire du marché,

▫ Les versements suivants au fur et à mesure de l'avancement des travaux

**Article 7**

La durée d'exonération de la taxe locale d'équipement est de 4 ans à compter de la date la plus tardive des deux dates suivantes :

- Approbation par le Conseil Municipal du plan masse de l'opération d'aménagement,
- Approbation de la modification du PLU autorisant l'opération d'aménagement.

**Article 8**

La présente convention est exécutoire à compter de l'affichage de la mention de sa signature en mairie.

**Article 9**

Si les équipements publics définis à l'article 1 n'ont pas été achevés dans les délais prescrits par la présente convention, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés sont restituées à l'AFUL du Four à Chaux, sans préjudice d'éventuelles indemnités fixées par les juridictions compétentes.

**Article 10**

Toutes modifications éventuelles des modalités d'exécution de la convention de projet urbain partenarial doivent faire l'objet d'avenants à la présente convention.

**Article 11**

Cette convention deviendra caduque en cas de réponse non conforme à la demande de modification du PLU faite par l'AFUL du Four à Chaux en juillet 2009.

Fait à Fontenay les Briis

Le 08/12/2009

En 2 exemplaires originaux

Signature

8 janvier 2010

Pour L'AFUL du Four à Chaux
Madame Hélène MIEGEVILLE

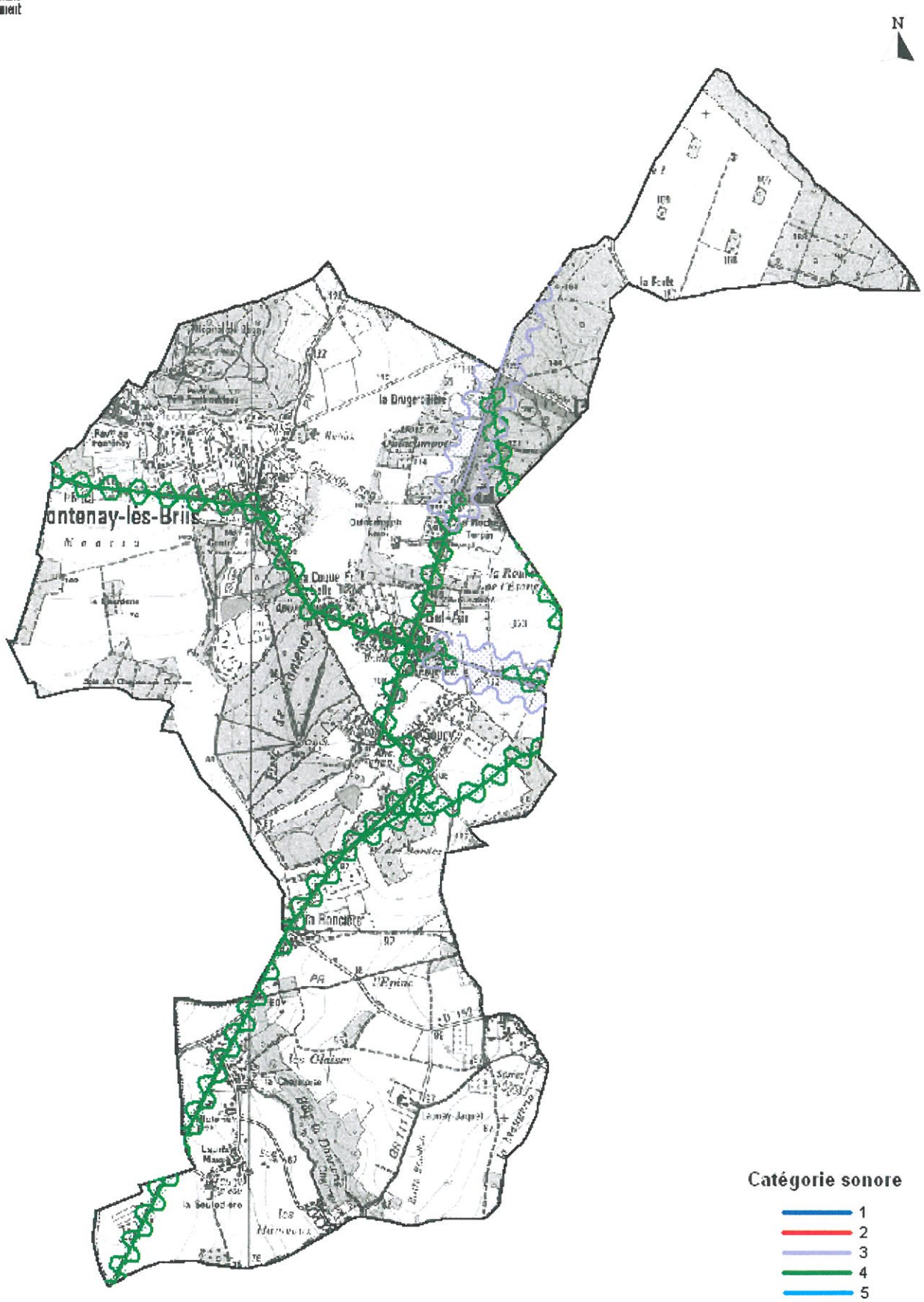
Pour la Commune de Fontenay-les-Briis
Le Maire Léopold LE COMPAGNON

# 3. Les zones de Bruit

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale de l'équipement Essonne

# Fontenay-les-Briis




source : ©IGN - Fonds issus du 1:25000
source BD TOPO 2000 - ©IGN
realisation : DDE91/SEPT/SIG juin 2005

echelle 1 : 27000

# MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## Décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements

NOR : *ENVP9420033D*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement et du ministre du logement,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article L. 111-11-1 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret n° 82-538 du 7 juin 1982 modifié portant création du Conseil national du bruit ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. – Le code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

I. – Il est inséré, après l'article R. 111-23 de la section IV du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie Réglementaire, une section V rédigée ainsi qu'il suit :

« Section V

« Caractéristiques acoustiques

« *Art. R. 111-23-1.* – Les dispositions de la présente section s'appliquent aux bâtiments nouveaux et parties nouvelles de bâtiments existants relevant de tout établissement d'enseignement, de santé, de soins, d'action sociale, de loisirs et de sport ainsi qu'aux hôtels et établissements d'hébergement à caractère touristique.

« *Art. R. 111-23-2.* – Les bâtiments auxquels s'appliquent les dispositions de la présente section sont construits et aménagés de telle sorte que soient limités les bruits à l'intérieur des locaux, par une isolation acoustique vis-à-vis de l'extérieur et entre locaux, par la recherche des conditions d'absorption acoustique et par la limitation des bruits engendrés par les équipements des bâtiments.

« Des arrêtés conjoints des ministres chargés de la construction, de l'environnement, de l'intérieur et, selon les cas, des autres ministères intéressés, pris après consultation du Conseil national du bruit, fixent, pour les différentes catégories de locaux et en fonction de leur utilisation, les seuils et les exigences techniques, applicables à la construction et à l'aménagement, permettant d'atteindre les objectifs définis à l'alinéa 1er du présent article.

« *Art. R. 111-23-2.* – Les arrêtés prévus à l'article précédent peuvent fixer leur date d'entrée en vigueur, qui ne peut excéder d'un an celle de leur publication. Ils s'appliquent aux projets de construction des bâtiments mentionnés à l'article R. 111-23-1 qui font l'objet d'une demande de permis de construire, d'une demande de prorogation de permis de construire ou de la déclaration prévue à l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme. »

II. – Les sections V et VI du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie Réglementaire deviennent respectivement les sections VI et VII.

Art. 2. – Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le ministre de la culture et de la francophonie, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'environnement, le ministre du logement, le ministre de la jeunesse et des sports, le ministre délégué à la santé et le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'environnement,*
MICHEL BARNIER

*Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville,*
SIMONE VEIL

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et de l'aménagement du territoire,*
CHARLES PASQUA

*Le ministre de l'éducation nationale,*
FRANÇOIS BAYROU

*Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme,*
BERNARD BOSSON

*Le ministre de la culture et de la francophonie,*
JACQUES TOUBON

*Le ministre de l'agriculture et de la pêche,*
JEAN PUECH

*Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,*
FRANÇOIS FILLON

*Le ministre du logement,*
HERVÉ DE CHARETTE

*Le ministre de la jeunesse et des sports,*
MICHÈLE ALLIOT-MARIE

*Le ministre délégué à la santé,*
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

*Le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales,*
DANIEL HOEFFEL

**Annexe 4.**
**Textes législatifs de référence.**

# Décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation

NOR : *ENVP9420064D*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,
Vu le code de la construction et de l'habitation ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 13 ;
Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié portant application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;
Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. - Font l'objet d'un recensement et d'un classement, en application de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1992 susvisée, les infrastructures de transports terrestres définies à l'article 2 ci-après, qui existent à la date de leur recensement ou qui, à cette date, ont donné lieu à l'une des mesures suivantes :

1° Publication de l'acte décidant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet d'infrastructure, en application de l'article L 11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou du décret du 23 avril 1985 susvisé ;

2° Mise à disposition du public de la décision ou de la délibération arrêtant le principe et les conditions de réalisation d'un projet d'infrastructure, au sens du *a* du 2° de l'article R 121-13 du code de l'urbanisme, dès lors que cette décision, ou cette délibération, prévoit les emplacements qui doivent être réservés dans les documents d'urbanisme opposables ;

3° Inscription de l'infrastructure en emplacement réservé dans un plan d'occupation des sols, un plan d'aménagement de zone, ou un plan de sauvegarde et de mise en valeur opposable.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux modifications ou transformations significatives d'une infrastructure, au sens du décret du 9 janvier 1995 susvisé.

Art. 2. - Le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres portent sur les voies routières dont le trafic journalier moyen annuel existant, ou prévu dans l'étude ou la notice d'impact, est supérieur à 5 000 véhicules par jour, les lignes ferroviaires interurbaines assurant un trafic journalier moyen supérieur à cinquante trains ainsi que les lignes en site propre de transports en commun et les lignes ferroviaires urbaines, dont le trafic journalier moyen est supérieur à cent autobus ou trains.

Art. 3. - Un arrêté conjoint des ministres chargés respectivement des routes, des transports, de l'environnement et de la construction détermine, en fonction de niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres ainsi que la largeur maximale correspondante des secteurs affectés par le bruit, situés au voisinage de l'infrastructure, sans que cette largeur puisse excéder 300 mètres de part et d'autre de celle-ci.

Les niveaux sonores mentionnés ci-dessus sont les niveaux sonores équivalents pondérés A engendrés par l'infrastructure de transports terrestres.

Art. 4. - Quand l'infrastructure de transports terrestres est en service, le niveau sonore évalué à partir du trafic peut servir de base pour le classement de l'infrastructure si la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier ce niveau de plus de 3 dB (A).

Dans le cas contraire, ainsi que pour les infrastructures nouvelles, le niveau sonore est calculé.

La méthode de calcul des niveaux sonores prévisionnels tient compte des paramètres qui peuvent influer sur ces niveaux sonores, et au moins :

1° Pour les infrastructures routières : le rôle de la voie, le nombre de files, le trafic prévu et, le cas échéant, l'existence de rampe, le pourcentage de poids lourds, la vitesse maximale autorisée ;

2° Pour les infrastructures ferroviaires : le nombre de trains, la vitesse commerciale et le type de matériel.

Un arrêté conjoint des ministres chargés respectivement des routes, des transports, de l'environnement et de la construction fixe en tant que de besoin les modalités de mesure des niveaux sonores, les modalités d'agrément des méthodes de mesure *in situ* ainsi que les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles et les logiciels de calcul utilisés pour évaluer les niveaux sonores.

Art. 5. - Le préfet procède au recensement des infrastructures terrestres mentionnées aux articles 1er et 2, situées dans son département et prend un arrêté les classant dans les catégories prévues par l'arrêté interministériel mentionné à l'article 3.

Sur la base de ce classement, il détermine, par arrêté :

1° Les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage des infrastructures recensées ;
2° Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans ces secteurs ;
3° Les isolements acoustiques de façade requis en application de l'arrêté prévu à l'article 7.

L'arrêté du préfet mentionné au précédent alinéa est préalablement transmis, pour avis, aux communes concernées par les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage de l'infrastructure, dans leur largeur maximale prévue par l'arrêté interministériel susmentionné. Faute de réponse dans le délai de trois mois suivant la transmission du préfet, leur avis est réputé favorable.

Toute modification du classement d'une infrastructure intervient suivant la procédure définie ci-dessus.

Les arrêtés préfectoraux mentionnés au présent article font l'objet d'une publication au Recueil des actes administratifs du département et d'un affichage, durant un mois, à la mairie des communes concernées.

Art. 6. - Une commune peut, à son initiative, proposer au préfet un projet de classement des infrastructures de transports terrestres portant sur tout ou partie de son territoire. Le préfet

**Annexe 4.**
**Textes législatifs de référence.**

examine cette proposition avant de procéder au classement des infrastructures concernées.

Art. 7. - En vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments à construire dans le secteur de nuisance d'une infrastructure de transports terrestres classée en application du présent décret, les façades des pièces et locaux exposés aux bruits des transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux limites déterminées par l'arrêté prévu à l'article 3.

L'isolement acoustique requis dépend notamment du classement de l'infrastructure de transports terrestres, de la nature et de la hauteur du bâtiment, de la distance du bâtiment par rapport à l'infrastructure et, le cas échéant, de l'occupation du sol entre le bâtiment et l'infrastructure.

Art. 8. - Le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres ainsi que les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, les niveaux sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions d'isolement acoustique de nature à les réduire sont tenus à la disposition du public dans les mairies, les directions départementales de l'équipement et les préfectures concernées.

Mention des lieux où ces documents peuvent être consultés est insérée dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et affichée à la mairie des communes concernées.

Art. 9. - Le code de l'urbanisme est modifié comme suit :

I. - Le 1° de l'article R 123-19 est complété par un *n* ainsi rédigé :

"n) Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit."

II. - L'article R.123-24 est complété par un 8° ainsi rédigé :

"8° Le classement des infrastructures de transports terrestres ainsi que les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. Ces documents portent référence des arrêtés préfectoraux correspondants et indication des lieux où ils peuvent être consultés."

III. - Le dernier alinéa de l'article R 311-10 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Il est accompagné d'un rapport de présentation ainsi que des annexes énumérées à l'article R 123-24 (2°, 3°, 4° et 8°)."

IV. - L'article R 311-10-2 est complété par un *e* ainsi rédigé :

"e) Les secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit."

V. - L'article R.410-13 est complété par un second alinéa ainsi rédigé :

"Le certificat d'urbanisme informe, lorsqu'il y a lieu, le demandeur que le terrain se trouve dans un secteur, situé au voisinage d'infrastructures de transports terrestres, affecté par le bruit, dans lequel existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminées en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit."

Art. 10. - I. - Il est inséré entre l'article R 111-4 et l'article R 111-5 du code de la construction et de l'habitation un article R 111-4-1 ainsi rédigé :

"Art. R 111-4-1. - L'isolement acoustique des logements contre les bruits des transports terrestres doit être au moins égal aux valeurs déterminées par arrêté préfectoral dans le département concerné, conformément à l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

"En application de l'article R 410-13 du code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme précise les secteurs éventuels dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique sont prévues."

Art. 11. - Les mesures prises en application de l'article 5 devront entrer en vigueur dans le délai de deux ans à compter de la date de publication de l'arrêté mentionné à l'article 3. Ce délai est porté à trois ans pour les classements d'infrastructures effectués avant cette date, en application de la réglementation alors en vigueur, qui demeurent valides ainsi que les règles d'isolement acoustique qui en découlent jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures susmentionnées.

Art. 12. - Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le ministre de l'environnement, le ministre du logement et le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :
*Le ministre de l'environnement,*
MICHEL BARNIER

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur*
*et de l'aménagement du territoire,*
*CHARLES PASQUA*

*Le ministre de l'équipement,*
*des transports et du tourisme,*
BERNARD BOSSON

*Le ministre du logement,*
HERVÉ DE CHARETTE

*Le ministre délégué à l'aménagement du territoire*
*et aux collectivités locales,*
DANIEL HOEFFEL

# ANNEXE 1

La valeur de la température moyenne quotidienne extérieure visée à l'article 9 est de 20°C, 22°C, 24°C, 26°C, respectivement pour chacune des zones climatiques E1, E2, E3, E4, définies dans le tableau ci dessous :

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| Ain | Bellegarde sur Valserine | E2 |
| | Brénod | E2 |
| | Collonges | E2 |
| | Ferney-Voltaire | E2 |
| | Gex | E2 |
| | Hauteville-Lompnès | E2 |
| | Izernore | E2 |
| | Nantua | E2 |
| | Oyonnax (nord et sud) | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Aisne | Tous cantons | E2 |
| Allier | Commentry | E2 |
| | Huriel | E2 |
| | Lapalisse | E2 |
| | Marcillat-en-Combraille | E2 |
| | Le Mayet de Montagne | E2 |
| | Montluçon (tous cantons) | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Alpes de Haute Provence | Allos-Colmars | E1 |
| | Barcelonnette | E1 |
| | Le Lauzet | E1 |
| | Seyne les Alpes | E1 |
| | Annot | E2 |
| | Barrême | E2 |
| | Digne (tous cantons) | E2 |
| | Entrevaux | E2 |
| | La Javie | E2 |
| | Saint-André-des-Alpes | E2 |
| | Sisteron | E2 |
| | Turriers | E2 |
| | Volonne | E2 |
| | Banon | E3 |
| | Castellane | E3 |
| | Forcalquier | E3 |
| | Les Mées | E3 |
| | Mezel | E3 |
| | Moustiers-Sainte-Marie | E3 |
| | Noyers-sur-Jabron | E3 |
| | Peyruis | E3 |
| | Reillanne | E3 |
| | Riez | E3 |
| | Saint-Etienne-les-Orgues | E3 |
| | Manosque (tous cantons) | E4 |
| | Valensole | E4 |
| Alpes (Hautes) | Aiguilles en Queyras | E1 |
| | L'Argentière-la-Bessée | E1 |
| | Briançon | E1 |
| | La Grave | E1 |
| Ardennes | Tous cantons | E2 |
| Ariège | Ax-les-Thermes | E2 |
| | Les Cabannes | E2 |
| | Castillon | E2 |
| | Massat | E2 |
| | Oust | E2 |
| | Quérigut | E2 |
| | Tarascon-sur-Ariège | E2 |
| | Vicdessos | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Aube | Tous cantons | E2 |
| Aude | Alaigne | E3 |
| | Alzonne | E3 |
| | Axat | E3 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | Guillestre | E1 |
| | Le-Mônetier-les-Bains | E1 |
| | Orcières | E1 |
| | Autres cantons | E2 |
| Alpes-Maritimes | Saint-Etienne-de-Tinée | E1 |
| | Guillaumes | E2 |
| | Puget-Theniers | E2 |
| | Saint-Martin-Vésubie | E2 |
| | Saint-Sauveur-sur-Tinée | E2 |
| | Coursegoules | E3 |
| | Lantosque | E3 |
| | Roquebillière | E3 |
| | Roquesteron | E3 |
| | Saint-Auban | E3 |
| | Tende | E3 |
| | Villars-sur-Var | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Ardèche | Coucouron | E1 |
| | Saint-Agrève | E1 |
| | Saint-Etienne-de-Lugdarès | E1 |
| | Annonay | E2 |
| | Antraigues | E2 |
| | Burzet | E2 |
| | Lamastre | E2 |
| | Montpezat-sous-Bauzon | E2 |
| | Le Cheylard | E2 |
| | Saint-Pierreville | E2 |
| | Saint-Félicien | E2 |
| | Satillieu | E2 |
| | Thueyts | E2 |
| | Valgorge | E2 |
| | Vernoux | E2 |
| | Aubenas | E3 |
| | Chomérac | E3 |
| | Joyeuse | E3 |
| | Largentière | E3 |
| | Privas | E3 |
| | Saint Péray | E3 |
| | Serrières | E3 |
| | Tournon-sur-Rhône | E3 |
| | Vallon-Pont-D'Arc | E3 |
| | Vals-les-Bains | E3 |
| | Les Vans | E3 |
| | La Voulte | E3 |
| | Villeneuve-de-Berg | E3 |
| | Bourg-Saint-Andréol | E4 |
| | Rochemaure | E4 |
| | Viviers-sur-Rhône | E4 |
| Cher | Tous cantons | E3 |
| Corrèze | Ayen | E3 |
| | Beaulieu-sur-Dordogne | E3 |
| | Beynat | E3 |
| | Brive (tous cantons) | E3 |
| | Donzenac | E3 |
| | Juillac | E3 |
| | Larche | E3 |
| | Meyssac | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Corse-du-Sud | Tous cantons | E4 |
| Corse (Haute) | Tous cantons | E4 |
| Côte-d'Or | Tous cantons | E3 |
| Côtes d'Armor | Tous cantons | E1 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | Belcaire | E3 |
| | Belpech | E3 |
| | Castelnaudary (tous cantons) | E3 |
| | Chalabre | E3 |
| | Couiza | E3 |
| | Fanjeaux | E3 |
| | Limoux | E3 |
| | Mas-Cabardès | E3 |
| | Quillan | E3 |
| | Saissac | E3 |
| | Salles-sur-l'Hers | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Aveyron | Bozouls | E2 |
| | Campagnac | E2 |
| | Cassagne-Begonhès | E2 |
| | Entraygues | E2 |
| | Espalion | E2 |
| | Estaing | E2 |
| | Laguiole | E2 |
| | Laissac | E2 |
| | Mur-de-Barrez | E2 |
| | Pont-de-Salars | E2 |
| | Saint-Amans-des-Cots | E2 |
| | Saint-Chély-d'Aubrac | E2 |
| | Saint-Géniez-d'Olt | E2 |
| | Sainte-Geneviève-sur-Argence | E2 |
| | Salles-Curan | E2 |
| | Séverac-le-Château | E2 |
| | Vézins-de-Lévézou | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Bouches du Rhône | Tous cantons | E4 |
| Calvados | Tous cantons | E1 |
| Cantal | Allanche | E1 |
| | Condat en Feniers | E1 |
| | Massiac | E1 |
| | Murat | E1 |
| | Ruynes | E1 |
| | Maurs | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Charente | Tous cantons | E3 |
| Charente Maritime | Aigrefeuille-d'Aunis | E2 |
| | Ars-en-Ré | E2 |
| | Le Château-d'Oléron | E2 |
| | Courçon | E2 |
| | La Jarrie | E2 |
| | Loulay | E2 |
| | Marans | E2 |
| | Rochefort (tous cantons) | E2 |
| | Saint-Pierre-d'Oléron | E2 |
| | Saint-Pierre-de-Ré | E2 |
| | Surgères | E2 |
| | Tonnay-Boutonne | E2 |
| | Tonnay-Charente | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| | Barbazan | E2 |
| | Saint-Béat | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Gers | Tous cantons | E3 |
| Gironde | Tous cantons | E3 |
| Hérault | Aniane | E3 |
| | Bédarieux | E3 |
| | Le Caylar | E3 |
| | Claret | E3 |
| | Clermont-l'Hérault | E3 |
| | Ganges | E3 |
| | Lodève | E3 |
| | Lunas | E3 |
| | Les Matelles | E3 |
| | Olargues | E3 |
| | Saint-Gervais-Sur-Mare | E3 |
| | Saint-Martin-de-Londres | E3 |
| | Saint-Pons de Thonnières | E3 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| Creuse | Tous cantons | E2 |
| Dordogne | Tous cantons | E2 |
| Doubs | Tous cantons | E2 |
| Drôme | La Chapelle-en-Vercors | E2 |
| | Châtillon-en-Diois | E2 |
| | Luc-en-Diois | E2 |
| | Grignan | E4 |
| | Loriol | E4 |
| | Marsanne | E4 |
| | Montélimar (1 et 2è) | E4 |
| | Pierrelatte | E4 |
| | Saint-Paul-Trois-Châteaux | E4 |
| | Autres cantons | E3 |
| Eure | Les Andelys | E2 |
| | Breteuil-sur-Ivon | E2 |
| | Conches-en-Ouche | E2 |
| | Damville | E2 |
| | Ecos | E2 |
| | Etrépagny | E2 |
| | Evreux (tous cantons) | E2 |
| | Gaillon Campagne | E2 |
| | Gisors | E2 |
| | Nonancourt | E2 |
| | Pacy-sur-Eure | E2 |
| | Rugles | E2 |
| | Saint-André-de-L'Eure | E2 |
| | Verneuil-sur-Avre | E2 |
| | Vernon (tous cantons) | E2 |
| | Autres cantons | E1 |
| Eure-et-Loir | Tous cantons | E2 |
| Finistère | Tous cantons | E1 |
| Gard | Alzon | E2 |
| | Saint-André-de-Valborgne | E2 |
| | Trèves | E2 |
| | Valleraugue | E2 |
| | Le Vigan | E2 |
| | Alès (tous cantons) | E3 |
| | Anduze | E3 |
| | Barjac | E3 |
| | Bessèges | E3 |
| | Génolhac | E3 |
| | La Grand'Combe | E3 |
| | Lasalle | E3 |
| | Ledignan | E3 |
| | Quissac | E3 |
| | Saint-Ambroix | E3 |
| | Saint-Hippolyte-du-Fort | E3 |
| | Saint-Jean-du-Gard | E3 |
| | Sauve | E3 |
| | Sumène | E3 |
| | Vézénobres | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Garonne (Haute) | Aspet | E2 |
| | Bagnères-de-Luchon | E2 |
| | Saint-Armand-Longpré | E2 |
| | Savigny-sur-Braye | E2 |
| | Selommes | E2 |
| | Vendôme 1et 2 | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Loire | Charlieu | E3 |
| | La Pacaudière | E3 |
| | Pélussin | E3 |
| | Perreux | E3 |
| | Rive-de-Gier | E3 |
| | Roanne (tous cantons) | E3 |
| | Saint-Haon-le-Châtel | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Loire (Haute) | Allègre | E1 |
| | Cayres | E1 |
| | La Chaise-Dieu | E1 |
| | Fay-sur-Lignon | E1 |
| | Loudes | E1 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | La Salvetat-sur-Agout | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Ille-et-Vilaine | Antrain-sur-Caresnon | E1 |
| | Becherel | E1 |
| | Cancale | E1 |
| | Châteauneuf-d'Ille-et- | E1 |
| | Combourg | E1 |
| | Dinard | E1 |
| | Dol-de-Bretagne | E1 |
| | Hédé | E1 |
| | Louvigné-du-désert | E1 |
| | Montauban de Bretagne | E1 |
| | Montfort sur Meu | E1 |
| | Pleine-Fougères | E1 |
| | Plélan-le-Grand | E1 |
| | Saint-Auban-d'Aubigné | E1 |
| | Saint-Brice-en-Coglès | E1 |
| | Saint-Malo (tous cantons) | E1 |
| | Saint-Méen-le-Grand | E1 |
| | Tinténiac | E1 |
| | Autres cantons | E2 |
| Indre | Tous cantons | E3 |
| Indre-et-Loire | Azay-le-Rideau | E2 |
| | Bourgueil | E2 |
| | Château-la-Vallière | E2 |
| | Chinon | E2 |
| | L'Ile-Bouchard | E2 |
| | Langeais | E2 |
| | Neuvy-le-Roi | E2 |
| | Richelieu | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Isère | Allevard | E2 |
| | Bourg-d'Oisans | E2 |
| | Clelles-en-Trèves | E2 |
| | Corps | E2 |
| | Domène | E2 |
| | Mens | E2 |
| | Monestier-de-Clermont | E2 |
| | La Mure | E2 |
| | Valbonnais | E2 |
| | Vif | E2 |
| | Villard-de-Lans | E2 |
| | Vizille | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Jura | Tous cantons | E2 |
| Landes | Tous cantons | E3 |
| Loir-et-Cher | Droue | E2 |
| | Marchenoir | E2 |
| | Mondoubleau | E2 |
| | Montoire-sur-le-Loir | E2 |
| | Morée | E2 |
| | Ouzouer-le-Marché | E2 |
| | Passais la conception | E1 |
| | Putanges-Pont-Ecrepin | E1 |
| | Tinchebray | E1 |
| | Trun | E1 |
| | Vimoutiers | E1 |
| | Autres cantons | E2 |
| Pas-de-Calais | Tous cantons | E1 |
| Puy-de-Dôme | Besse-et-Saint-Anastaise | E1 |
| | La Tour-d'Auvergne | E1 |
| | Saint-Germain-l'Herm | E1 |
| | Aigueperse | E3 |
| | Billom | E3 |
| | Clermont-Ferrand ts cant. | E3 |
| | Châteldon | E3 |
| | Combronde | E3 |
| | Ennezat | E3 |
| | Issoire | E3 |
| | Lezoux | E3 |
| | Manzat | E3 |
| | Maringues | E3 |
| | Menat | E3 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | Le Monastier-sur-Gazeille | E1 |
| | Pinols | E1 |
| | Pradelles | E1 |
| | Saugues | E1 |
| | Autres cantons | E2 |
| Loire-Atlantiques | Tous cantons | |
| Loiret | Tous cantons | E2 |
| Lot | Latronquière | E2 |
| | Sousceyrac | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Lot-et-Garonne | Tous cantons | E3 |
| Lozère | Aumont-Aubrac | E3 |
| | Le Bleymard | E1 |
| | Châteauneuf-de-Randon | E1 |
| | Fournels | E1 |
| | Grandieu | E1 |
| | Langogne | E1 |
| | Le Malzieu | E1 |
| | Nasbinal | E1 |
| | Saint-Alban-sur-Limagnole | E1 |
| | Saint-Chély-d'Apcher | E1 |
| | Autres cantons | E2 |
| Maine-et-Loire | Tous cantons | E2 |
| Manche | Tous cantons | E1 |
| Marne | Tous cantons | E2 |
| Marne (Haute-) | Tous cantons | E2 |
| Mayenne | Tous cantons | E2 |
| Meurthe-et-Moselle | Tous cantons | E2 |
| Meuse | Tous cantons | E2 |
| Morbihan | Tous cantons | E1 |
| Moselle | Tous cantons | E2 |
| Nièvre | Château-Chinon | E2 |
| | Luzy | E2 |
| | Montsauche | E2 |
| | Moulins-Engilbert | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Nord | Tous cantons | E1 |
| Oise | Tous cantons | E2 |
| Orne | Argentan (tous cantons) | E1 |
| | Athis de l'Orne | E1 |
| | Briouze | E1 |
| | Domfront | E1 |
| | Ecouché | E1 |
| | Exmes | E1 |
| | La Ferté-Fresnel | E1 |
| | La Ferté-Macé | E1 |
| | Flers tous cantons | E1 |
| | Gacé | E1 |
| | Juvigny-sous-Andaine | E1 |
| | Le Merlerault | E1 |
| | Messei | E1 |
| | Mortrée | E1 |
| | Issy-l'Evêque | E2 |
| | Lucenay-l'Evêque | E2 |
| | Matour | E2 |
| | Mesvres | E2 |
| | Palinges | E2 |
| | St-Bonnet-de-Joux | E2 |
| | St-Léger-sous-Beuvray | E2 |
| | Toulon-sur-Arroux | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| | Issy-l'Evêque | E2 |
| | Lucenay-l'Evêque | E2 |
| | Matour | E2 |
| | Mesvres | E2 |
| | Palinges | E2 |
| | St-Bonnet-de-Joux | E2 |
| | St-Léger-sous-Beuvray | E2 |
| | Toulon-sur-Arroux | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Sarthe | Tous cantons | E2 |
| Savoie | Bourg-Saint-Maurice | E1 |
| | Lanslebourg | E1 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | Pont-du-Château | E3 |
| | Randan | E3 |
| | Riom | E3 |
| | Vertaizon | E3 |
| | Veyre-Monton | E3 |
| | Vic-le-Comte | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Pyrénées-Atlantiques | Accous | E2 |
| | Arudy | E2 |
| | Laruns | E2 |
| | Nay-Bourdette (tous cantons) | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Pyrénées (Hautes-) | Aureilhan | E3 |
| | Castelnau-Magnoac | E3 |
| | Castelnau-Rivière-Basse | E3 |
| | Galan | E3 |
| | Maubourguet | E3 |
| | Ossun | E3 |
| | Pouyastruc | E3 |
| | Rabastens-de-Bigorre | E3 |
| | Séméac | E3 |
| | Tarbes (tous cantons) 5 | E3 |
| | Tournay | E3 |
| | Trie-sur-Baïse | E3 |
| | Vic-en-Bigorre | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Pyrénées-Orientales | Mont-Louis | E2 |
| | Olette | E2 |
| | Saillagouse | E2 |
| | Arles-sur-Tech | E3 |
| | Prades | E3 |
| | Prats-de-Mollo | E3 |
| | Saint-Paul-de-Fenouillet | E3 |
| | Sournia | E3 |
| | Vinça | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Rhin (Bas) | Tous cantons | E2 |
| Rhin (Haut) | Tous cantons | E2 |
| Rhône | Amplepuis | E2 |
| | St-Laurent-de-Chamousset | E2 |
| | St-Symphorien-sur-Coize | E2 |
| | Thizy | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Saône (Haute-) | Tous cantons | E3 |
| Saône-et-Loire | Charolles | E2 |
| | Chauffailles | E2 |
| | La Clayette | E2 |
| | Gueugnon | E2 |
| | Monts-sur-Guesnes | E2 |
| | Neuville-de-Poitou | E2 |
| | Poitiers (tous cantons) | E2 |
| | St-Georges-lès-Baillargeaux | E2 |
| | St-Gervais-les-Trois- | E2 |
| | Les Trois-Moutiers | E2 |
| | Vouillé | E2 |
| | Autres cantons | E2 |
| Vienne (Haute-) | Châlus | E3 |
| | Le Dorat | E3 |
| | Magnac-Laval | E3 |
| | Mézières-sur-Issoire | E3 |
| | Oradour-sur-Vayres | E3 |
| | Rochechouart | E3 |
| | St-Junien (tous cantons) | E3 |
| | St-Mathieu | E3 |
| | St-Sulpice-les-Feuilles | E3 |
| | Autres cantons | E3 |
| Vosges | Tous cantons | E2 |
| Yonne | Brienon-sur-Armançon | E2 |
| | Cerisiers | E2 |
| | Chéroy | E2 |
| | Flogny-la-Chapelle | E2 |
| | Joigny | E2 |

| DEPARTEMENT | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | Modane | E1 |
| | Aiguebelle | E2 |
| | Aime | E2 |
| | Albertville tous cantons | E2 |
| | Beaufort | E2 |
| | Bozel | E2 |
| | La Chambre | E2 |
| | Le Châtelard | E2 |
| | Grésy sur Isère | E2 |
| | Moûtiers | E2 |
| | La Rochette | E2 |
| | St-Jean-de-Maurienne | E2 |
| | St-Michel-de-Maurienne | E2 |
| | Ugine | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Savoie (Haute-) | Chamonix-Mont-Blanc | E1 |
| | St-Gervais-les-Bains | E1 |
| | Alby-sur-Chéran | E3 |
| | Frangy | E3 |
| | Seynod | E3 |
| | Seyssel | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Seine Paris | Paris | E2 |
| Seine-Maritime | Tous cantons | E1 |
| Seine-et-Marne | Tous cantons | E2 |
| Yvelines | Tous cantons | E2 |
| Sèvres (Deux-) | Brioux-sur-Boutonne | E3 |
| | Chef-Boutonne | E3 |
| | Lezay | E3 |
| | Melle | E3 |
| | Sauzé-Vaussais | E3 |
| | Autres cantons | E2 |
| Somme | Tous cantons | E1 |
| Tarn | Tous cantons | E3 |
| Tarn-et-Garonne | Tous cantons | E3 |
| Var | Comps-sur-Artuby | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Vaucluse | Malaucène | E3 |
| | Mormoiron | E3 |
| | Sault | E3 |
| | Autres cantons | E4 |
| Vendée | Tous cantons | E2 |
| Vienne | Châtellerault (tous cantons) | E2 |
| | Lencloître | E2 |
| | Loudun | E2 |
| | Lusignan | E2 |
| | Mirebeau | E2 |
| | Moncontour | E2 |
| | Migennes | E2 |
| | Pont-sur-Yonne | E2 |
| | Saint-Florentin | E2 |
| | St-Julien-du-Sault | E2 |
| | Seignelay | E2 |
| | Sens (tous cantons) | E2 |
| | Sergines | E2 |
| | Villeneuve-l'Archevêque | E2 |
| | Villeneuve-sur-Yonne | E2 |
| | Autres cantons | E3 |
| Territoire de Belfort | Tous cantons | E2 |
| Essonne | Tous cantons | E2 |
| Hauts-de-Seine | Tous cantons | E2 |
| Seine-Saint-Denis | Tous cantons | E2 |
| Val-de-Marne | Tous cantons | E2 |
| Val-d'Oise | Tous cantons | E2 |

# Arrêté du 30 mai 1996
## relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

NOR : *ENVP9650195A*

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,
Le ministre du travail et des affaires sociales,
Le ministre de l'intérieur,
Le ministre de l'environnement,
Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R.111-4-1,
Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R.111-1, R.111-3-1, R.123-19, R.123-24, R.311-10, R.311-10-2, R.410-13 ;
Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;
Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;
Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;
Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;
Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;
Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;
Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;
Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Arrêtent :

Art. 1er. - Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé:

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées ;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures ;
- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence, et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

### Titre 1 : Classement des infrastructures de transports terrestres par le préfet

Art. 2. - Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées, et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté $L_{Aeq}$ (6h-22h), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée ;

- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté $L_{Aeq}$ (22h-6h), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S.31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U" ;

- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

* Cette distance est mesurée :
- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Art. 3. - Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul ou mesures

**Annexe 4.**
**Textes législatifs de référence.**

sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année ;

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme ;

- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1er du décret n° 95-21, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S.31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S.31-088, "mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation", et NF S.31-130 annexe B pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. - Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure, sont définis en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

| Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (6h-22h) en dB(A) | Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (22h-6h) en dB(A) | Catégorie de l'infrastructure | Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1) |
|---|---|---|---|
| L > 81 | L > 76 | 1 | d = 300 m |
| 76 < L ≤ 81 | 71 < L ≤ 76 | 2 | d = 250 m |
| 70 < L ≤ 76 | 65 < L ≤ 71 | 3 | d = 100 m |
| 65 < L ≤ 70 | 60 < L ≤ 65 | 4 | d = 30 m |
| 60 < L ≤ 65 | 55 < L ≤ 60 | 5 | d = 10 m |

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres, il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne, conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

**Titre 2 : Détermination de l'isolement acoustique minimal des bâtiments d'habitation contre les bruits des transports terrestres par le maître d'ouvrage du bâtiment.**

Art. 5. - En application du décret n° 95-21 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres, doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 6. - Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

A - dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

| Catégorie | Isolement minimal $D_{nAT}$ |
|---|---|
| 1 | 45 dB(A) |
| 2 | 42 dB(A) |
| 3 | 38 dB(A) |
| 4 | 35 dB(A) |
| 5 | 30 dB(A) |

Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois pouvoir être inférieures à 30 dB(A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales ;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrières.

B - en tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

| distance (2) | 0 | 10 | 15 | 20 | 25 | 30 | 40 | 50 | 65 | 80 | 100 | 125 | 160 | 200 | 250 | 300 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| catégorie 1 | 45 | 45 | 44 | 43 | 42 | 41 | 40 | 39 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | |
| catégorie 2 | 42 | 42 | 41 | 40 | 39 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | | |
| catégorie 3 | 38 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | | | | | | |
| catégorie 4 | 35 | 33 | 32 | 31 | 30 | | | | | | | | | | | |
| catégorie 5 | 30 | | | | | | | | | | | | | | | |

Les valeurs du tableau précédent tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.

Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

| Situation | Description | Correction |
|---|---|---|
| Façade en vue directe | Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent. | Pas de correction |
| Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments | Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit :<br>- en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments)<br>- en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit | - 3 dB(A)<br>- 6 dB(A) |
| Portion de façade masquée (1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel | La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres :<br>- à une distance inférieure à 150 mètres<br>- à une distance supérieure à 150 mètres<br>La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres :<br>- à une distance inférieure à 150 mètres<br>- à une distance supérieure à 150 mètres | - 6 dB(A)<br>- 3 dB(A)<br>- 9 dB(A)<br>- 6 dB(A) |
| Façade en vue indirecte d'un bâtiment | La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui même :<br>- façade latérale (2)<br>- façade arrière | - 3 dB(A)<br>- 9 dB(A) |

(1) Une portion de façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.

(2) Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes

La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB(A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée séparément pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB(A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB(A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent ;
- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB(A), en prenant parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

**Art. 7.** - Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :
- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S.31-085 pour les infrastructures routières et Pr S.31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

| Catégorie | Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A)) | Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A)) |
|---|---|---|
| 1 | 83 | 78 |
| 2 | 79 | 74 |
| 3 | 73 | 68 |
| 4 | 68 | 63 |
| 5 | 63 | 58 |

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB(A) en période diurne et 30 dB(A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB(A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Art. 8. - Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'entendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 "vérification de la qualité acoustique des bâtiments", dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à 2 mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

Art. 9. - Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB(A);
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB(A).
- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB(A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant closes.

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27° C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe 1 au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50m au dessus du sol.

## Titre 3 : Dispositions diverses

Art. 10. - Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté interministériel du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe 1 de l'arrêté précité du 6 octobre 1978 continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995.

Art. 11. - Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres, le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

*Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme*

*Le ministre de l'intérieur*

*Le ministre de l'environnement*

*Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation*

*Le ministre délégué au logement*

*Le secrétaire d'Etat aux transports*

*Le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale*

# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

## INDUSTRIE

### Arrêté du 9 mai 2003 autorisant une société à exploiter une installation de production d'électricité

NOR : *INDI0301437A*

Par arrêté de la ministre déléguée à l'industrie en date du 9 mai 2003, la société à responsabilité limitée Hydélec, dont le siège social est situé Les Bois de Maisonne, 38160 Chevrières, est autorisée à exploiter un parc éolien d'une capacité de production de 7,6 MW, localisé à l'Espace entreprise Méditerranée, zone industrielle, Rivesaltes (Pyrénées-Orientales).

# MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement

NOR : *DEVP0320066A*

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer, la ministre de l'écologie et du développement durable et le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,

Vu la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, et notamment la notification n° 2001/524/F ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R. 111-23-1, R. 111-23-2 et R. 111-23-3 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 147-3 ;

Vu le code du travail, et notamment son article R. 235-2-11 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 571-1 à L. 571-25 ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu le décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les avis du Conseil national du bruit en date du 25 mai 2000 et du 17 avril 2003,

Arrêtent :

Art. 1er. – Conformément aux dispositions des articles R. 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation et L. 147-3 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fixe les seuils de bruit et les exigences techniques applicables aux établissements d'enseignement. Il s'applique aux bâtiments neufs ou parties nouvelles de bâtiments existants.

On entend par établissement d'enseignement les écoles maternelles, les écoles élémentaires, les collèges, les lycées, les établissements régionaux d'enseignement adapté, les universités et établissements d'enseignement supérieur, général, technique ou professionnel, publics ou privés.

Les logements de l'établissement sont soumis à la réglementation concernant les bâtiments à usage d'habitation, au regard de laquelle les autres locaux de l'établissement d'enseignement sont considérés comme des locaux d'activité.

**Art. 2.** – Pour les établissements d'enseignement autres que les écoles maternelles, l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A}$ entre locaux doit être égal ou supérieur aux valeurs (exprimées en décibels) indiquées dans le tableau ci-après :

| LOCAL D'ÉMISSION → / LOCAL DE RÉCEPTION ↓ | LOCAL d'enseignement, d'activités pratiques, administration | LOCAL MÉDICAL, infirmerie, atelier peu bruyant, cuisine, local de rassemblement fermé, salle de réunions, sanitaires | CAGE d'escalier | CIRCULATION horizontale, vestiaire fermé | SALLE de musique, salle polyvalente, salle de sports | SALLE de restauration | ATELIER bruyant (au sens de l'article 2 du présent arrêté) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Local d'enseignement, d'activités pratiques, administration, bibliothèque, CDI, salle de musique, salle de réunions, salle des professeurs, atelier peu bruyant. | 43 (1) | 50 | 43 | 30 | 53 | 53 | 55 |
| Local médical, infirmerie. | 43 (1) | 50 | 43 | 40 | 53 | 53 | 55 |
| Salle polyvalente. | 40 | 50 | 43 | 30 | 50 | 50 | 50 |
| Salle de restauration | 40 | 50 (2) | 43 | 30 | 50 | | 55 |

(1) Un isolement de 40 dB est admis en présence d'une ou plusieurs portes de communication.
(2) A l'exception d'une cuisine communiquant avec la salle de restauration.

Les internats relèvent d'une réglementation spécifique.

Pour les écoles maternelles, l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A}$ entre locaux doit être égal ou supérieur aux valeurs (exprimées en décibels) indiquées dans le tableau ci-après :

**Annexe 4.**
**Textes législatifs de référence.**

| LOCAL D'ÉMISSION → / LOCAL DE RÉCEPTION ↓ | SALLE de repos | SALLE d'exercice ou local d'enseignement (5) | ADMINISTRATION | LOCAL MÉDICAL, infirmerie | ESPACE D'ACTIVITÉS, salle d'évolution, salle de jeux, local de rassemblement fermé, salle d'accueil, salle de réunions, sanitaires (4), salle de restauration, cuisine, office | CIRCULATION horizontale, vestiaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Salle de repos. | 43 (1) | 50 (2) | 50 | 50 | 55 | 35 (3) |
| Local d'enseignement, salle d'exercice. | 50 (2) | 43 | 43 | 50 | 53 | 30 (3) |
| Administration, salle des professeurs. | 43 | 43 | 43 | 50 | 53 | 30 |
| Local médical, infirmerie | 50 | 50 | 43 | 43 | 53 | 40 |

(1) Un isolement de 40 dB est admis en cas de porte de communication, de 25 dB si la porte est anti-pince-doigts.
(2) Si la salle de repos n'est pas affectée à la salle d'exercice. En cas de salle de repos affectée à une salle d'exercice, un isolement de 25 dB est admis.
(3) Un isolement de 25 dB est admis en présence de porte anti-pince-doigts.
(4) Dans le cas de sanitaires affectés à un local, il n'est pas exigé d'isolement minimal.
(5) Notamment dans le cas d'un autre établissement d'enseignement voisin d'une école maternelle.

**Art. 3.** – La constitution des parois horizontales, y compris les revêtements de sols, et des parois verticales doit être telle que le niveau de pression pondéré du bruit de choc standardisé $L'_{nT,w}$ du bruit perçu dans les locaux de réception énumérés dans les tableaux de l'article 2 ne dépasse pas 60 dB lorsque des chocs sont produits par la machine à chocs normalisée sur le sol des locaux normalement accessibles, extérieurs au local de réception considéré.

Si les chocs sont produits dans un atelier bruyant, une salle de sports, les valeurs de niveau de pression pondéré du bruit de choc standardisé, $L'_{nT,w}$, doivent être inférieures à 45 dB dans les locaux de réception visés ci-dessus.

Si les chocs sont produits dans une salle d'exercice d'une école maternelle, les valeurs de niveau de pression pondéré du bruit de choc standardisé, $L'_{nT,w}$, doivent être inférieures à 55 dB dans les salles de repos non affectées à la salle d'exercice.

**Art. 4.** – La valeur du niveau de pression acoustique normalisé $L_{AT}$ du bruit engendré dans les bibliothèques, centres de documentation et d'information, locaux médicaux, infirmeries et salles de repos, les salles de musique par un équipement du bâtiment ne doit pas dépasser 33 dB(A) si l'équipement fonctionne de manière continue et 38 dB(A) s'il fonctionne de manière intermittente.

Ces niveaux sont portés à 38 et 43 dB(A) respectivement pour tous les autres locaux de réception visés à l'article 2.

**Art. 5.** – Les valeurs des durées de réverbération, exprimées en secondes à respecter dans les locaux sont données dans le tableau ci-après. Elles correspondent à la moyenne arithmétique des durées de réverbération dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000 et 2 000 Hz. Ces valeurs s'entendent pour des locaux normalement meublés et non occupés.

| LOCAUX MEUBLÉS NON OCCUPÉS | DURÉE DE RÉVERBÉRATION MOYENNE (exprimée en secondes) |
|---|---|
| Salle de repos des écoles maternelles ; salle d'exercice des écoles maternelles ; salle de jeux des écoles maternelles.<br>Local d'enseignement ; de musique ; d'études ; d'activités pratiques ; salle de restauration et salle polyvalente de volume ≤ 250 m³.<br>Local médical ou social, infirmerie ; sanitaires ; administration ; foyer ; salle de réunion ; bibliothèque ; centre de documentation et d'information. | $0,4 \leq Tr \leq 0,8$ s |
| Local d'enseignement, de musique, d'études ou d'activités pratiques d'un volume > 250 m³, sauf atelier bruyant (3). | $0,6 \leq Tr \leq 1,2$ s |
| Salle de restauration d'un volume > 250 m³. | $Tr \leq 1,2$ s |
| Salle polyvalente d'un volume > 250 m³ (1). | $0,6 \leq Tr \leq 1,2$ s et étude particulière obligatoire (2) |
| Autres locaux et circulations accessibles aux élèves d'un volume > 250 m³. | $Tr \leq 1,2$ s si 250 m³ < V ≤ 512 m³<br>$Tr \leq 0,15 \sqrt[3]{V}$ s si V > 512 m³ |
| Salle de sports. | Définie dans l'arrêté relatif à la limitation du bruit dans les établissements de loisirs et de sports pris en application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation. |

(1) En cas d'usage de la salle de restauration comme salle polyvalente, les valeurs à prendre en compte sont celles données pour la salle de restauration.
(2) L'étude particulière est destinée à définir le traitement acoustique de la salle permettant d'avoir une bonne intelligibilité en tout point de celle-ci.
(3) Cf. article 8.

**Art. 6.** – L'aire d'absorption équivalente des revêtements absorbants disposés dans les circulations horizontales et halls dont le volume est inférieur à 250 m³ et dans les préaux doit représenter au moins la moitié de la surface au sol des locaux considérés.

L'aire d'absorption équivalente A d'un revêtement absorbant est donnée par la formule :

$$A = S \times \alpha_w$$

où S désigne la surface du revêtement absorbant et $\alpha_w$ son indice d'évaluation de l'absorption.

On prendra l'indice $\alpha_w$ des surfaces à l'air libre des circulations horizontales, halls et préaux, égal à 0,8.

Les escaliers encloisonnés et les ascenseurs ne sont pas visés par le présent article.

**Art. 7.** – La valeur de l'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,Atr}$, des locaux de réception cités dans l'article 2 vis-à-vis des bruits des infrastructures de transports terrestres est la même que celle imposée aux bâtiments d'habitation aux articles 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé. Elle ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB.

Dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit des aérodromes, au sens de l'article L. 147-3 du code de l'urbanisme, l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A}$ des locaux de réception visés à l'article 2 est le suivant :

– en zone A : 47 dB ;
– en zone B : 40 dB ;
– en zone C : 35 dB.

**Art. 8.** – Les ateliers bruyants sont caractérisés par un niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, défini par la norme NF S 31-084, supérieur à 85 dB(A) au sens de l'article R. 235-11 du code du travail.

Ces locaux devront être conformes aux prescriptions de la réglementation relative à la correction acoustique des locaux de travail (arrêté du 30 août 1990 pris pour l'application de l'article R. 235-11 du code du travail et relatif à la correction acoustique des locaux de travail). Les résultats prévisionnels devront être justifiés par une étude spécifique aux locaux.

**Art. 9.** – Les limites énoncées dans les articles 2 à 5 s'entendent pour des locaux ayant une durée de réverbération de référence de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

L'isolement acoustique standardisé pondéré au bruit aérien $D_{nT,A}$ entre deux locaux est évalué selon la norme NF EN ISO 717-1 (indice de classement S 31-032-1) comme étant égal à la somme de l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,w}$ et du terme d'adaptation C.

L'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,Atr}$, contre les bruits de l'espace extérieur est évalué selon la norme NF EN ISO 717-1 (indice de classement S 31-032-1) comme étant égal à la somme de l'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,w}$, et du terme d'adaptation $C_{tr}$.

Le niveau de pression pondéré du bruit de choc standardisé, $L'_{nT,w}$, est évalué selon la norme NF EN ISO 717-2 (indice de classement S 31-032-2).

En ce qui concerne les bruits d'équipement, le niveau de pression acoustique normalisé, $L_{nAT}$, est évalué selon la norme NF S 31-057.

L'indice d'évaluation de l'absorption, $\alpha_w$, d'un revêtement absorbant est défini dans la norme NF EN ISO 11654 (indice de classement S 31-064) portant sur l'évaluation de l'absorption acoustique des matériaux utilisés dans le bâtiment.

La durée de réverbération d'un local, $T_r$, est mesurée selon la norme NF S 31-057.

**Art. 10.** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à tout établissement d'enseignement ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une déclaration de travaux relatifs aux surélévations de bâtiments d'établissements d'enseignement existants et aux additions à de tels bâtiments, déposée à compter de six mois après la publication au *Journal officiel* de la République française du présent arrêté.

**Art. 11.** – L'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement est abrogé.

**Art. 12.** – Le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'enseignement scolaire, le directeur de l'enseignement supérieur, le directeur de la prévention des pollutions et des risques et le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 2003.

*La ministre de l'écologie et du développement durable,*
Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur de la prévention des pollutions et des risques,*
P. VESSERON

*Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général des collectivités locales,*
D. BUR

*Le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
A. BOISSINOT

*Le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction,*
F. DELARUE

*Le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,*
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général de la santé :
*Le chef de service,*
Y. COQUIN

## Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé

NOR : *DEVP0320067A*

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer, la ministre de l'écologie et du développement durable et le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,

Vu la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, et notamment la notification n° 2001/523/F ;

Vu le code de la construction et de l'habitat, et notamment ses articles R. 111-23-1, R. 111-23-2 et R. 111-23-3 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 147-3 ;

Vu le code du travail, et notamment son article R. 235-2-11 ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 571-1 à L. 571-25 ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu le décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 20 novembre 2001 ;

Vu l'avis du Conseil national du bruit en date du 25 mai 2000 et du 17 avril 2003,

Arrêtent :

**Art. 1er.** – Conformément aux dispositions des articles R. 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation et L. 147-3 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fixe les seuils de bruit et les exigences techniques applicables aux établissements de santé régis par le livre Ier de la partie VI du code de la santé publique.

Il s'applique aux bâtiments neufs ou parties nouvelles de bâtiments existants.

**Art. 2.** – L'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,A}$, exprimé en dB, entre les différents types de locaux doit être égal ou supérieur aux valeurs indiquées dans le tableau ci-après.

| ÉMISSION → / RÉCEPTION ↓ | LOCAUX d'hébergement et de soins | SALLES D'EXAMENS et de consultations, bureaux médicaux et soignants, salles d'attente | SALLES D'OPÉRATIONS, d'obstétrique et salles de travail | CIRCULATIONS INTERNES | AUTRES LOCAUX |
|---|---|---|---|---|---|
| Salles d'opérations, d'obstétrique et salles de travail. | 47 | 47 | 47 | 32 | 47 |
| Locaux d'hébergement et de soins, salles d'examen et de consultation, salles d'attente (*), bureaux médicaux et soignants, autres locaux où peuvent être présents des malades. | 42 | 42 | 47 | 27 | 42 |
| (*) Hors salles d'attente des services d'urgence. | | | | | |

La porte entre les cabines de déshabillage et les cabinets de consultation devra avoir un indice d'affaiblissement acoustique pondéré $R_A = R_w + C$ supérieur ou égal à 35 dB.

Art. 3. – La constitution des parois horizontales, y compris les revêtements de sol, et des parois verticales, doit être telle que le niveau de pression pondéré du bruit de choc standardisé, $L'_{nT,w}$, du bruit perçu dans un local autre qu'une circulation, un local technique, une cuisine, un sanitaire ou une buanderie ne dépasse pas 60 dB lorsque des chocs sont produits sur le sol des locaux extérieurs à ce local, à l'exception des locaux techniques, par la machine à chocs normalisée.

Art. 4. – Le niveau de pression acoustique normalisé, $L_{nAT}$, du bruit engendré dans un local d'hébergement par un équipement du bâtiment extérieur à ce local ne doit pas dépasser 30 dB(A) en général et 35 dB(A) pour les équipements hydrauliques et sanitaires des locaux d'hébergement voisins.

Le niveau de pression acoustique normalisé, $L_{nAT}$, du bruit transmis par le fonctionnement d'un équipement collectif du bâtiment ne doit pas dépasser les valeurs suivantes :

- dans les salles d'examens et de consultations, les bureaux médicaux et soignants, les salles d'attente : 35 dB(A) ;
- dans les locaux de soins : 40 dB(A) ;
- dans les salles d'opérations, d'obstétrique et les salles de travail : 40 dB(A).

Art. 5. – Les valeurs des durées de réverbération, exprimées en seconde, à respecter dans les locaux sont données dans le tableau ci-après. Elles correspondent à la moyenne arithmétique des durées de réverbération dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000, et 2 000 Hz. Ces valeurs s'entendent pour des locaux normalement meublés et non occupés.

| VOLUME des locaux (V) | NATURE DES LOCAUX | DURÉE de réverbération moyenne (exprimée en seconde) |
|---|---|---|
| V ≤ 250 m³ | Salle de restauration. | Tr ≤ 0,8 s |
| | Salle de repos du personnel. | Tr ≤ 0,5 s |
| | Local public d'accueil. | Tr ≤ 1,2 s |
| | Local d'hébergement ou de soins, salles d'examen et de consultations, bureaux médicaux et soignants. | Tr ≤ 0,8 s |
| V > 250 m³ | Local et circulation accessible au public (*). | Tr ≤ 1,2 s si 250 m³ < V ≤ 512 m³<br>Tr ≤ 0,15 $\sqrt[3]{V}$ s si V > 512 m³ |
| (*) A l'exception des circulations communes intérieures aux secteurs d'hébergement et de soins. | | |

Art. 6. – L'aire d'absorption équivalente des revêtements absorbants dans les circulations communes intérieures des secteurs d'hébergement et de soins doit représenter au moins le tiers de la surface au sol de ces circulations.

L'aire d'absorption équivalente A d'un revêtement absorbant est donnée par la formule :

$$A = S \times \alpha_w$$

où S désigne la surface du revêtement absorbant et $\alpha_w$ son indice d'évaluation de l'absorption.

Art. 7. – L'isolement acoustique standardisé pondéré contre les bruits de l'espace extérieur, $D_{nT,A,tr}$, des locaux d'hébergement et de soins vis-à-vis des bruits extérieurs ne doit pas être inférieur à 30 dB.

En outre, la valeur de l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A,tr}$ des locaux d'hébergement et de soins vis-à-vis des bruits des infrastructures de transports terrestres est la même que celle imposée aux bâtiments d'habitation aux articles 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Dans les zones définies par le plan d'exposition aux bruits des aérodromes, au sens de l'article L. 147-3 du code de l'urbanisme, l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A}$ des locaux d'hébergement et de soins est le suivant :

- en zone A : 47 dB ;
- en zone B : 40 dB ;
- en zone C : 35 dB.

Art. 8. – Les limites énoncées dans les articles 2, 3, 4 et 7 s'entendent pour des locaux de réception ayant une durée de réverbération de référence de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

L'isolement acoustique standardisé pondéré au bruit aérien $D_{nT,A}$ entre deux locaux est évalué selon la norme NF EN ISO 717-1 (indice de classement S 31-032-1) comme étant égal à la somme de l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,w}$ et du terme d'adaptation C.

L'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,A,tr}$, contre les bruits de l'espace extérieur est évalué selon la norme NF EN ISO 717-1 (indice de classement S 31-032-1) comme étant égal à la somme de l'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,w}$, et du terme d'adaptation $C_{tr}$.

Le niveau de pression pondéré du bruit de choc standardisé, $L'_{nT,w}$, est évalué selon la norme NF EN ISO 717-2 (indice de classement S 31-032-2).

En ce qui concerne les bruits d'équipement, le niveau de pression acoustique normalisé, $L_{nAT}$, est évalué selon la norme NF S 31-057.

L'indice d'évaluation de l'absorption, $\alpha_w$, d'un revêtement absorbant est défini dans la norme NF EN ISO 11654 (indice de classement S 31-064) portant sur l'évaluation de l'absorption acoustique des matériaux utilisés dans le bâtiment.

La durée de réverbération d'un local, $T_r$, est mesurée selon la norme NF S 31-057.

Art. 9. – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à tout établissement de santé ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une déclaration de travaux relatifs aux surélévations de bâtiments d'établissements de santé existants et aux additions à de tels bâtiments, déposée à compter de six mois après la publication au *Journal officiel* de la République française du présent arrêté.

Art. 10. – Le directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins, le directeur général de la santé, le directeur général des collectivités locales, le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction et le directeur de la prévention des pollutions et des risques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 2003

*La ministre de l'écologie et du développement durable,*
Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur de la prévention des pollutions et des risques,*
P. VESSERON

*Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général des collectivités locales,*
D. BUR

*Le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction,*
F. DELARUE

*Le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
L.-C. VIOSSAT

## Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels

NOR : *DEVP0320068A*

Le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer, la ministre de l'écologie et du développement durable, le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées et le secrétaire d'Etat au tourisme,

Vu la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, et notamment la notification n° 2001/525/F ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R. 111-23-1, R. 111-23-2, R. 111-23-3 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 147-3 ;

Vu le code du travail, et notamment son article R. 235-11 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 571-1 à L. 571-25 ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation, et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu le décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage, et modifiant le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, à l'exclusion des salles dont l'activité est réservée à l'enseignement de la musique et de la danse ;

Vu l'arrêté du 14 février 1986 fixant les normes et la procédure de classement des hôtels et résidences de tourisme ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 1998 pris en application du décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998 ;

Vu l'avis du Conseil national du bruit en date du 25 mai 2000 et du 17 avril 2003,

Arrêtent :

**Art. 1er.** – Conformément aux dispositions des articles R. 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation et L. 147-3 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fixe les seuils de bruit et les exigences techniques applicables aux hôtels classés ou non dans la catégorie « de tourisme », à l'exception des résidences classées « de tourisme » et autres hébergements touristiques assimilables à des logements. Il s'applique aux bâtiments neufs ou parties nouvelles de bâtiments existants.

Les résidences classées « de tourisme » et autres hébergements touristiques assimilables à des logements sont soumis à la réglementation concernant les bâtiments à usage d'habitation, au regard de laquelle les locaux collectifs de la résidence sont considérés comme des locaux d'activité.

**Art. 2.** – Pour les hôtels, l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A}$ entre locaux doit être égal ou supérieur aux valeurs (exprimées en décibels) indiquées dans le tableau ci-après :

| LOCAL de réception | LOCAL D'ÉMISSION | $D_{nT,A}$ |
|---|---|---|
| Chambre | Chambre voisine.<br>Salle de bains d'une autre chambre. | 50 |
| | Circulation intérieure. | 38 |
| | Bureau.<br>Local de repos du personnel. – Vestiaire fermé.<br>Hall de réception.<br>Salle de lecture. | 50 |
| | Salle de réunion.<br>Atelier.<br>Bar. – Commerce.<br>Cuisine.<br>Garage. – Parking. – Zone de livraison fermée.<br>Gymnase. – Piscine intérieure.<br>Restaurant.<br>Sanitaire collectif.<br>Salle de TV.<br>Laverie.<br>Local poubelles. | 55 |
| | Casino. – Salon de réception sans sonorisation.<br>Club de santé.<br>Salle de jeux. | 60 |
| | Discothèque. – Salle de danse. | (*) |
| Salle de bains | Chambre voisine.<br>Salle de bains d'une autre chambre. | 45 |
| | Circulation intérieure. | 38 |

(*) Les exigences d'isolement sont celles définies dans l'arrêté du 15 décembre 1998 pris en application du décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, à l'exclusion des salles dont l'activité est réservée à l'enseignement de la musique et de la danse.

**Art. 3.** – La constitution des parois horizontales, y compris les revêtements de sols, et des parois verticales doit être telle que le niveau de pression pondéré du bruit de choc standardisé, $L'_{nT,w}$ du bruit perçu dans les chambres, ne dépasse pas 60 dB lorsque des chocs sont produits par la machine à chocs normalisée sur le sol des locaux normalement accessibles, extérieurs à la chambre considérée et à ses locaux privatifs.

**Art. 4.** – Dans des conditions normales de fonctionnement, le niveau de pression acoustique normalisé, $L_{nAT}$, du bruit engendré dans les chambres par un équipement, collectif ou individuel, du bâtiment ne doit pas dépasser 30 dB(A). Cette valeur est portée à 35 dB(A) lorsque l'équipement est implanté dans la chambre (chauffage, climatisation).

**Art. 5.** – L'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,Atr}$, des chambres contre les bruits de l'espace extérieur doit être au minimum de 30 dB.

L'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,Ali}$, des chambres vis-à-vis des aires de livraison extérieures doit être au minimum de 35 dB.

La valeur de l'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,Atr}$, des chambres vis-à-vis des bruits des infrastructures de transports terrestres est la même que celle imposée aux bâtiments d'habitation aux articles 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit des aérodromes, au sens de l'article L. 147-3 du code de l'urbanisme, l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A}$ des locaux de réception visés à l'article 2 est le suivant :

- en zone A : 47 dB ;
- en zone B : 40 dB ;
- en zone C : 35 dB.

**Art. 6.** – L'aire d'absorption équivalente des revêtements absorbants disposés dans les circulations horizontales sur lesquelles donnent les chambres doit représenter au moins le quart de la surface au sol des locaux considérés.

L'aire d'absorption équivalente A d'un revêtement absorbant est donnée par la formule :

$$A = S \times \alpha_w$$

où S désigne la surface du revêtement absorbant et $\alpha_w$ son indice d'évaluation de l'absorption.

On prendra l'indice $\alpha_w$ des surfaces à l'air libre des circulations horizontales égal à 0,8.

Les escaliers encloisonnés et les ascenseurs ne sont pas visés par le présent article.

**Art. 7.** – Les limites énoncées dans les articles 2 à 5 s'entendent pour des locaux ayant une durée de réverbération de référence de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

L'isolement acoustique standardisé pondéré au bruit aérien $D_{nT,A}$ entre deux locaux est évalué selon la norme NF EN ISO 717-1 (indice de classement S 31-032-1) comme étant égal à la somme de l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,w}$ et du terme d'adaptation $C$.

L'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,A,tr}$, contre les bruits de l'espace extérieur est évalué selon la norme NF EN ISO 717-1 (indice de classement S 31-032-1) comme étant égal à la somme de l'isolement acoustique standardisé pondéré, $D_{nT,w}$, et du terme d'adaptation $C_{tr}$.

Le niveau de pression pondéré du bruit de choc standardisé, $L'_{nT,w}$, est évalué selon la norme NF EN ISO 717-2 (indice de classement S 31-032-2).

En ce qui concerne les bruits d'équipement, le niveau de pression acoustique normalisé, $L_{nAT}$, est évalué selon la norme NF S 31-057.

L'indice d'évaluation de l'absorption, $\alpha_w$, d'un revêtement absorbant est défini dans la norme NF EN ISO 11654 (indice de classement S 31-064) portant sur l'évaluation de l'absorption acoustique des matériaux utilisés dans le bâtiment.

La durée de réverbération d'un local, $T_r$, est mesurée selon la norme NF S 31-057.

**Art. 8.** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à tout hôtel ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une déclaration de travaux relatifs aux surélévations d'hôtels existants et aux additions à de tels bâtiments, déposée à compter de six mois après la publication au *Journal officiel* de la République française du présent arrêté.

**Art. 9.** – Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général de la santé, le directeur du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 2003.

*La ministre de l'écologie et du développement durable,*
Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur de la prévention des pollutions et des risques,*
P. VESSERON

*Le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction,*
F. DELARUE

*Le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,*
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général de la santé :
*Le chef de service,*
Y. COQUIN

*Le secrétaire d'Etat au tourisme,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
*Le directeur du tourisme,*
B. FARENIAUX

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'ESSONNE

Direction Départementale
de l'Equipement

# ARRETE N°2005-DDE-SEPT-085 DU 28 FEVRIER 2005

**relatif au classement sonore du réseau routier départemental dans différentes communes du département de l'Essonne et aux modalités d'isolement acoustique des constructions en découlant**

**Le Préfet de l'Essonne**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**VU** le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R 111-4-1 et R 111-23-2,
**VU** le code de l'environnement, et notamment son article L 571-10,
**VU** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R 123-13, R 123-14 et R 123-22,
**VU** le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,
**VU** le décret n°95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
**VU** l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
**VU** l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
**VU** l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé,
**VU** l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels,
**VU** les résultats des études de la Direction Départementale de l'Equipement de l'Essonne,
**VU** les avis formulés par les communes sur le projet d'arrêté préfectoral,
**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne,

## ARRETE

### ARTICLE 1er : Annulation de l'arrêté préfectoral n°86-1792 du 6 juin 1986

L'arrêté ministériel du 6 octobre 1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur, modifié par arrêté interministériel du 23 février 1983 a été remplacé par l'article 13 de la loi Bruit n°92-1444 du 31 décembre 1992 transformé en l'article L 571-10 du Code de l'Environnement.

En conséquence, le classement sonore du réseau routier départemental de l'Essonne doit être mis à jour.
L'arrêté préfectoral n° 86-1792 du 6 juin 1986 est donc annulé en ce qu'il concerne le réseau routier départemental et remplacé par le présent arrêté.

## ARTICLE 2 : Objet

Le réseau routier départemental est classé, vis à vis du bruit, en cinq catégories.
Ce classement est applicable aux infrastructures existantes ainsi qu'à certains projets du Schéma Directeur de la Voirie Départementale de l'Essonne 2015, adopté en assemblée du Conseil Général de l'Essonne le 22 juin 2000.

## ARTICLE 3 : Classement sonore

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de l'ESSONNE aux abords des infrastructures de transports terrestres du réseau routier départemental listées en annexe 1 et repérées en annexe 3.

L'annexe 1 indique, pour chacune des communes concernées et pour l'infrastructure ou le tronçon d'infrastructure mentionné, le classement dans l'une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure ou du tronçon d'infrastructure, ainsi que le type de tissu urbain.
La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance comptée de part et d'autre de l'infrastructure à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

L'annexe 2 indique les départements limitrophes concernés par des infrastructures ou tronçons d'infrastructure classés au titre du présent arrêté et situés sur le territoire du département de l'Essonne.

L'annexe 3 présente la carte de repérage du classement figurant à l'annexe 1.

## ARTICLE 4 : Isolement acoustique minimum

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 3 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les établissements d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 et 9 de l'arrêté du 25 avril 2003 susvisé.

Pour les établissements de santé, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 et 8 de l'arrêté du 25 avril 2003 susvisé.

Pour les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 7 de l'arrêté du 25 avril 2003 susvisé.

Des copies des arrêtés du 25 avril 2003 et du 30 mai 1996 ainsi que des extraits du code de l'environnement et des décrets 95-20 et 95-21 du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté (annexe 4).

## ARTICLE 5 : Niveaux sonores

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit des infrastructures du réseau routier départemental tels que définis à l'article 3 sont :

| Catégorie | Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A)) | Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A)) |
|---|---|---|
| 1 | 83 | 78 |
| 2 | 79 | 74 |
| 3 | 73 | 68 |
| 4 | 68 | 63 |
| 5 | 63 | 58 |

## ARTICLE 6 : Prise en considération dans les documents d'urbanisme

Les maires ont l'obligation de faire figurer dans les documents d'urbanisme de leur commune les dispositions du présent arrêté. Ils devront donc reporter dans les annexes informatives du Plan d'Occupation des Sols, du Plan Local de l'Urbanisme et du Plan de Sauvegarde et de mise en valeur de leur commune les secteurs affectés par le bruit des infrastructures du réseau routier départemental tels que définis en annexe 1.

Ces reports seront effectués sans délai par arrêté de mise à jour.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, les dispositions du présent arrêté seront prises en compte pour la délivrance des certificats d'urbanisme et des permis de construire.

## ARTICLE 7 : Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne et mention en sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés :

- Le Parisien ;
- Le Républicain.

Il fera l'objet d'un affichage durant une période d'un mois minimum dans les mairies des communes de l'Essonne suivantes :

ABBEVILLE LA RIVIERE ; ANGERVILLIERS ; ARPAJON ; ATHIS MONS ; AUVERNAUX ; AVRAINVILLE ; BALLAINVILLIERS ; BALLANCOURT SUR ESSONNE ; BAULNE ; BIEVRES ; BOISSY LA RIVIERE ; BOISSY SOUS ST YON ; BONDOUFLE ; BOULLAY LES TROUX ; BOURAY SUR JUINE ; BOUSSY SAINT ANTOINE ; BOUVILLE ; BRETIGNY SUR ORGE ; BREUILLET ; BREUX JOUY ; BRIERES LES SCELLES ; BRIIS SOUS FORGES ; BRUNOY ; BRUYERES LE CHATEL ; BURES SUR YVETTE ; CERNY ; CHALO SAINT MARS ; CHAMPCUEIL ; CHAMPLAN ; CHEPTAINVILLE ; CHEVANNES ; CHILLY MAZARIN ; CORBEIL-ESSONNES ; COURANCES ; COURCOURONNES ; COURSON-MONTELOUP ; CROSNE ; DOURDAN ; DRAVEIL ; ECHARCON ; EGLY ; EPINAY SOUS SENART ; EPINAY SUR ORGE ; ETAMPES ; ETIOLLES ; ETRECHY ; EVRY ; FLEURY MEROGIS ; FONTAINE LA RIVIERE ; FONTENAY-LES-BRIIS ; FONTENAY LE VICOMTE ; FORGES LES BAINS ; GIF SUR YVETTE ; GOMETZ LA VILLE ; GOMETZ LE CHATEL ; GRIGNY ; GUIBEVILLE ; IGNY ; ITTEVILLE ; JANVILLE SUR JUINE ; JANVRY ; JUVISY SUR ORGE ; LA FERTE ALAIS ; LA NORVILLE ; LA VILLE DU BOIS ; LARDY ; LE COUDRAY MONTCEAUX ; LE PLESSIS PATE ; LES GRANGES LE ROI ; LES MOLIERES ; LES ULIS ; LEUDEVILLE ; LIMOURS ; LISSES ; LONGJUMEAU ; LONGPONT SUR ORGE ; MAISSE ; MARCOUSSIS ; MAROLLES-EN-HUREPOIX ; MASSY ; MENNECY ; MILLY LA FORET ; MONDEVILLE ; MONTGERON ; MONTLHERY ; MORANGIS ; MORIGNY CHAMPIGNY ; MORSANG SUR ORGE ; NOZAY ; OLLAINVILLE ; ONCY SUR ECOLE ; ORMOY ; ORMOY LA RIVIERE ; ORSAY ; PALAISEAU ; PARAY VIEILLE POSTE ; QUINCY SOUS SENART ; RIS ORANGIS ; ROINVILLE SOUS DOURDAN; SACLAS ; SACLAY ; SAINT AUBIN ; SAINT CHERON ; SAINT CYR LA RIVIERE ; SAINT CYR SOUS DOURDAN ; SAINTE GENEVIEVE DES BOIS ; SAINT GERMAIN LES ARPAJON ; SAINT GERMAIN LES CORBEIL ; SAINT HILAIRE ; SAINT JEAN DE BEAUREGARD ; SAINT MAURICE MONTCCOURONNE ; SAINT MICHEL SUR ORGE ; SAINT PIERRE DU PERRAY ; SAINT VRAIN ; SAINT YON ; SAULX LES CHARTREUX ; SAVIGNY SUR ORGE ; SERMAISE ; SOISY SUR ECOLE ; TIGERY ; VALPUISEAUX ; VARENNES JARCY ; VAUHALLAN ; VERRIERES LE BUISSON ; VERT LE GRAND ; VERT LE PETIT ; VIGNEUX SUR SEINE ; VILLABE ; VILLEBON SUR YVETTE ; VILLEJUST ; VILLEMOISSON SUR ORGE ; VILLIERS LE BACLE ; VILLIERS SUR ORGE ; VIRY CHATILLON ; WISSOUS ; YERRES

## ARTICLE 8 : Date d'application

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

**ARTICLE 9 : Mise à disposition du public**

Le présent arrêté ainsi que ses annexes sera mis à la disposition du public dans les lieux suivants :

•Préfecture de l'ESSONNE, Direction des Actions Interministérielles, boulevard de France, 91010 EVRY CEDEX.
•Sous-Préfecture d'EVRY, 7 rue Lafayette, 91108 - CORBEIL-ESSONNES CEDEX
•Sous-Préfecture d'ETAMPES, 4 rue Van Loo, 91152 ETAMPES CEDEX
•Sous-Préfecture de PALAISEAU, Avenue du Général de Gaulle, 91125 - PALAISEAU CEDEX
•Direction Départementale de l'Equipement de l'Essonne,
- Services SEPT, Boulevard de France, 91012 - EVRY CEDEX
- Service d'Aménagement Territorial Nord, 22 avenue du 8 mai 1945, 91125 - PALAISEAU CEDEX
- Service d'Aménagement Territorial Sud, 25 route d'Egly, 91290 - ARPAJON
et dans toutes les mairies des communes concernées mentionnées à l'article 7.

**ARTICLE 10 : Exécution**

Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, les Sous-Préfets d'EVRY, d'ETAMPES et de PALAISEAU, Mesdames et Messieurs les Maires des communes concernées, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de l'Essonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,

Bernard FRAGNEAU

Les documents annexés sont consultables aux lieux mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

| Communes concernées | Nom de l'infrastructure | Début du tronçon - (PR+abscisse pour information) (ou description de l'infrastructure concernée) | Fin du tronçon - (PR+abscisse pour information) | Catégorie sonore du tronçon | largeur des secteurs affectés par le bruit | Type de tissu |
|---|---|---|---|---|---|---|
| FONTENAY LES BRIIS | RD 3 | Limite communale Fontenay-Les-Briis/Saint-Maurice-Montcouronne - (0+800 | Limite communale Courson-Monteloup/Fontenay-Les-Briis - (1+500) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | RD 3 | Limite communale Fontenay-Les-Briis/Courson-Monteloup - (1+700) | Limite communale Courson-Monteloup/Fontenay-Les-Briis - (2+500) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | RD 3 | Limite communale Fontenay-Les-Briis/Courson-Monteloup - (2+900) | RD 97 - (4+762) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | RD 3 | RD97 - (4+762) | sortie agglomération Bel-Air - (5+828) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | RD 97 | limite communale Bruyeres le Chatel/Fontenay les Briis - (5+300) | entrée agglomération Bel-Air - (5+513) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | RD 97 | entrée agglomération Bel-Air - (5+513) | limite communale Fontenay les Briis/Briis les Forges - (8+75) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 3 situé sur le territoire de la commune de SAINT MAURICE MONTCOURONNE dont les limites sont : RD 27 - (0+000)/Limite communale Fontenay-Les-Briis/Saint-Maurice-Montcouronne - (0+800 | | | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 3 situé sur le territoire de la commune de COURSON MONTELOUP dont les limites sont : Limite communale Courson-Monteloup/Fontenay-Les-Briis - (1+500)/Limite communale Fontenay-Les-Briis/Courson-Monteloup - (1+700) | | | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 3 situé sur le territoire de la commune de COURSON MONTELOUP dont les limites sont : Limite communale Courson-Monteloup/Fontenay-Les-Briis - (2+500)/Limite communale Fontenay-Les-Briis/Courson-Monteloup - (2+900) | | | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 3 situé sur le territoire de la commune de JANVRY dont les limites sont : limite communale Janvry/Fontenay Les Briis - (6+193)/limite communale Marcoussis/Janvry - (7+191) | | | 3 | 100 m | Ouvert |
| | RD 3 - Deviation de Bel Air | RD 3 | limite communale Fontenay les Briis - Bruyeres le Châtel | 4 | 30 m | Ouvert |
| | | | | | | |
| FONTENAY LE VICOMTE | RD 17 | limite communale Ballancourt sur Essonne/Fontenay le Vicomte - (22+550) | RN191 - (22+1350) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 17 situé sur le territoire de la commune de BALLANCOURT SUR ESSONNE dont les limites sont : sortie agglomération Ballancourt sur Essonne - (21+572)/limite communale Ballancourt sur Essonne/Fontenay le Vicomte - (22+550) | | | 3 | 100 m | Ouvert |
| | | | | | | |
| FORGES LES BAINS | RD 97 | limite communale Briis les Forges/Forges les Bains - (10+633) | RD152 - (10+1095) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | RD 152 | limite communale Limours/Forges les Bains- (1+762) | limite communale Forges les Bains/Briis sous Forges - (4+000) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | RD 838 | limite communale Limours/Forges les Bains - (22+100) | RD97 - (22+150) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | RD 838 | RD97 - (22+150) | limite communale Forges les Bains/Angervilliers - (26+38) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | RD 988 | limite communale Limours/Forges les Bains - (22+263) | limite département Yvelines - (22+704) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 152 situé sur le territoire de la commune de BRIIS SOUS FORGES dont les limites sont : limite communale Forges les Bains/Briis sous Forges - (4+000)/RD97 - (4+387) | | | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 838 situé sur le territoire de la commune de LIMOURS dont les limites sont : RD988 - (21+171)/limite communale Limours/Forges les Bains - (22+100) | | | 3 | 100 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 988 situé sur le territoire de la commune de LIMOURS dont les limites sont : entrée agglomération Limours - (18+493)/limite communale Limours/Forges les Bains - (22+263) | | | 4 | 30 m | Ouvert |
| | | | | | | |
| GIF SUR YVETTE | RD 40 | limite communale Gometz la Ville/Gif sue Yvette - (6+980) | limite communale Gif sur Yvette/Gometz la Ville- (7+384) | 5 | 10 m | Ouvert |
| | RD 95 | limite communale Bures sur Yvette/Gif sur Yvette - (2+939) | RN306 - (5+365) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | RD 95 | RN306 - (5+365) | limite communale Gif sur Yvette/Villiers le Bacle - (6+75) | 5 | 10 m | Ouvert |
| | RD 128 | limite communale St Aubin/Gif sur Yvette- (0+350) | RN446limite communale Gif sur Yvette/Orsay - (2+0) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 40 situé sur le territoire de la commune de GOMETZ LA VILLE dont les limites sont : limite communale Gif sur Yvette/Gometz la Ville- (7+384)/RD988 - (8+870) | | | 5 | 10 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 95 situé sur le territoire de la commune de BURES SUR YVETTE dont les limites sont : limite communale Orsay/Bures sur Yvette - (0+863)/limite communale Bures sur Yvette/Gif sur Yvette - (2+939) | | | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 128 situé sur le territoire de la commune de ST AUBIN dont les limites sont : RN306 - (0+0)/limite communale St Aubin/Gif sur Yvette- (0+350) | | | 3 | 100 m | Ouvert |
| | | | | | | |
| GOMETZ LA VILLE | RD 40 | limite communale Les Molières/Gometz la Ville- (5+991) | limite communale Gometz la Ville/Gif sue Yvette - (6+980) | 5 | 10 m | Ouvert |
| | RD 40 | limite communale Gif sur Yvette/Gometz la Ville- (7+384) | RD988 - (8+870) | 5 | 10 m | Ouvert |
| | RD 131 | RD 988 - (0+000) | Limite communale Gometz-la-Ville/Briis-Sous-Forges - (2+400) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | RD 988 | limite communale Gometz le chatel/Gometz la ville - (13+942) | limite communale Gometz la ville/Limours - (16+330) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 131 situé sur le territoire de la commune de BRIIS SOUS FORGES dont les limites sont : Limite communale Gometz-la-Ville/Briis-Sous-Forges - (2+400)/RD 24 - (3+745) | | | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 988 situé sur le territoire de la commune de LIMOURS dont les limites sont : limite communale Gometz la ville/Limours - (16+330)/limite communale Limours/Les Molières - (18+888) | | | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Liaison RD 131-RD 988 | RD 131 | RD 988 | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Deviation de Gometz-la-ville | RD 988 | RD 40 | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Deviation de Gometz-la-ville | RD 988 | limite communale Gometz le Chatel - Gometz la Ville | 4 | 30 m | Ouvert |
| | | | | | | |
| GOMETZ LE CHATEL | RD 35 | RD988 - (0+0) | fin limitation 70 km/h - (1+0) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | RD 35 | fin limitation 70 km/h - (1+0) | limitation 70 km/h - (2+300) | 2 | 250 m | Ouvert |
| | RD 35 | limitation 70 km/h - (2+300) | limite communale Gometz le Chatel/St Jean Beauregard - (2+700) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | RD 988 | limite communale Bures sur Yvette/Gometz le Chatel - (11+748) | limite communale Gometz le chatel/Gometz la ville - (13+942) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Deviation de Gometz-la-ville | limite communale Gometz le Chatel - Gometz la Ville | RD35 | 4 | 30 m | Ouvert |
| | | | | | | |
| GRIGNY | RD 310 | limite communale Ris Orangis/Grigny - (0+180) | RN445 - (2+1389) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | RD 931 | limite communale Viry Chatillon/Grigny - (3+571) | RN7 - (3+1062) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 310 situé sur le territoire de la commune de RIS ORANGIS dont les limites sont : RN7 - (0+0)/limite communale Ris Orangis/Grigny - (0+180) | | | 3 | 100 m | Ouvert |
| | | | | | | |
| GUIBEVILLE | RD 19 | limite communale La Norville/Guibeville - (10+417) | limite communale Guibeville/La Norville - (10+518) | 2 | 250 m | Ouvert |
| | RD 449 | limite communale La Norville/Guibeville - (1+890) | limite communale Guibeville/Avrainville - (1+738) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | RD 449 | limite communale Avrainville/Guibeville - (2+439) | limite communale Guibeville/Cheptainville - (3+119) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | RD 449 | limite communale Cheptainville/Guibeville - (3+344) | limite communale Guibeville/Cheptainville - (3+569) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 19 situé sur le territoire de la commune de LA NORVILLE dont les limites sont : limite communale Guibeville/La Norville - (10+518)/limite communale La Norville/Marolles en Hurepoix - (12+434) | | | 2 | 250 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 449 situé sur le territoire de la commune de AVRAINVILLE dont les limites sont : limite communale Guibeville/Avrainville - (1+738)/limite communale Avrainville/Guibeville - (2+439) | | | 3 | 100 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 449 situé sur le territoire de la commune de CHEPTAINVILLE dont les limites sont : limite communale Guibeville/Cheptainville - (3+119)/limite communale Cheptainville/Guibeville - (3+344) | | | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Deviation de Guibeville | RD 26 | RD26 | 4 | 30 m | Ouvert |
| | | | | | | |
| IGNY | RD 60 | RN444 - (3+800) | limite communale Igny/Massy - (4+455) | 4 | 30 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 60 situé sur le territoire de la commune de MASSY dont les limites sont : RD117 - (4+575)/limitation 50 km/h - (5+250) | | | 3 | 100 m | Ouvert |
| | tronçon de la RD 117 situé sur le territoire de la commune de MASSY dont les limites sont : RD60 - (5+0)/limite communale Massy/Palaiseau - (8+280) | | | 4 | 30 m | Ouvert |

# 4. Etude sur la Faune et la Flore à Fontenay

# LA FLORE SAUVAGE DE FONTENAY-LES-BRIIS

## METHODE

L'inventaire de la flore de la commune a été réalisé dans le cadre plus général de ceux du Pays de Limours, puis de l'ensemble du département de l'Essonne, à diverses dates entre mai 1997 et septembre 2003. Ce recensement a consisté à prospecter divers sites représentatifs des types de milieu présents sur le territoire (bois, chemins, cultures, friches, pièces d'eau, parcs etc.). C'est ainsi que 10 sites ont été inventoriés, chacun d'une contenance variant de 1 à plus de 30 hectares. La presque totalité d'entre eux ont été visités à deux saisons différentes pour prendre en compte les espèces non visibles ou non identifiables toute l'année. Des observations ponctuelles, au hasard de promenades sur la commune, ont été notées en plus, quand elles concernaient des espèces de plantes non vues sur les sites principaux. Cette manière de procéder permet d'avoir une liste presque exhaustive des espèces, puisqu'on constate, lorsque l'échantillonnage est bien fait, que tout inventaire d'un lieu nouveau n'apporte presque plus d'espèces supplémentaires.

Il a été accumulé 1268 données (une donnée étant une espèce vue en un lieu), ce qui représente l'équivalent de 3 journées de terrain pour un botaniste chevronné, réparties sur toute la saison de végétation. Ces données sont rassemblées en un tableau, qui permet de connaître la localisation des espèces et leur fréquence sur la commune. En outre, sont fournies des indications sur leur rareté dans le département et la communauté de communes (ces renseignements sont disponibles dans l'Atlas de la Flore sauvage du Département de l'Essonne, publié par le Conseil Général). Fontenay a fait l'objet d'une densité de prospection un peu plus importante que la moyenne départementale (133 données / km$^2$ contre 99), et à peu près égale à celle pays de Limours.

La quasi-totalité du travail de prospection et d'interprétation a été effectuée par Jean Guittet, ancien Maître de Conférences à l'Université d'Orsay. Les données ont été transmises au Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP), basé au Muséum national d'Histoire naturelle de Paris, dont l'une des missions est de recueillir les informations pour l'inventaire de la flore de son territoire d'agrément et qui est sur le point de devenir opérationnel pour fournir les renseignements floristiques aux communes.

## DIAGNOSTIC

### 1- la richesse floristique globale

Il a été recensé **401 espèces sauvages** à Fontenay-lès-Briis, valeur qui se situe nettement au-dessus de la moyenne des communes de l'Essonne (316), alors que la superficie communale n'est que très légèrement supérieure à la moyenne départementale. **Fontenay possède donc une flore assez riche**, qui s'explique par la présence de milieux variés, depuis les fragments de landes et bois acidiphiles sur le plateau gréseux de Bligny, jusqu'aux prairies et marais au-dessus du calcaire de Brie à Soucy, en passant par les cultures, pelouses, et bords de chemins sur les pentes sableuses qui occupent une partie importante du territoire communal. Une prospection plus intensive permettra sans doute d'améliorer encore ce score.

## 2- la rareté des espèces

Ces espèces se répartissent en catégories de rareté, récemment établies sur des bases rigoureuses pour le département de l'Essonne. (TC : espèces trés communes c'est-à-dire présentes dans plus de 50 % des 196 communes du département ; C : communes, 25 à 50 % ; AC : assez communes, 12,5 à 25 % ; AR : assez rares, 5 à 12,5% ; R : rares, 2 à 5% ; TR : très rares, moins de 2%).

| Catégorie de rareté | Nb. d'espèces par catégorie |
|---|---|
| TC | 226 |
| C | 119 |
| AC | 36 |
| AR | 16 |
| R | 3 |
| TR | 1 |
| Total | 401 |

Le tableau montre que **le nombre d'espèces assez rares (16), rares (3) et très rares (1), est faible** et inférieur à ce qu'on pourrait théoriquement attendre, compte tenu des moyennes départementales. La seule espèce très rare de Fontenay est l'Alysson blanc (*Berteroa incana*), vue en 1997 sur la berme du chemin au sud du golf de Marivaux, non revue depuis, faute de recherche particulière et peu-être disparue. Ce site était le seul de l'Essonne pour cette espèce jusqu'à la découverte aux Ulis en août 2004 d'une autre station. Les 3 espèces rares pour l'Essonne sont la Tourette glabre (*Turritis glabra*) à l'entrée du golf de Marivaux, la Cardamine impatiente (*Cardamine impatiens*) et la Colchique (*Colchicum autumnale*) dans le parc de Soucy.

A l'échelle du Pays de Limours, Fontenay ne possède pas non plus un grand nombre d'espèces localement rares. Outre l'Alysson et la Cardamine déjà cités, seulement 5 autres espèces ne sont présentes qu'à Fontenay dans la communauté de communes (2 à Soucy, 2 à Bligny).

## 3- les espèces à statut (protégées ou déterminantes ZNIEFF)

Il n'a été vu qu'une seule **espèce protégée**, la Cardamine impatiente (*Cardamine impatiens*), découverte en 2000 dans une clairière du parc de Soucy et toujours présente en 2004. Sa petite population n'est pas en danger, vu sa situation dans un espace public pourvu d'un plan de gestion orienté vers la protection de la biodiversité.

Deux espèces sont **déterminantes ZNIEFF**, c'est-à-dire que leur présence peut conduire à l'inscription du site où elles sont présentes à l'inventaire des ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique). Il s'agit du Polystic à soies (*Polystichum setiferum*), fougère vue en 1997 au nord du bois de la Donnerie et du Cormier (*Sorbus domestica*), arbre présent à la pointe ouest du parc de Soucy.

Deux autres espèces sont **déterminantes ZNIEFF sous conditions** (populations importantes et garanties de pérennité) : le Brome des champs (*Bromus arvensis*), graminée découverte dans une friche à l'est de la Roncière et la Tourette glabre déjà citée prés du golf de Marivaux, à quelques mètres de la limite communale.

### 4- la hiérarchisation des sites

Les critères précédents (richesse, rareté et statut des espèces), évalués dans chaque site, permettent de les classer et, dans l'optique d'une gestion soucieuse de la biodiversité, d'accorder aux plus valeureux d'entre eux, une attention particulière (gestion adaptée pour les espaces publics, porter-à-connaissance pour les propriétés privées). Au stade actuel de la prospection, c'est le **parc de Soucy** qui apparaît le site le plus précieux de la commune de Fontenay-lès-Briis. Ensuite, le **parc de Bligny** (malgré l'absence de visite printanière) et, dans un autre genre, **les friches sous la butte de Graffard** présentent aussi un bon intérêt floristique. S'il devait y avoir des compléments de prospection, l'attention pourrait se porter sur les bois humides autour de Quincampoix, les cultures maraîchères entre Verville et Launay-Jaquet, les friches autour du cimetière etc.

Au total, la flore sauvage de Fontenay-lès-Briis apparaît, avec ses 401 espèces recensées de 1997 à 2003, comme **assez riche** dans le contexte du département de l'Essonne. Le nombre réel est sans doute encore un peu plus élevé, compte tenu de la diversité des milieux présents. Cette flore ne comporte cependant que **peu d'espèces d'intérêt patrimonial** : rares, protégées ou déterminantes ZNIEFF. Le **Parc de Soucy** est le site le plus digne d'intérêt dans l'état actuel de la connaissance de la flore communale. Sa gestion par la communauté de communes du Pays de Limours, propriétaire, dans le cadre son statut d'espace naturel sensible, est une garantie de préservation de la biodiversité. Une poursuite de la **prospection** de la commune s'avère sans doute utile, notamment dans les espaces privés, actuellement sous-inventoriés.

# LEGENDE DU TABLEAU (à mettre devant le fichier Excel)

Les espèces sont classées par ordre alphabétique des noms scientifiques. La dernière colonne indique le nom français le plus communément admis.

La présence d'une espèce est signalée dans la colonne de chaque site par le chiffre 1

Pour chaque site, les auteurs des observations (JG = Jean Guittet) ainsi que les dates, figurent dans la liste ci-dessous

La colonne "Total Fontenay" indique le nombre de présences de chaque espèce sur les 10 sites inventoriés dans la commune

La colonne "Total District" donne le nombre de présences de chaque espèce sur les 140 sites inventoriés dans la communauté de communes du Pays de Limours

La colonne "Total Essonne" indique le nombre de communes du département où l'espèce a été observée dans la période récente (depuis 1980 à 2003), conformément à l'Atlas de la Flore sauvage du Département de l'Essonne (G.Arnal & J.Guittet, oct. 2004)

Les sites visités à Fontenay-lès-Briis sont les suivants:

1 - **Virage du CD3** à Soucy et route du Mont-Louvet (env. 1ha sur 300m de long) : gazons, bermes, bords de champ, massifs de fleurs. JG, 24-07-97 et 28-04-98.

2 - **Butte de Graffard** (env. 1,5ha) Pied du versant ouest : berme, bosquet, friche sur sable, dépôt de fumier. JG, 24-07-97 et 28-04-98.

3 - **La Roche Turpin.** Ouest de la Forêt départementale (env. 25ha) : chênaie-charmaie, chênaie-châtaigneraie acidiphile, chemin forestier, lisière, talus du bord de route. JG, 28-04-98 et 13-10-99.

4 - **Marivaux**, sud du golf (1,5ha): prairie abandonnée, fossé. JG, 22-08-98 et 03-05-99.

5 - **Marivaux**, sud du golf (1ha): bois et ses lisières. JG, 22-08-98 et 03-05-99.

6 - **Parc du Château**. Rives du canal (env. 2ha sur 500m de long): allées ombragées, végétation aquatique et riveraine, prairie. JG,18-09-98 et 28-03-99.

7 - **Parc du Château**. Terrain de jeux (env. 5ha): prairie, jeune boisement, chênaie-frênaie riveraine. JG,18-09-98 et 28-03-99.

8 - **Parc du Château**. Forêt (env. 30ha): chemins forestiers, chênaie-charmaie, chênaie-châtaigneraie acidiphile, lisière, régénération, JG,18-09-98 et 28-03-99.

9 - **Parc de Soucy** (33ha): prairies, bords des eaux, chênaie-charmaie, régénération, verger, vieux murs, abords des bâtiments, décombres. JG et Michel Gerber, 14-10-98, JG et Christophe Buisson, xx-04-99, Loïc Langlet et JG du 05-05-00 au 30-06-00, JG et Eric Dufrêne, 11-09-00.

10 - **Bligny** (env 5 ha) : partie du Parc du centre hospitalier. Bois, platière, prairie. JG, 06-09-03 (2).

11 - **Sites divers** : Lisière ouest du bois de la Donnerie, JG, 07-05-97 (*Oxalis acetosella*).

La Charmoise, chemin des Glaises, JG, 07-05-97 (*Polystichum setiferum*).

Verville, champs sableux au bord du chemin des Glaises, JG, xx-xx-97 (*Spergula arvensis, Urtica urens*).

Verville, chemin vers Soucy, JG, 21-03-99 (*Mibora minima*).

Chemin de Quincampoix, JG, 21-03-99 (*Narcissus pseudonarcissus, Plantago coronopus*).

Entrée du Golf, JG, 17-05-02 (*Turritis glabra*)

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Acer campestre | | | | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 4 | 37 | 160 | Erable champêtre |
| Acer negundo | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 2 | 17 | Erable negundo |
| Acer platanoides | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 3 | 26 | 148 | Erable plane |
| Acer pseudoplatanus | | | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 44 | 182 | Erable sycomore |
| Achillea millefolium | | 1 | 1 | | | | | 1 | 1 | 1 | | 5 | 87 | 196 | Achillée millefeuille |
| Adoxa moschatellina | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 15 | 26 | Adoxe musquée |
| Aethusa cynapium | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 17 | 70 | Petite ciguë |
| Agrimonia eupatoria | | | | 1 | | 1 | | 1 | | | | 3 | 49 | 186 | Aigremoine eupatoire |
| Agrostis capillaris | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | 1 | | 5 | 58 | 106 | Agrostis vulgaire |
| Agrostis stolonifera | | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | | 5 | 79 | 181 | Agrostis stolonifère |
| Ailanthus altissima | | | | | | | | | 1 | 1 | | 2 | 2 | 39 | Ailante glanduleux |
| Aira caryophyllea | | 1 | | 1 | | | | | | | | 2 | 9 | 31 | Canche caryophyllée |
| Ajuga reptans | | | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | | | 4 | 32 | 115 | Bugle rampant |
| Alisma plantago-aquatica | | | | | | 1 | | | | | | 1 | 14 | 71 | Plantain d'eau |
| Alliaria petiolata | 1 | | | | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 53 | 159 | Alliaire officinale |
| Alnus glutinosa | | | | 1 | | 1 | | | 1 | | | 3 | 25 | 120 | Aulne glutineux |
| Alopecurus pratensis | | 1 | | 1 | | 1 | | | 1 | | | 4 | 35 | 42 | Vulpin des prés |
| Amaranthus hybridus | | | | | | | | 1 | 1 | 1 | | 3 | 28 | 138 | Amarante verte |
| Amaranthus retroflexus | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 3 | 67 | Amarante réfléchie |
| Anagallis arvensis | 1 | | | | | | | 1 | | | | 2 | 56 | 181 | Mouron des champs |
| Anchusa arvensis | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 17 | 77 | Buglosse des champs |
| Anemone nemorosa | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 10 | 81 | Anemone sylvie |
| Angelica sylvestris | | | | | | 1 | | | | | | 1 | 19 | 104 | Angélique |
| Anthoxanthum odoratum | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | | 5 | 39 | 106 | Flouve odorante |
| Anthriscus sylvestris | | 1 | | | | | 1 | | 1 | | | 3 | 39 | 146 | Anthrisque des bois |
| Apera spica-venti | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 3 | 21 | 71 | Agrostis jouet-du-vent |
| Aphanes arvensis | | 1 | | | | | | | 1 | | | 2 | 19 | 79 | Alchémille des champs |
| Arabidopsis thaliana | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | | | 4 | 40 | 103 | Arabette de Thalius |
| Arctium minus | | | | | | 1 | | | 1 | 1 | | 3 | 40 | 161 | Petite bardane |
| Arenaria serpyllifolia | | | 1 | | | | 1 | 1 | | | | 3 | 23 | 166 | Sabline à feuilles de Serpolet |
| Arrhenatherum elatius | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | 6 | 92 | 192 | Avoine élevée |
| Artemisia vulgaris | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 8 | 99 | 195 | Armoise vulgaire |
| Arum maculatum | | | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | 4 | 49 | 131 | Arum tacheté |
| Asparagus officinalis | | 1 | 1 | 1 | | | | | | | | 3 | 18 | 134 | Asperge officinale |
| Asplenium ruta-muraria | | | | | | | 1 | | 1 | | | 2 | 14 | 126 | Doradille rue-de-muraille |
| Astragalus glycyphyllos | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 2 | 59 | Réglisse à feuilles sucrées |
| Atriplex patula | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 23 | 87 | Arroche étalée |
| Ballota nigra | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 15 | 124 | Ballote fétide |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Barbarea vulgaris | | | | 1 | | | | | | | | 1 | 33 | 79 | Barbarée vulgaire |
| Bellis perennis | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | | 8 | 68 | 193 | Paquerette |
| Berteroa incana | | | | 1 | | | | | | | | 1 | 1 | 1 | Alysson blanc |
| Betula pendula | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | 5 | 50 | 156 | Bouleau verruqueux |
| Betula pubescens | | | 1 | | | | 1 | | | | | 2 | 12 | 69 | Bouleau pubescent |
| Bidens tripartita | | | | | | 1 | | | | | | 1 | 10 | 45 | Bident triparti |
| Brachypodium pinnatum | | 1 | | | | 1 | 1 | | | 1 | | 4 | 29 | 149 | Brachypode penné |
| Brachypodium sylvaticum | | | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 52 | 182 | Brachypode des bois |
| Bromus arvensis | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 2 | 18 | Brome des champs |
| Bromus catharticus | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 4 | 11 | Brome purgatif |
| Bromus erectus | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 1 | 69 | Brome érigé |
| Bromus hordeaceus | 1 | | | 1 | | | | 1 | | | | 3 | 58 | 158 | Brome mou |
| Bromus ramosus | | | | | | 1 | | 1 | | | | 2 | 3 | 38 | Brome rude |
| Bromus sterilis | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 6 | 83 | 190 | Brome stérile |
| Bryonia dioica | | 1 | | | | | | 1 | | | | 2 | 29 | 171 | Bryone dioïque |
| Buddleia davidii | | | 1 | | | | | | 1 | | | 2 | 8 | 78 | Arbre aux papillons |
| Calamagrostis epigeios | | | 1 | | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 5 | 25 | 97 | Roseau des bois |
| Callitriche stagnalis | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 7 | 50 | Callitriche dormante |
| Calluna vulgaris | | | 1 | | | | | | | 1 | | 2 | 17 | 84 | Callune |
| Calystegia sepium | 1 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | 4 | 74 | 175 | Liseron des haies |
| Campanula rapunculus | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 3 | 39 | 125 | Campanule raiponce |
| Capsella bursa-pastoris | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | | 6 | 65 | 186 | Capselle bourse à Pasteur |
| Cardamine hirsuta | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | | 6 | 73 | 154 | Cardamine hirsute |
| Cardamine impatiens | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 1 | 7 | Cardamine impatiente |
| Cardamine pratensis | | | | | | 1 | | 1 | | | | 2 | 22 | 87 | Cardamine des prés |
| Carex acutiformis | | | | | 1 | | | 1 | | | | 2 | 19 | 91 | Carex des marais |
| Carex divulsa | | | 1 | 1 | | | | 1 | | | | 3 | 16 | 82 | Carex écarté |
| Carex flacca | | | | | | 1 | | 1 | 1 | | | 3 | 17 | 131 | Carex glauque |
| Carex hirta | | | | | | | | 1 | 1 | | | 2 | 41 | 114 | Carex hérissé |
| Carex ovalis | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 6 | 20 | Carex des lièvres |
| Carex pendula | | | | | | 1 | | | | | | 1 | 5 | 26 | Carex pendant |
| Carex pilulifera | | | 1 | | 1 | | 1 | | | 1 | | 4 | 25 | 68 | Carex à pilules |
| Carex remota | | | | | | 1 | 1 | | | | | 2 | 12 | 42 | Carex espacé |
| Carex riparia | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 2 | 56 | Carex des rives |
| Carex spicata | | | | 1 | | | | | | | | 1 | 7 | 44 | Carex en épi |
| Carex sylvatica | | | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | 4 | 43 | 165 | Carex des bois |
| Carpinus betulus | | | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 6 | 58 | 182 | Charme |
| Castanea sativa | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | | 6 | 52 | 133 | Châtaignier |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centaurea decipiens | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 3 | 54 | Centaurée de Debeaux |
| Centaurea nemoralis | | 1 | | 1 | | | | | | | | 2 | 15 | 64 | Centaurée des bois |
| Centaurium erythrea | | | | 1 | | | | 1 | 1 | | | 3 | 25 | 116 | Erythrée petite centaurée |
| Cerastium fontanum | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | | 7 | 7 | 167 | Céraiste vulgaire |
| Cerastium glomeratum | 1 | | 1 | 1 | | | | | | | | 3 | 45 | 124 | Céraiste aggloméré |
| Chaerophyllum temulum | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 4 | 56 | 157 | Chérophylle |
| Chelidonium majus | | | 1 | | | | | | 1 | | | 2 | 41 | 183 | Chélidoine |
| Chenopodium album | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | 1 | | 6 | 67 | 181 | Chénopode blanc |
| Chenopodium hybridum | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 8 | 64 | Chénopode hybride |
| Chenopodium polyspermum | | | | | | | | 1 | 1 | 1 | | 3 | 23 | 67 | Chénopode à nombreuses graines |
| Circea lutetiana | | | | | | | 1 | | 1 | | | 2 | 27 | 71 | Circée de Paris |
| Cirsium arvense | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 8 | 115 | 196 | Cirse des champs |
| Cirsium palustre | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 21 | 101 | Cirse des marais |
| Cirsium vulgare | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | 1 | 1 | | 8 | 96 | 194 | Cirse vulgaire |
| Clematis vitalba | | | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 7 | 56 | 192 | Clématite vigne-blanche |
| Colchicum autumnalis | | | | | | 1 | 1 | | 1 | | | 3 | 6 | 8 | Colchique d'automne |
| Convallaria majalis | | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | | 4 | 11 | 58 | Muguet |
| Convolvulus arvensis | 1 | 1 | | 1 | | | | | 1 | | | 4 | 71 | 186 | Liseron des champs |
| Conyza canadensis | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 7 | 76 | 189 | Erigeron du Canada |
| Conyza sumatrensis | | | | | | | | | 1 | 1 | | 2 | 12 | 58 | Erigeron de Sumatra |
| Cornus sanguinea | | | | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | 4 | 41 | 182 | Cornouiller sanguin |
| Corylus avellana | | 1 | 1 | | | | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 69 | 193 | Noisetier |
| Crataegus monogyna | | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 87 | 193 | Aubépine à un style |
| Crepis capillaris | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | | 1 | | | 5 | 61 | 167 | Crépis vert |
| Crepis setosa | 1 | 1 | | 1 | | | | 1 | 1 | | | 5 | 42 | 144 | Crépis hérissé |
| Cruciata laevipes | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | | | 4 | 45 | 96 | Gaillet croisette |
| Cucubalus baccifer | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 8 | 102 | Cucubale à baies |
| Cytisus scoparius | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | 1 | | 6 | 58 | 126 | Genêt à balais |
| Dactylis glomerata | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 8 | 108 | 196 | Dactyle |
| Danthonia decumbens | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 6 | 38 | Danthonie |
| Daucus carota | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | 1 | 1 | | 7 | 99 | 196 | Carotte |
| Deschampsia cespisota | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 5 | 55 | Canche cespiteuse |
| Deschampsia flexuosa | | | 1 | | 1 | | | | | 1 | | 3 | 21 | 94 | Canche flexueuse |
| Digitaria sanguinalis | | | | | | | | 1 | 1 | 1 | | 3 | 21 | 134 | Digitaire sanguine |
| Dipsacus fullonum | | | | 1 | | | | 1 | 1 | | | 3 | 27 | 115 | Cardère à foulon |
| Dryopteris carthusiana | | | | | | | 1 | | | | | 1 | 19 | 101 | Fougère des Chartreux |
| Dryopteris filix-mas | | | 1 | | | | 1 | | 1 | | | 3 | 52 | 145 | Fougère mâle |
| Echinochloa crus-galli | 1 | 1 | | | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 6 | 45 | 121 | Echinocloa pied-de-coq |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Eleocharis palustris | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 8 | 35 | Scirpe des marais |
| Elytrigia repens | 1 | 1 | | 1 | | | | | 1 | | | 4 | 74 | 179 | Chiendent rampant |
| Epilobium angustifolium | | | 1 | | | | | | | | | 1 | 15 | 63 | Epilobe en épis |
| Epilobium hirsutum | 1 | 1 | | | | 1 | | | 1 | 1 | | 5 | 50 | 154 | Epilobe hirsute |
| Epilobium montanum | | 1 | | | | | | | 1 | | | 2 | 11 | 48 | Epilobe des montagnes |
| Epilobium parviflorum | | | | | | 1 | | | | | | 1 | 19 | 115 | Epilobe à petites fleurs |
| Epilobium tetragonum | | | | 1 | | | | 1 | | | | 2 | 63 | 154 | Epilobe à quatre angles |
| Epipactis helleborine | | | 1 | | | | | 1 | 1 | | | 3 | 18 | 137 | Epipactis à feuilles larges |
| Equisetum arvense | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | 6 | 78 | 155 | Prêle des champs |
| Eragrostis minor | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 2 | 56 | Petit Eragrostis |
| Erica cinerea | | | 1 | | | | | | | 1 | | 2 | 11 | 65 | Bruyère cendrée |
| Erigeron annuus | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 2 | 52 | Erigéron annuel |
| Erodium cicutarium | 1 | 1 | | | | | | | 1 | | | 3 | 26 | 146 | Bec de cigogne |
| Erophila verna | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | | | 4 | 19 | 95 | Drave printanière |
| Eryngium campestre | 1 | 1 | | | | | 1 | | | | | 3 | 14 | 136 | Panicaut des champs |
| Eupatorium cannabinum | | | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | 5 | 45 | 140 | Eupatoire chanvrine |
| Euphorbia amygdaloides | | | 1 | | | | 1 | | 1 | 1 | | 4 | 39 | 93 | Euphorbe des bois |
| Euphorbia helioscopia | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 30 | 159 | Euphorbe réveil-matin |
| Euphorbia peplus | | | | | | | | | 1 | 1 | | 2 | 16 | 119 | Euphorbe des jardins |
| Evonymus europaeus | | | | | | | 1 | | 1 | 1 | | 3 | 4 | 168 | Fusain d'Europe |
| Fagus sylvatica | | | 1 | | | | 1 | | | | | 2 | 12 | 88 | Hêtre |
| Fallopia convolvulus | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 26 | 130 | Renouée liseron |
| Fallopia dumetorum | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 7 | 36 | Renouée des haies |
| Festuca arundinacea | | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | 1 | 1 | | 6 | 62 | 147 | Fétuque roseau |
| Festuca filiformis | | | 1 | | | | | | | | | 1 | 10 | 58 | Fétuque capillaire |
| Festuca gigantea | | | | | | | 1 | | 1 | | | 2 | 8 | 54 | Fétuque géante |
| Festuca heterophylla | | | 1 | | | | 1 | | 1 | 1 | | 4 | 13 | 69 | Fétuque hétérophylle |
| Festuca ovina (sensu lato) | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 7 | 44 | Fétuque ovine |
| Festuca pratensis | 1 | 1 | | | | | | | | | | 2 | 7 | 46 | Fétuque des prés |
| Festuca rubra | | 1 | | 1 | 1 | | | | 1 | | | 4 | 46 | 144 | Fétuque rouge |
| Filipendula ulmaria | | | | | | 1 | | | | | | 1 | 17 | 107 | Spirée ulmaire |
| Fragaria vesca | | | 1 | | | | 1 | | 1 | 1 | | 4 | 35 | 168 | Fraisier des bois |
| Fraxinus excelsior | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 9 | 98 | 191 | Frêne élevé |
| Fumaria officinalis | 1 | | | 1 | | | | | | | | 2 | 17 | 93 | Fumeterre officinal |
| Galeopsis tetrahit | | | | | | | | | 1 | 1 | | 2 | 27 | 95 | Galeopsis à quatre angles |
| Galium aparine | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | | 6 | 99 | 186 | Gaillet gratteron |
| Galium mollugo | | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | 4 | 29 | 159 | Gaillet mollugo |
| Geranium dissectum | | 1 | | | | | | | 1 | | | 2 | 72 | 175 | Géranium disséqué |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Geranium molle | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | | | 4 | 33 | 169 | Géranium mou |
| Geranium pusillum | 1 | 1 | | | | | | | 1 | 1 | | 4 | 17 | 131 | Géranium fluet |
| Geranium pyrenaicum | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | 6 | 42 | 132 | Géranium des Pyrénées |
| Geranium robertianum | | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 67 | 189 | Géranium herbe à Robert |
| Geranium rotundifolium | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 4 | 20 | 125 | Géranium à feuilles rondes |
| Geum urbanum | | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 7 | 82 | 196 | Bénoite des villes |
| Glechoma hederacea | | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 8 | 90 | 189 | Glechoma faux lierre |
| Gnaphalium uliginosum | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 35 | 82 | Cotonnière des marais |
| Hedera helix | | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 7 | 94 | 196 | Lierre |
| Helosciadium nodiflorum | | | | | | 1 | | | 1 | | | 2 | 10 | 72 | Ache noueuse |
| Heracleum sphondylium | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 7 | 112 | 189 | Berce spondyle |
| Hieracium lachenalii | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 4 | 47 | Epervière de Lachenal |
| Hieracium murorum | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 2 | 54 | Epervière des murs |
| Hieracium pilosella | | | 1 | | | | | | | 1 | | 2 | 5 | 81 | Epervière piloselle |
| Hieracium sabaudum | | 1 | | | | | | | | 1 | | 2 | 5 | 33 | Epervière de Savoie |
| Hieracium umbellatum | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 3 | 14 | 56 | Epervière en ombelle |
| Holcus lanatus | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 8 | 93 | 158 | Houlque laineuse |
| Holcus mollis | | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | 6 | 59 | 86 | Houlque molle |
| Hordeum murinum | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | | | 4 | 23 | 156 | Orge des rats |
| Humulus lupulus | | | 1 | | | | | | | | | 1 | 24 | 125 | Houblon |
| Hyacinthoides non-scripta | | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 47 | 111 | Jacinthe des bois |
| Hypericum hirsutum | | | | | | | 1 | | 1 | | | 2 | 5 | 40 | Millepertuis hirsute |
| Hypericum perforatum | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | 1 | 1 | | 8 | 88 | 192 | Millepertuis perforé |
| Hypericum pulchrum | | | 1 | | | | | | | 1 | | 2 | 11 | 64 | Millepertuis élégant |
| Hypericum tetrapterum | | | | 1 | | 1 | | | | | | 2 | 16 | 61 | Millepertuis à quatre ailes |
| Hypochoeris radicata | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 8 | 69 | 177 | Porcelle enracinée |
| Ilex aquifolium | | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 33 | 109 | Houx |
| Iris foetidissima | | | | | | | 1 | | | | | 1 | 4 | 57 | Iris fétide |
| Iris pseudacorus | | | | | | 1 | | | 1 | | | 2 | 24 | 143 | Iris faux-acore |
| Juncus bufonius | | 1 | | 1 | | | | | | | | 2 | 35 | 99 | Jonc des crapauds |
| Juncus conglomeratus | | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | 3 | 26 | 70 | Jonc aggloméré |
| Juncus effusus | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 7 | 58 | 128 | Jonc diffus |
| Juncus inflexus | | | | | | 1 | | 1 | 1 | | | 3 | 33 | 114 | Jonc glauque |
| Juncus tenuis | | | | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | 4 | 16 | 76 | Jonc ténu |
| Kickxia elatine | | | | | 1 | | | | | | | 1 | 16 | 82 | Linaire élatine |
| Knautia arvensis | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 6 | 109 | Knautia des champs |
| Lactuca serriola | 1 | 1 | | 1 | | | | | 1 | | | 4 | 66 | 183 | Laitue scariole |
| Lactuca virosa | | 1 | | 1 | | | | | | | | 2 | 11 | 53 | Laitue vireuse |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lamium album | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 5 | 67 | 181 | Lamier blanc |
| Lamium amplexicaule | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 17 | 85 | Lamier amplexicaule |
| Lamium hybridum | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 22 | 31 | Lamier hybride |
| Lamium purpureum | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | | | 4 | 59 | 159 | Lamier pourpre |
| Lapsana communis | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | 1 | | 6 | 78 | 195 | Lampsane commune |
| Lemna minor | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 11 | 104 | Petite lentille d'eau |
| Leontodon autumnalis | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 23 | 68 | Liondent d'automne |
| Ligustrum vulgare | | 1 | 1 | | | | 1 | | 1 | | | 4 | 63 | 188 | Troène |
| Linaria vulgaris | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | 6 | 53 | 160 | Linaire vulgaire |
| Listera ovata | | | 1 | | | | | | 1 | | | 2 | 13 | 115 | Listère ovale |
| Lolium perenne | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 8 | 99 | 195 | Ray-grass vivace |
| Lonicera periclymenum | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 6 | 61 | 167 | Chèvrefeuille rampant |
| Lonicera xylosteum | | | | | | | 1 | | 1 | | | 2 | 14 | 93 | Camérisier |
| Lotus corniculatus | | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | | 4 | 45 | 159 | Lotier corniculé |
| Lotus glaber | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 3 | 21 | Lotier à feuilles étroites |
| Luzula campestris | | 1 | 1 | 1 | | | | | | | | 3 | 20 | 74 | Luzule champêtre |
| Luzula forsterii | | 1 | 1 | | | | | | | | | 2 | 20 | 83 | Luzule de Forster |
| Luzula multiflora | | | 1 | | | | 1 | | | | | 2 | 9 | 38 | Luzule à nombreuses fleurs |
| Luzula pilosa | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 9 | 44 | Luzule printanière |
| Lycopus europaeus | 1 | | | | | 1 | | | 1 | | | 3 | 32 | 130 | Lycope d'Europe |
| Lysimachia nummularia | | | | | | | 1 | | 1 | | | 2 | 19 | 81 | Lysimaque nummulaire |
| Lythrum salicaria | | | | | | 1 | 1 | | 1 | | | 3 | 31 | 132 | Salicaire |
| Malus sylvestris | | | 1 | | | | | | | | | 1 | 2 | 52 | Pommier sauvage |
| Malva neglecta | | 1 | | | | | | | 1 | | | 2 | 23 | 141 | Mauve à feuilles rondes |
| Matricaria discoidea | 1 | | | 1 | | | | | 1 | | | 3 | 19 | 104 | Matricaire discoïde |
| Matricaria perforata | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 4 | 72 | 169 | Matricaire inodore |
| Medicago arabica | 1 | | | 1 | | | | | 1 | 1 | | 4 | 36 | 129 | Luzerne tachetée |
| Medicago lupulina | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 36 | 175 | Luzerne lupuline |
| Medicago sativa | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 13 | 137 | Luzerne cultivée |
| Melampyrum pratense | | 1 | | | | | | | | 1 | | 2 | 11 | 76 | Mélampyre des prés |
| Melica uniflora | | | | | | | 1 | | 1 | 1 | | 3 | 20 | 104 | Mélique à une fleur |
| Melilotus albus | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 12 | 88 | Mélilot blanc |
| Melissa officinalis | | | | | 1 | | | | | | | 1 | 7 | 39 | Mélisse officinale |
| Mentha arvensis | | | | 1 | | | | | | | | 1 | 7 | 33 | Menthe des champs |
| Mentha suaveolens | | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | 3 | 46 | 98 | Menthe à feuilles rondes |
| Mercurialis annua | 1 | | | | | | | 1 | 1 | 1 | | 4 | 41 | 176 | Mercuriale annuelle |
| Mercurialis perennis | | | | | | | 1 | | 1 | | | 2 | 12 | 88 | Mercuriale vivace |
| Mibora minima | | | | | | | | | 1 | | 1 | 2 | 5 | 32 | Mibora nain |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Moehringia trinervia | | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | 6 | 52 | 135 | Sabline à trois nervures |
| Mycelis muralis | | | 1 | | | | 1 | | | | | 2 | 13 | 81 | Laitue des murs |
| Myosotis arvensis | | 1 | | 1 | | | | | 1 | | | 2 | 39 | 137 | Myosotis des champs |
| Myosotis discolor | | | 1 | | | | | | | | | 2 | 16 | 29 | Myosotis versicolore |
| Myosotis ramosissima | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 19 | 69 | Myosotis hérissé |
| Myosurus minimus | | | | | | | | | | | 1 | 1 | 5 | 17 | Ratoncule naine |
| Narcissus pseudonarcissus | | | | | | 1 | | | | | | 1 | 4 | 42 | Jonquille |
| Nasturtium officinale | | | | | | 1 | | | | | | 1 | 9 | 66 | Cresson de fontaine |
| Nuphar lutea | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 1 | 33 | Nénuphar jaune |
| Odontites serotina | | | | 1 | | | | | | | | 1 | 23 | 99 | Odontite tardif |
| Oenothera biennis | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 11 | 44 | Onagre bisannuelle |
| Ononis spinosa | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 13 | 115 | Bugrane épineuse |
| Onopordon acanthium | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 4 | 73 | Chardon à feuilles d'Acanthe |
| Ophrys apifera | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 5 | 82 | Ophrys abeille |
| Orchis purpurea | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 2 | 87 | Orchis pourpre |
| Origanum vulgare | | | | | | | | | | | 1 | 1 | 9 | 116 | Marjolaine |
| Oxalis acetosella | | | | | | | | | | | | 1 | 4 | 10 | Oxalis petite oseille |
| Papaver dubium | 1 | | | | | | | | 1 | | | 2 | 8 | 67 | Coquelicot douteux |
| Papaver rhoeas | 1 | | | | | | | | 1 | | | 2 | 32 | 163 | Grand coquelicot |
| Parietaria judaica | | | | | | | | | 1 | 1 | | 2 | 11 | 131 | Pariétaire des murs |
| Paris quadrifolia | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 2 | 10 | Parisette |
| Pastinaca sativa | | | 1 | | | | | | | | | 1 | 13 | 162 | Panais |
| Peucedanum gallicum | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 3 | 30 | Peucédan de France |
| Phalaris arundinacea | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 24 | 123 | Baldingère |
| Phragmites australis | | | | | | 1 | | | 1 | | | 2 | 19 | 108 | Roseau |
| Picris echioides | 1 | | | | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 5 | 50 | 150 | Picride fausse vipérine |
| Picris hieracioides | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | | 7 | 92 | 196 | Picride fausse épervière |
| Pinus sylvestris | | | 1 | | | | | | | 1 | | 2 | 15 | 118 | Pin sylvestre |
| Plantago coronopus | | | | | | | | | | | 1 | 1 | 6 | 63 | Plantain corne-de-Cerf |
| Plantago lanceolata | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 8 | 94 | 196 | Plantain lancéolé |
| Plantago major | | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 7 | 100 | 196 | Plantain majeur |
| Plantago media | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 1 | 89 | Plantain moyen |
| Platanthera chlorantha | | | 1 | | | | | | 1 | | | 2 | 14 | 104 | Orchis des montagnes |
| Poa angustifolia | | | | 1 | | | | 1 | | | | 2 | 4 | 45 | Pâturin à feuilles étroites |
| Poa annua | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | 7 | 94 | 195 | Pâturin annuel |
| Poa bulbosa | | | 1 | | | | | | | | | 1 | 3 | 58 | Pâturin bulbeux |
| Poa compressa | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 7 | 78 | Pâturin comprimé |
| Poa nemoralis | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 6 | 53 | 152 | Pâturin des bois |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Poa pratensis | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 3 | 55 | 135 | Pâturin des prés |
| Poa trivialis | | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | | 4 | 78 | 158 | Pâturin trivial |
| Polygonatum multiflorum | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | | 5 | 48 | 145 | Sceau de Salomon |
| Polygonum amphibium | | | | | | 1 | | | 1 | | | 2 | 30 | 114 | Renouée amphibie |
| Polygonum aviculare | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 8 | 85 | 193 | Renouée des oiseaux |
| Polygonum hydropiper | | | | | | | | | 1 | 1 | | 2 | 17 | 55 | Renouée poivrée |
| Polygonum persicaria | 1 | | | | | 1 | | | 1 | 1 | | 4 | 70 | 156 | Renouée persicaire |
| Polypodium vulgare | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 3 | 30 | 133 | Polypode vulgaire |
| Polystichum setiferum | | | | | | | | | | | 1 | 1 | 3 | 12 | Polystic à soies |
| Populus canescens | | | | | | | 1 | | 1 | | | 2 | 14 | 83 | Peuplier grisard |
| Populus tremula | | 1 | | | | | 1 | | | 1 | | 3 | 41 | 147 | Peuplier tremble |
| Potentilla anserina | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 17 | 92 | Potentille des oies |
| Potentilla argentea | | | | 1 | | | | | | 1 | | 2 | 3 | 22 | Potentille argentée |
| Potentilla reptans | 1 | 1 | | | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 6 | 74 | 192 | Potentille rampante |
| Potentilla sterilis | | | 1 | | | | | | 1 | 1 | | 3 | 31 | 90 | Potentille faux-fraisier |
| Primula veris | | | | | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 4 | 25 | 121 | Primevère officinale |
| Primula vulgaris | | | 1 | | | | | | | | | 1 | 4 | 18 | Primevère acaule |
| Prunella vulgaris | | | | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 5 | 63 | 177 | Brunelle vulgaire |
| Prunus avium | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 6 | 74 | 188 | Merisier |
| Prunus spinosa | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | 1 | | 7 | 89 | 191 | Prunellier |
| Pteridium aquilinum | | | 1 | | | | | | | 1 | | 2 | 19 | 87 | Fougère aigle |
| Pulicaria dysenterica | | 1 | | | | | 1 | 1 | 1 | | | 4 | 39 | 112 | Inule dysentérique |
| Quercus petraea | | | 1 | | 1 | | 1 | | | 1 | | 4 | 46 | 128 | Chêne sessile |
| Quercus robur | | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 7 | 90 | 180 | Chêne pédonculé |
| Ranunculus acris | | 1 | 1 | | | | | | 1 | | | 3 | 54 | 113 | Renoncule acre |
| Ranunculus auricomus | | | | | | 1 | 1 | | 1 | | | 3 | 25 | 73 | Renoncule tête d'or |
| Ranunculus bulbosus | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 16 | 91 | Renoncule bulbeuse |
| Ranunculus ficaria | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 7 | 65 | 112 | Ficaire printanière |
| Ranunculus repens | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 7 | 113 | 193 | Renoncule rampante |
| Ranunculus sceleratus | | 1 | | | | | | | 1 | | | 2 | 13 | 69 | Renoncule scélérate |
| Raphanus raphanistrum | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 16 | 66 | Ravenelle |
| Reynoutria japonica | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 18 | 86 | Renouée du Japon |
| Ribes rubrum | | | 1 | | | | 1 | 1 | 1 | | | 4 | 44 | 140 | Groseiller rouge |
| Ribes uva crispa | | | | | | | 1 | | | | | 1 | 7 | 51 | Groseilles épineux |
| Robinia pseudacacia | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | 6 | 41 | 177 | Robinier faux-acacia |
| Rosa arvensis | | | 1 | | | | 1 | | 1 | 1 | | 4 | 50 | 159 | Rosier des champs |
| Rosa canina | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 6 | 72 | 185 | Rosier des chiens |
| Rubus caesius | | | | | | 1 | | 1 | 1 | | | 3 | 26 | 166 | Ronce bleue |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rubus fruticosus | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 8 | 124 | 196 | Ronce buisson |
| Rumex acetosa | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 3 | 57 | 114 | Oseille acide |
| Rumex acetosella | | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | | 4 | 45 | 100 | Petite oseille |
| Rumex crispus | 1 | 1 | | 1 | | | | | 1 | | | 4 | 73 | 183 | Oseille crépue |
| Rumex obtusifolius | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | 1 | | | 6 | 104 | 186 | Oseille à feuilles obtuses |
| Rumex sanguineus | | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 6 | 44 | 138 | Oseille sanguine |
| Rumex thyrsiflorus | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 3 | 24 | Oseille à oreillettes |
| Ruscus aculeatus | | | | | 1 | | | | | 1 | | 2 | 22 | 72 | Fragon petit-houx |
| Sagina apetala | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 21 | 90 | Sagine sans pétales |
| Sagina procumbens | | | | | | 1 | | | | | | 1 | 3 | 64 | Sagine couchée |
| Salix alba | | | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | 4 | 32 | 129 | Saule blanc |
| Salix caprea | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | 7 | 54 | 154 | Saule marsault |
| Salix cinerea | | 1 | | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 61 | 130 | Saule cendré |
| Sambucus nigra | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 8 | 91 | 194 | Sureau noir |
| Sanguisorba minor | | | | 1 | | | | | | | | 1 | 6 | 102 | Petite pimprenelle |
| Saxifraga tridactylites | | 1 | 1 | | | | | | 1 | | | 3 | 13 | 121 | Saxifrage à trois doigts |
| Scleranthus annuus | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 2 | 22 | Scléranthe annuel |
| Scrofularia auriculata | | | | | | 1 | | | 1 | | | 2 | 19 | 121 | Scrofulaire aquatique |
| Scrofularia nodosa | | | 1 | | | | | | 1 | 1 | | 3 | 32 | 98 | Scrofulaire noueuse |
| Scutellaria galericulata | | | | | | 1 | | | 1 | | | 2 | 5 | 46 | Scutellaire toque |
| Sedum telephium | | | 1 | | | | 1 | | | | | 2 | 15 | 51 | Orpin reprise |
| Senecio erucifolius | | | | | | | | 1 | 1 | | | 2 | 9 | 39 | Séneçon à feuilles de Roquette |
| Senecio jacobea | | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 7 | 83 | 194 | Séneçon jacobée |
| Senecio vulgaris | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | 1 | | 6 | 80 | 196 | Séneçon vulgaire |
| Setaria pumila | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 6 | 16 | Sétaire glauque |
| Setaria verticillata | | | | | | | | | 1 | 1 | | 2 | 8 | 99 | Sétaire verticillée |
| Setaria viridis | | | | | | | | 1 | | 1 | | 2 | 12 | 88 | Sétaire verte |
| Silene latifolia | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | 7 | 83 | 188 | Lychnis dioïque |
| Silene vulgaris | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 1 | 75 | Silène enflé |
| Sinapis arvensis | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 40 | 159 | Moutarde des champs |
| Sisymbrium officinalis | 1 | | | | | | | | 1 | | | 2 | 25 | 137 | Sisymbre officinale |
| Solanum dulcamara | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 5 | 74 | 181 | Morelle douce-amère |
| Solanum nigrum | 1 | | 1 | | | | | 1 | 1 | 1 | | 5 | 57 | 174 | Morelle noire |
| Solidago canadensis | | | | 1 | | | | | 1 | 1 | | 3 | 20 | 109 | Solidage du Canada |
| Solidago virgaurea | | 1 | 1 | | | | | | | 1 | | 3 | 16 | 70 | Solidage verge d'or |
| Sonchus arvensis | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 14 | 94 | Laiteron des champs |
| Sonchus asper | 1 | 1 | | | | 1 | | | 1 | | | 4 | 75 | 191 | Laiteron âpre |
| Sonchus oleraceus | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 5 | 34 | 183 | Laiteron maraîcher |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Sorbus aucuparia | | | 1 | | | | 1 | | | | | 2 | 12 | 66 | Sorbier des oiseleurs |
| Sorbus domestica | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 3 | 30 | Cormier |
| Spergula arvensis | | | | | | | | | | | 1 | 1 | 18 | 34 | Spergule des champs |
| Stachys sylvatica | | | | | | 1 | 1 | | 1 | | | 3 | 44 | 133 | Epiaire des bois |
| Stellaria graminea | | | | 1 | | | | | | | | 1 | 34 | 61 | Stellaire graminée |
| Stellaria holostea | | | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | | 4 | 51 | 124 | Stellaire holostée |
| Stellaria media | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | | 1 | | | 5 | 73 | 187 | Stellaire intermédaire |
| Symphytum officinale | | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 6 | 46 | 136 | Consoude officinale |
| Tamus communis | | | | | | | 1 | | 1 | 1 | | 3 | 25 | 92 | Tamier commun |
| Tanacetum vulgare | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 4 | 72 | 152 | Tanaisie |
| Taraxacum officinale | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 8 | 92 | 196 | Pissenlit |
| Taxus baccata | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 11 | 88 | If |
| Teucrium scorodonia | | | 1 | | 1 | | 1 | | | 1 | | 4 | 37 | 119 | Germandrée petit chêne |
| Tilia cordata | | | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | 4 | 21 | 102 | Tilleul à petites feuilles |
| Tilia platyphyllos | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 11 | 82 | Tilleul à larges feuilles |
| Torilis japonica | | 1 | | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | 5 | 39 | 138 | Torilis anthrisque |
| Tragopogon pratensis | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 8 | 99 | Salsifis des prés |
| Trifolium arvense | | 1 | | 1 | | | | | | | | 2 | 13 | 57 | Trèfle pied de lièvre |
| Trifolium campestre | 1 | 1 | | 1 | | | | | 1 | | | 4 | 29 | 130 | Trèfle champêtre |
| Trifolium dubium | 1 | | | 1 | | | | | 1 | | | 3 | 33 | 100 | Trèfle douteux |
| Trifolium fragiferum | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 9 | 90 | Trèfle fraise |
| Trifolium pratense | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | 5 | 70 | 189 | Trèfle des prés |
| Trifolium repens | | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 7 | 85 | 196 | Trèfle rampant |
| Turritis glabra | | | | | | | | | | | 1 | 1 | 2 | 7 | Arabette glabre |
| Tussilago farfara | | | | | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 4 | 36 | 142 | Tussilage pas d'âne |
| Typha latifolia | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 16 | 107 | Massette à feuilles larges |
| Ulex europaeus | | 1 | | | | | | | | 1 | | 2 | 14 | 32 | Ajonc d'Europe |
| Ulmus minor | | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 7 | 72 | 195 | Orme champêtre |
| Urtica dioica | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 10 | 126 | 196 | Ortie dioïque |
| Urtica urens | | | | | | | | | | | 1 | 1 | 4 | 58 | Ortie brûlante |
| Valeriana officinalis | | | | | | | 1 | | | | | 1 | 3 | 51 | Valériane officinale |
| Valerianella carinata | 1 | | 1 | 1 | | | | | 1 | | | 4 | 26 | 64 | Mâche carénée |
| Verbascum blattaria | | | | | | | | 1 | | | | 1 | 2 | 12 | Molène blattaire |
| Verbascum thapsus | | | | | | | | | 1 | 1 | | 2 | 18 | 101 | Molène bouillon blanc |
| Verbena officinalis | | | | | | 1 | | | 1 | 1 | | 3 | 25 | 176 | Verveine officinale |
| Veronica arvensis | 1 | | 1 | 1 | | | | | 1 | | | 4 | 49 | 136 | Véronique des champs |
| Veronica beccabunga | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 10 | 56 | Véronique des ruisseaux |
| Veronica chamaedrys | | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 8 | 60 | 127 | Véronique petit-chêne |

**FLORE SAUVAGE de la commune de FONTENAY-LES-BRIIS**

(espèces observées de 1997 à 2003)

| Nom scientifique | CD 3, Rte du Mont Louvet | Chemin de la Butte de Graffard | Forêt de la Roche Turpin | Sud du Golf : prairie, fossé | Sud du Golf : bois | Château : abords du Canal | Château : prairie et ruisseau | Château : bois | Parc de Soucy | Parc de Bligny | Sites ponctuels divers | Total Fontenay (sur 10) | Total district (sur 140) | Total Essonne (sur 196) | Nom français |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Veronica hederifolia | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 6 | 53 | 111 | Véronique à feuilles de lierre |
| Veronica montana | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 4 | 16 | Véronique montagnarde |
| Veronica officinalis | | | 1 | | | | 1 | | 1 | | | 3 | 22 | 106 | Véronique officinale |
| Veronica persica | 1 | | 1 | | | | | 1 | 1 | | | 4 | 67 | 192 | Véronique de Perse |
| Veronica serpyllifolia | | 1 | | | | 1 | | 1 | | | | 3 | 23 | 82 | Véronique à feuilles de serpolet |
| Viburnum lantana | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 2 | 113 | Viorne lantane |
| Viburnum opulus | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 9 | 85 | Viorne obier |
| Vicia hirsuta | | 1 | | | | | | | 1 | | | 2 | 23 | 91 | Vesce hirsute |
| Vicia sativa | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 3 | 48 | 155 | Vesce cultivée |
| Vicia sepium | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 7 | 80 | Vesce des haies |
| Vicia tetrasperma | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 3 | 27 | 83 | Vesce à quatre graines |
| Vinca minor | | | | | | | | | 1 | 1 | | 2 | 12 | 88 | Petite pervenche |
| Vincetoxicum hirundinaria | | | | | | | | | | 1 | | 1 | 1 | 39 | Dompte-venin |
| Viola arvensis | 1 | | | 1 | | | | | 1 | | | 3 | 23 | 96 | Pensée des champs |
| Viola hirta | | | | | 1 | | 1 | | 1 | | | 3 | 14 | 123 | Violette hérissée |
| Viola odorata | | | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 5 | 45 | 163 | Violette odorante |
| Viola reichenbachiana | | | 1 | | | | 1 | | 1 | | | 3 | 22 | 93 | Violette des bois |
| Viola riviniana | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | 6 | 31 | 129 | Violette de Rivin |
| Viscum album | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | 1 | | 5 | 32 | 125 | Gui |
| Vulpia bromoides | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 14 | 54 | Vulpie queue d'Ecureuil |
| Vulpia myuros | | | | 1 | | | | | | | | 1 | 9 | 92 | Vulpie queue de rat |
| | | | | | | | | | | | | | | | |
| *Nombre d'espèces par site* | 98 | 142 | 154 | 117 | 53 | 110 | 115 | 73 | 246 | 152 | 8 | 401 | | | |
| *Total par commune* | | | | | | | | | | | | | | | |

# 5. Droits de préemption

*République française - Département de l'Essonne - Arrondissement de Palaiseau*

# Commune de Fontenay les Briis

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° : 1513/05**

**Date de convocation** : 20 mai 2005
**Date d'affichage** : 20 mai 2005

**Objet : Droit de Préemption Urbain**

**NOMBRE DE CONSEILLERS :**
**En exercice : 19**
**Présents : 12**
**Votants : 14**

de PALAISEAU
le - 6 JUIN 2005

L'an deux mil cinq, le vingt sept mai à 20H30

Le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur LE COMPAGNON Léopold, Maire.

**Etaient présents :**
Messieurs LE COMPAGNON, LE BARS, GAULIN, MANGANNE, NOËL et LONG
Mesdames et Messieurs, NORDBERG, STAMMINGER, DUCHEMIN, ROBERT, ESTADIEU et MIRANDEL.

**Absents excusés :**
Madame BAUDOUIN
Monsieur JOLIVOT ayant donné pouvoir à Monsieur LE COMPAGNON
Monsieur DUBOËLLE ayant donné pouvoir à Monsieur LE BARS

**Absents non excusés** :
Mesdames et Messieurs MERZEAU, GIRAUD, PASTY et SANHET

---

Monsieur MANGANNE a été élu Secrétaire de séance.

Acte constituant le Droit de Préemption Urbain sur toutes les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de FONTENAY LES BRIIS approuvé le 27 mai 2005.

Le Conseil Municipal,

VU les articles L.211-1, R.123-10, R.123-12 et R.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mai 2005 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme.

Après avoir délibéré,

**DÉCIDE,** à l'unanimité, d'instituer un Droit de Préemption Urbain qui s'exercera dans les périmètres des zones U et AU définis par les documents graphiques du P.L.U. approuvé par la délibération du 27 mai 2005.

**DIT** que cette délibération sera affichée en Mairie pendant un mois et fera l'objet d'une insertion dans deux journaux diffusés dans le Département.

**DIT** que cette délibération accompagnée du plan du Droit de Préemption Urbain sera adressée au Directeur Départemental des Services Fiscaux – au Conseil Supérieur du Notariat – à la chambre Départementale des Notaires – aux Barreaux constitués près les Tribunaux de Grande Instance dans le ressort desquels est institué le Droit de Préemption Urbain et au Greffe des mêmes Tribunaux copie des actes ayant pour effet d'instituer ou de supprimer le Droit de Préemption Urbain ou d'en modifier le champ d'application. Cette copie est accompagnée, s'il y a lieu d'un plan précisant le champ d'application du Droit de Préemption Urbain.

**DIT** que le Plan Local d'Urbanisme sera mis à jour pour y annexer le nouveau périmètre du Droit de Préemption Urbain.

Mise Sous-Préfecture
de PALAISEAU
le
- 6 JUIN 2005

P.J. : Plan D.P.U. rectifié

Fait à FONTENAY LES BRIIS, le 30 mai 2005
Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal

Le Maire,

L. LE COMPAGNON

# 6. Les structures agricoles

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'ESSONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Service de l'Economie Agricole

# ARRETE

**n° 2007 - DDAF - SEA - 015 du 6 mars 2007**
**établissant le Schéma Directeur des Structures Agricoles de l'Essonne**

## LE PREFET DE L'ESSONNE,

VU le Code rural et notamment les articles L312-1, L312-5, L312-6, L313-3 et L330-1 à L331-6 relatif à l'orientation des structures des exploitations agricoles ;

VU la loi n°2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole et notamment son article 14 ;

VU le décret n° 1999-964 du 25 novembre 1999 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 23 mai 2006 portant nomination de Monsieur Gérard MOISSELIN, Préfet, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-/DDAF/SAA 1022 du 21 novembre 2001 révisant le Schéma Directeur des Structures Agricoles de l'Essonne ;

VU l'avis rendu par la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture de l'Essonne réunie le 14 décembre 2006 ;

VU l'avis de la Chambre interdépartementale d'agriculture d'Ile de France en date du 12janvier 2007 ;

VU la consultation du Conseil général de l'Essonne en date du 14 décembre 2006 ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne ;

.../...

## ARRETE

**ARTICLE 1er** - . En application des articles L 312-1, L 331-1 et L 331-2 du code rural, les orientations et les priorités de la politique d'aménagement des structures dans le département de l'Essonne sont ainsi définies :

**A. Les orientations ont pour objectifs :**

1) favoriser l'installation de jeunes agriculteurs répondant aux conditions de capacité et de formation requises pour l'obtention des aides ainsi que de jeunes agriculteurs engagés dans une démarche d'installation progressive et de conforter ses installations une fois celles-ci réalisées ;
2) d'éviter le démembrement d'exploitations viables pouvant permettre l'installation d'un ou plusieurs agriculteurs ;
3) de favoriser l'agrandissement des exploitations dont les dimensions, les références de production ou les droits à aides sont insuffisants au regard des critères arrêtés en matière d'unité de référence ;
4) de permettre l'installation ou conforter l'installation d'agriculteurs pluri-actifs partout où l'évolution démographique et les perspectives économiques les justifient.

**B. En fonction de ces orientations, les autorisations d'exploiter sont accordées selon l'ordre de priorités suivant :**

1) Installation d'un jeune agriculteur remplissant les conditions d'octroi d'aides à l'installation (y compris dans le cadre de l'installation progressive),
2) Agrandissement de l'exploitation d'un jeune agriculteur bénéficiaire de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs, afin de lui permettre de satisfaire aux engagements souscrits,
3) Installation ou reconstitution de l'exploitation familiale au profit d'un descendant (jusqu'au troisième degré),
4) Autre installation (hors bénéfice des aides publiques à l'installation),
5) Reconstitution de l'exploitation d'un agriculteur ayant fait l'objet d'une emprise partielle ou d'une expropriation dans la limite de superficie précédemment mise en valeur dans l'Ile-de-France,
6) Agrandissement de l'exploitation d'un agriculteur attributaire d'un plan d'investissement, pour lui permettre d'atteindre les objectifs définis dans ce plan,
7) Autre agrandissement compte-tenu de l'âge, de la situation professionnelle du demandeur ou de l'occupation précaire du foncier,
8) Réinstallation d'un agriculteur exproprié ou évincé à la suite d'un changement de destination des terres dans les zones autres que l'Ile-de-France.

.../...

Toutefois, en cas de concurrence entre non-prioritaires ou au sein d'une même catégorie de prioritaires, les éléments mentionnés à l'article L 313-3 du code rural permettront de départager les candidats.

**ARTICLE** 2 - . En application de l'article L 312-5 du Code rural, l'unité de référence (U.R.) pour le département de l'Essonne est fixée comme suit :

| | |
|---|---|
| Grandes cultures et **polyculture élevage** : | 120 ha |
| Production **légumières** : | |
| - cultures légumières de plein champs : | 16 ha |
| - cultures maraîchères sous abris froids : | 3 ha |
| - cultures maraîchères sous serres chauffées : | 1,20 ha |
| Pépinières : | |
| - jeunes plants : | 2 ha |
| - autres pépinières | 10 ha |
| Arboriculture : | |
| - hautes tiges : | 22 ha |
| - basses tiges : | 16 ha |
| Cultures florales : | |
| - de plein air : | 3,20 ha |
| - sous abris (serres froides, châssis) : | 1,10 ha |
| - serres ou châssis chauffés : | 0,50 ha |
| **Champignonnières** : | 2 ha |
| Cultures **arbustives**, fraises, plantes aromatiques et médicinales : | 11 ha |
| Cressonnières : | 0,64 ha |
| Pisciculture : | 0,40 ha |
| **Elevages équins** : | |
| - mise en pension : | 32 équins |
| - élevage : | 16 naissances par an |
| - dressage | 20 équins |
| - enseignement : | 20 équins |

.../...

ARTICLE 3 - En application de l'article L312-6 du code rural, la surface minimum d'installation (S.M.I.) pour le département de l'Essonne est fixée comme suit :

| | |
|---|---|
| Grandes cultures et **polyculture élevage** : | 40 ha |
| Production **légumières** : | |
| - cultures légumières de plein champs : | 8 ha |
| - cultures maraîchères sous abris froids : | 1,50 ha |
| - cultures maraîchères sous serres chauffées : | 0,60 ha |
| Pépinières : | |
| - jeunes plants : | 1 ha |
| - autres pépinières | 5 ha |
| Arboriculture : | |
| - hautes tiges : | 11 ha |
| - basses tiges : | 8 ha |
| Cultures florales : | |
| - de plein air : | 1,60 ha |
| - sous abris (serres froides, châssis) : | 0,55 ha |
| - serres ou châssis chauffés : | 0,25 ha |
| **Champignonnières** : | 1 ha |
| Cultures **arbustives**, fraises, plantes aromatiques et médicinales : | 5,50 ha |
| Cressonnières : | 0,32 ha |
| Pisciculture : | 0,20 ha |
| **Elevages équins** : | |
| - mise en pension : | 16 équins |
| - élevage : | 8 naissances par an |
| - dressage | 10 équins |
| - enseignement : | 10 équins |

.../...

**ARTICLE 4** - Sont soumises à autorisations préalables les opérations mentionnées à l'article L 331-2 du Code rural, et notamment les opérations suivantes:

1) les installations, les agrandissements ou les réunions d'exploitations agricoles au bénéfice d'une exploitation agricole mise en valeur par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, lorsque la surface totale qu'il est envisagé de mettre en valeur excède le seuil de une fois l'unité de référence.
2) quelle que soit la superficie en cause, les installations, les agrandissements ou les réunions d'exploitations agricoles ayant pour conséquence de supprimer une exploitation agricole dont la superficie excède le seuil de 1/3 l'unité de référence, ou de ramener la superficie d'une exploitation en deçà de ce seuil.
3) les agrandissements ou réunions d'exploitations pour les biens dont la distance par rapport au siège d'exploitation est supérieur à vingt cinq kilomètres par la voie d'accès la plus courte.
4) Quelle que soit la superficie en cause, toute prise de participation dans une exploitation envisagée par un agriculteur mettant en valeur directement ou indirectement plusieurs unités de productions, quels qu'en soient le statut, la forme ou le mode d'organisation juridique.

**ARTICLE 5** - Sont soumises à déclaration, sur simple papier libre adressé par le bénéficiaire des terres à la DDAF dans un délai maximum d'un mois après le départ effectif de l'ancien exploitant, les opérations mentionnées au II de l'article L 331-2 du code rural et notamment :

1) Les opérations réalisées par les SAFER n'ayant pour conséquence ni la suppression d'une unité économique égale ou supérieure au tiers de l'unité de référence, ni l'agrandissement, par l'attribution d'un bien préempté par la SAFER, d'une exploitation dont la surface totale après cette cession excède deux fois l'unité de référence.
2) La mise en valeur de biens agricoles reçus par donation, vente, location, ou succession d'un parent ou allié jusqu'au troisième degré. Dans ce cas, la déclaration n'est recevable que si les trois conditions suivantes sont remplies simultanément :
   a. Le déclarant doit justifier de la capacité ou de l'expérience professionnelle requise ;
   b. Le bien doit être libre de location au jour de la déclaration ;
   c. Le bien doit être la propriété du parent ou allié (3ème degré) depuis 9 ans au moins.

.../...

**ARTICLE 6** - En application de l'article 11 de la loi n° 86-19 du 6 janvier 1986, modifié par l'article 34 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991, relatifs à l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite sans que cela fasse obstacle au bénéfice des prestations de vieillesse agricole, la surface dont un agriculteur est autorisé à poursuivre l'exploitation ou la mise en valeur, est fixée au cinquième de la surface minimum d'installation.

**ARTICLE 7** – L'arrêté préfectoral n° 2001-/DDAF/SAA 1022 du 21 novembre 2001 révisant le Schéma Directeur des Structures Agricoles de l'Essonne est abrogé.

**ARTICLE 8** – le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

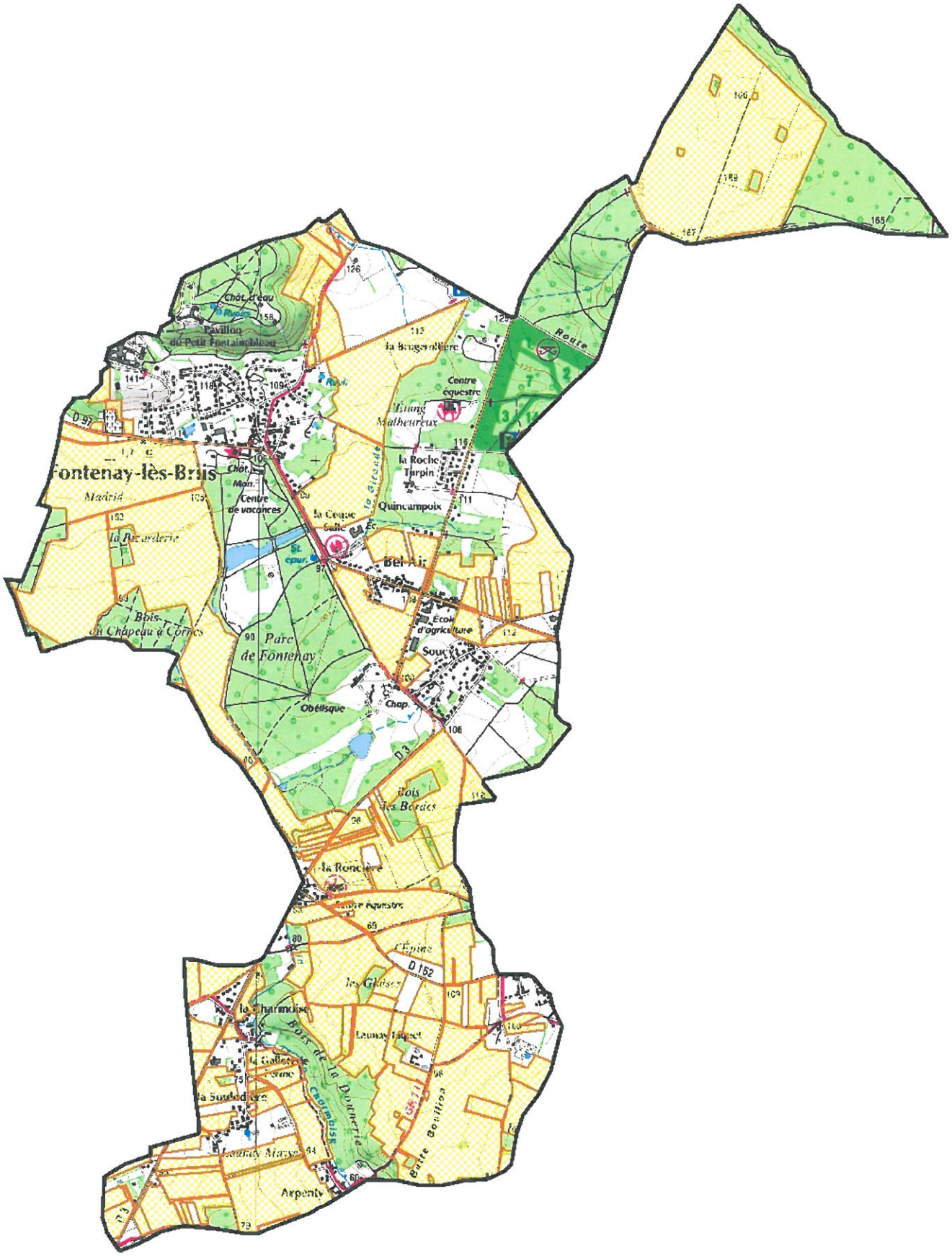
**LE PREFET,**

**Gérard MOISSELIN**

Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture
Essonne

# RPG des ilôts déclarés à la PAC sur la commune de FONTENAY LES BRIIS

## Année 2009




Sources: scan 25 IGN /RPG 2009 ASP-DDEA91 extraction ISIS
réalisation DDEA 91-MPS-SIG
Echelle 1/ 1800 ème - Juin 2010

# 7. les sites archéologiques

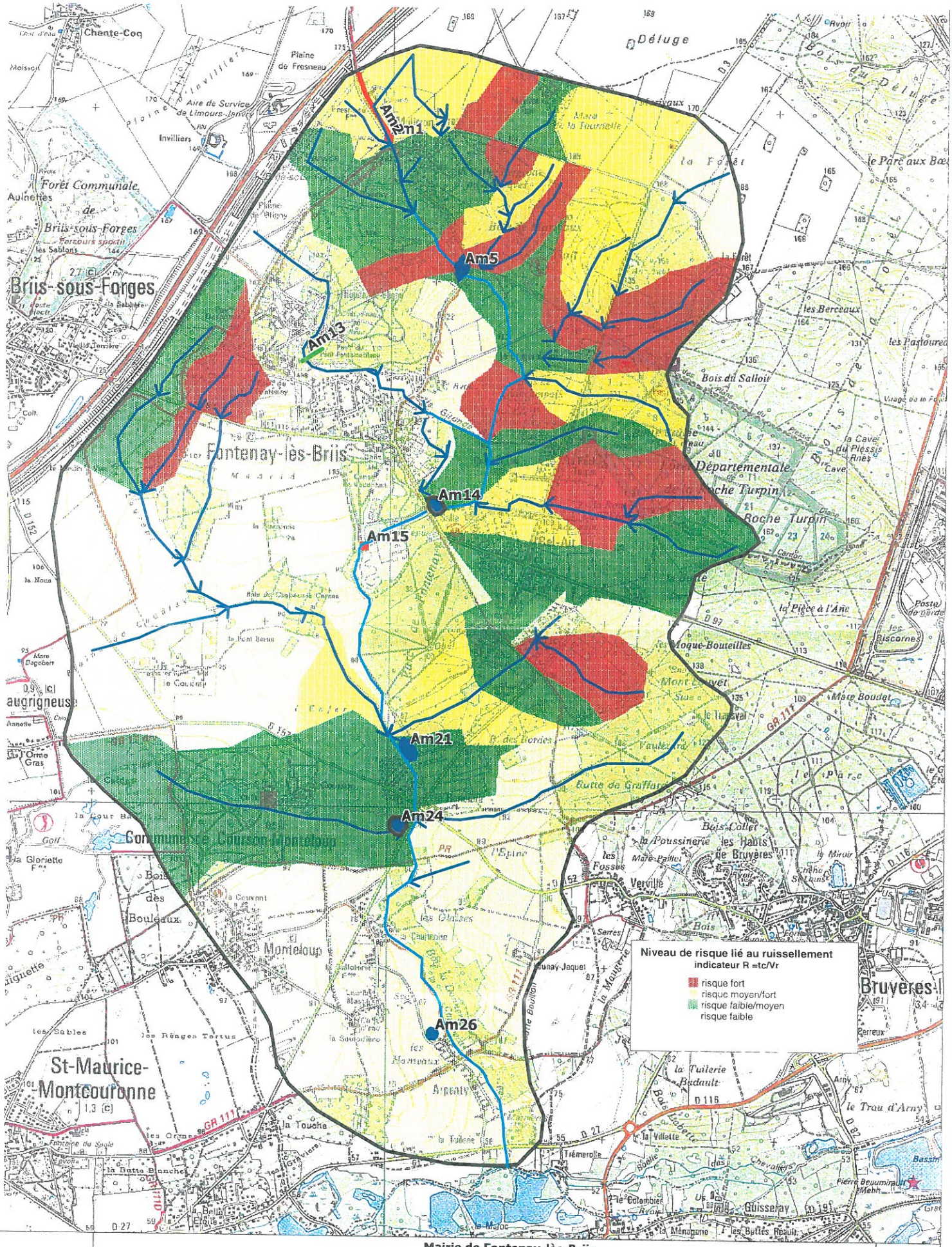
Dans les sites archéologiques, les dispositions de l'article 1er du décret n° 86-192 du 5 février 1986 relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique et de l'article R.111-3-2 du code de l'urbanisme s'appliquent. En outre, la loi du 27 septembre 1941 modifiée qui soumet notamment les fouilles à un régime d'autorisations spéciales de l'Etat concerne l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, il est à noter que si la réalisation de fouilles archéologiques préventives a été prescrite, le permis de construire ne pourra être entrepris qu'après l'achèvement des fouilles (article 11 de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive). Cette loi sur l'archéologie préventive du 17 janvier 2001 précise, enfin que : l'archéologie préventive « relève de missions de services publics » ; l'Etat est prescripteur des opérations archéologiques.

Le décret du 16 janvier 2002 indique (article 1er) que « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique définie par la loi du 17 janvier 2001 ».

# 8. Zones soumises à risque d'inondations

(extraits études BURGEAP)

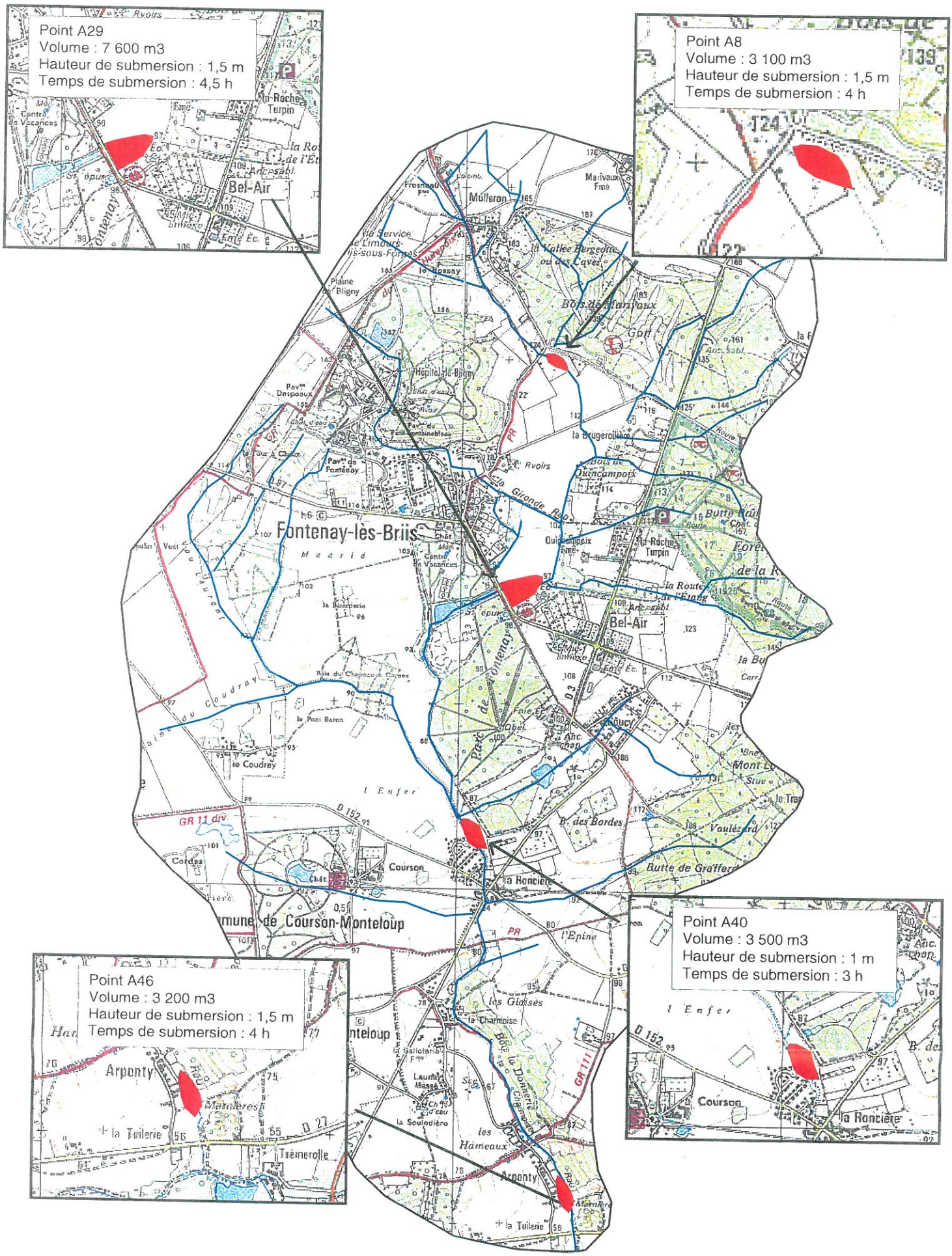



**Mairie de Fontenay-lès-Briis**
**Etude hydraulique pour la lutte contre les inondations**
**Carte du risque lié au ruissellement**
**Echelle : 1/20000**

BURGEAP

**Fig. 4**
RPR4905
C302298

BGP134/3




| | | |
|---|---|---|
| BURGEAP | **Mairie de Fontenay-lès-Briis**<br>**Etude hydraulique pour la lutte contre les inondations**<br>**Zones de débordement pour une période de retour 50 ans** | **Fig. 3**<br>RPR4905<br>C.302298 |




| | | |
|---|---|---|
| BURGEAP | Mairie de Fontenay-lès-Briis<br>Etude hydraulique pour la lutte contre les inondations<br>CARTE DU SCÉNARIO RETENU<br>(Echelle : 1/20.000) | Fig.<br>R. 3818<br>C. 30298 |

# 9. Autres informations

CENS

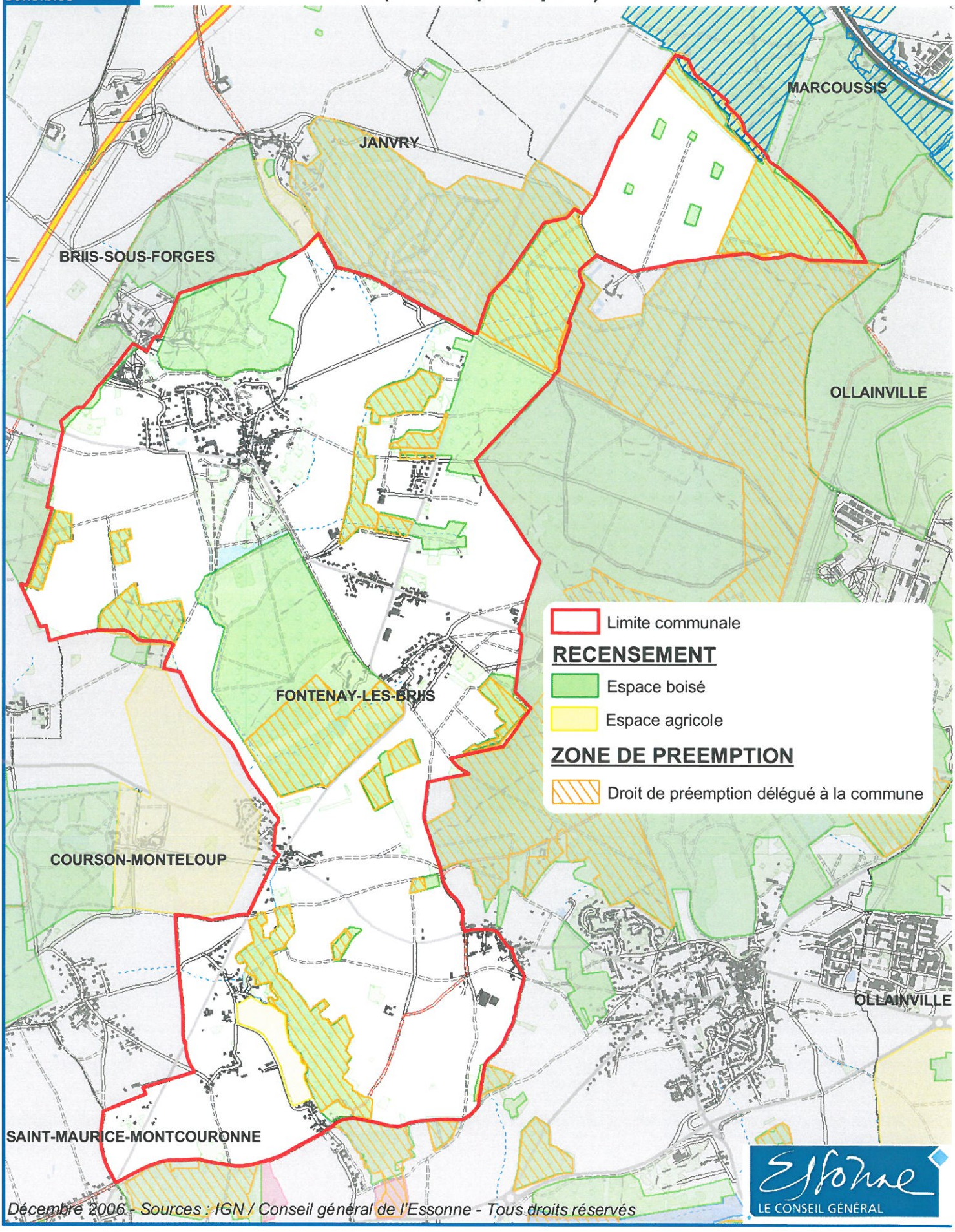
Conservatoire des Espaces Naturels Sensibles

# COMMUNE DE FONTENAY-LES-BRIIS
# RECENSEMENT ET ZONE DE PREEMPTION

## Inventaire du 30 mars 1993 (recensement) et du 2 décembre 2003 (zone de préemption)

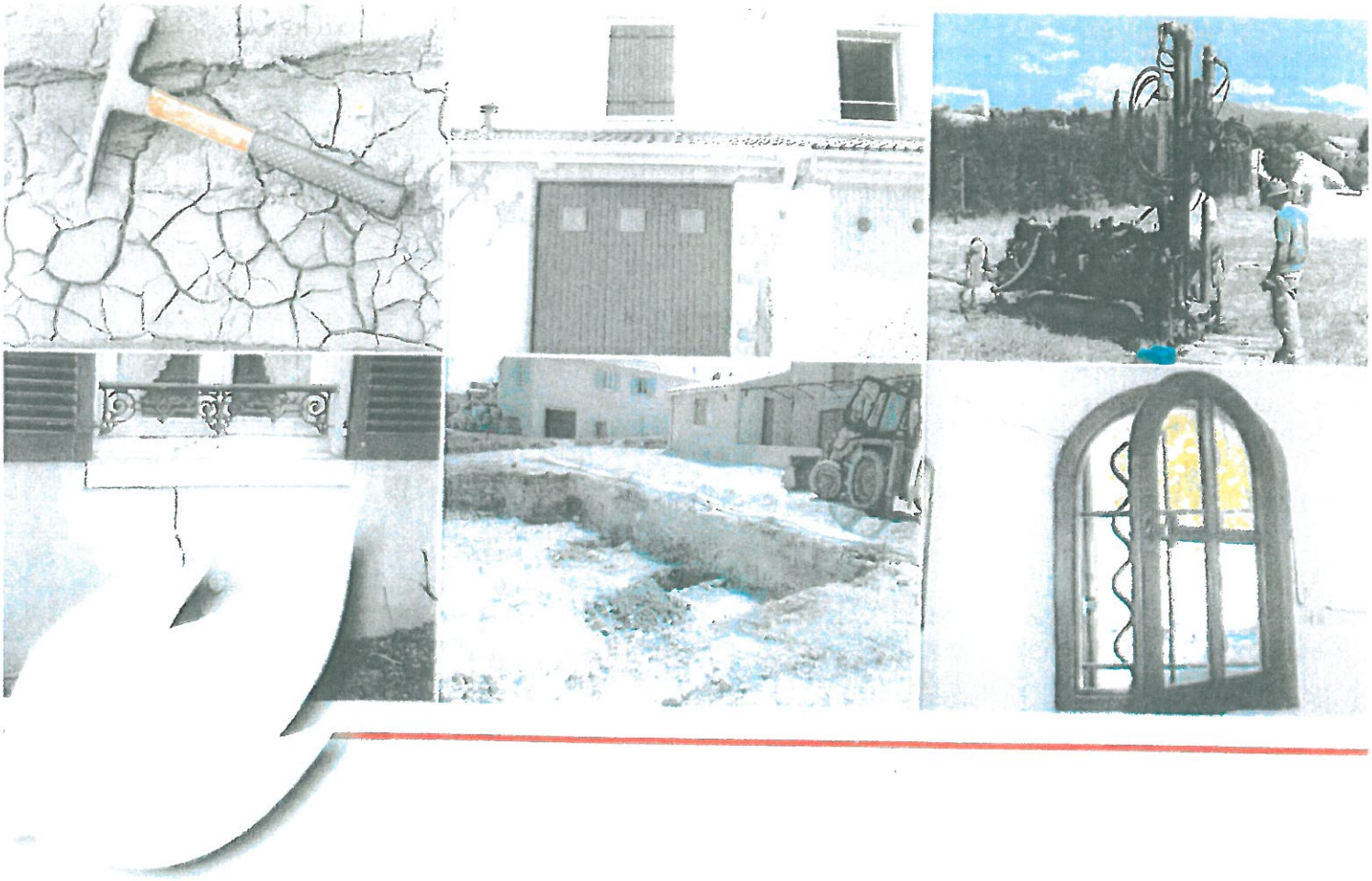
0 500 Mètres

N




Essonne LE CONSEIL GÉNÉRAL

*Décembre 2006 - Sources : IGN / Conseil général de l'Essonne - Tous droits réservés*



# Les constructions sur terrain argileux en Ile-de-France

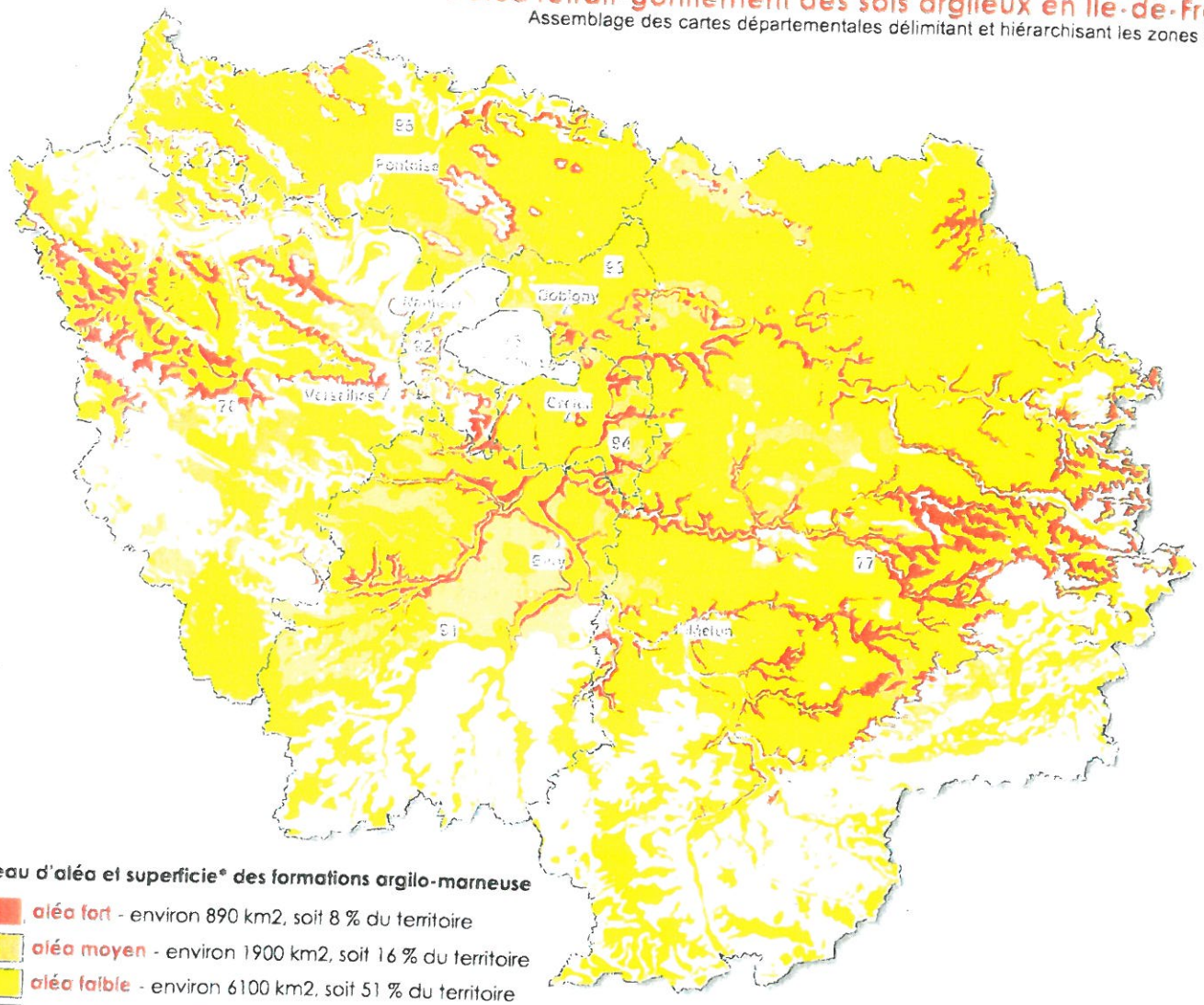
## Comment faire face au risque de retrait-gonflement du sol ?

Direction régionale de l'environnement
ILE-DE-FRANCE
BASSIN SEINE NORMANDIE

# L'aléa retrait-gonflement des sols argileux en Ile-de-France

Assemblage des cartes départementales délimitant et hiérarchisant les zones à risque

copyright : données extraites du site www.argiles.fr développé par le BRGM




**Niveau d'aléa et superficie* des formations argilo-marneuse**

- aléa fort - environ 890 km2, soit 8 % du territoire
- aléa moyen - environ 1900 km2, soit 16 % du territoire
- aléa faible - environ 6100 km2, soit 51 % du territoire
- "a priori" non argileux - environ 2900 km2, soit 25 % du territoire

* Hors ville de Paris

Vous pouvez vous renseigner auprès de votre mairie, de la préfecture
ou des services de la direction départementale de l'équipement de votre département.

Vous trouverez aussi des informations utiles sur Internet aux adresses suivantes :

Portail de la prévention des risques majeurs du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables
http://www.ecologie.gouv.fr - http://www.prim.net

Bureau de Recherches Géologiques et Minières
http://www.brgm.fr - http://www.argiles.fr

Agence qualité construction
http://www.qualiteconstruction.com

Caisse centrale de réassurance
http://www.ccr.fr

Plaquette réalisée par la direction régionale de l'environnement d'Ile-de-France (idf.diren@idf.ecologie.gouv.fr)
en collaboration avec les directions départementales de l'équipement d'Ile-de-France

Crédits photos :
Bureau de Recherches Géologique et Minières (BRGM)
Laboratoire régional de l'est parisien (LREP)

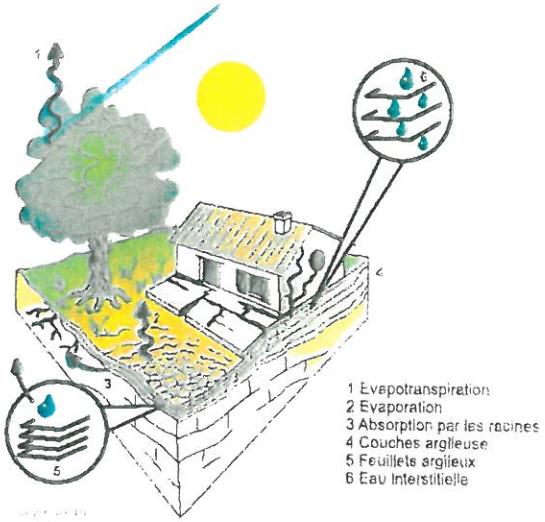
brgm

Direction régionale de l'environnement
ILE-DE-FRANCE

Date de publication : octobre 2007

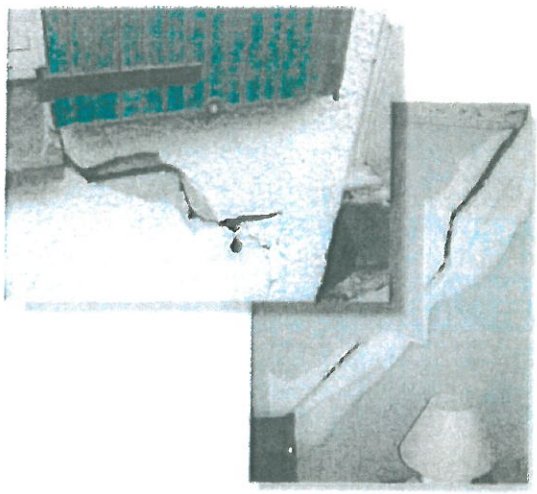
# Le risque de retrait-gonflement des sols argileux

## Un mécanisme bien connu des géotechniciens




Un sol argileux change de volume selon son humidité comme le fait une éponge ; il gonfle avec l'humidité et se resserre avec la sécheresse, entraînant des tassements verticaux et horizontalement, des fissurations du sol.
L'assise d'un bâtiment installé sur ce sol est donc instable.
En effet, sous la construction, le sol est protégé de l'évaporation et sa teneur en eau varie peu au cours de l'année ce qui n'est pas le cas en périphérie.
Les différences de teneur en eau du terrain, importantes à l'aplomb des façades, vont donc provoquer des mouvements différentiels du sol notamment à proximité des murs porteurs et aux angles du bâtiment

## Des désordres aux constructions



### Comment se manifestent les désordres ?

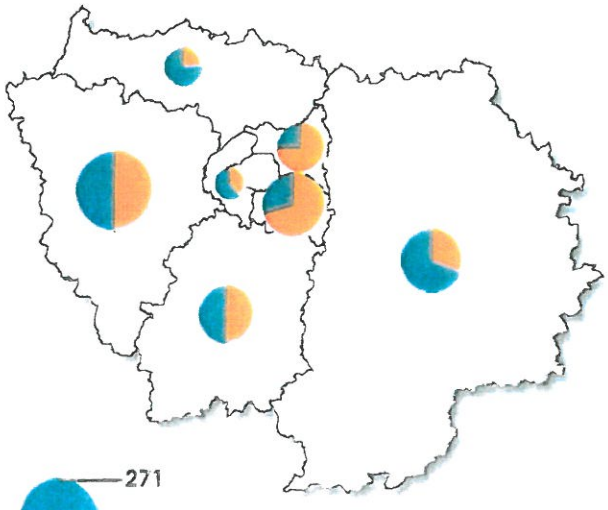
- Fissuration des structures
- Distorsion des portes et fenêtres
- Décollement des bâtiments annexes
- Dislocation des dallages et des cloisons
- Rupture des canalisations enterrées

### Quelles sont les constructions les plus vulnérables ?

Les désordres touchent principalement les constructions légères de plain-pied et celles aux fondations peu profondes ou non homogènes.

Un terrain en pente ou hétérogène, l'existence de sous-sols partiels, des arbres à proximité, une circulation d'eau souterraine (rupture de canalisations...) peuvent aggraver la situation.

## Des dommages nombreux et coûteux pour la collectivité



271
52
Coût cumulé des sinistres par département (millions d'€) *

%
Pourcentage des communes concernées par département

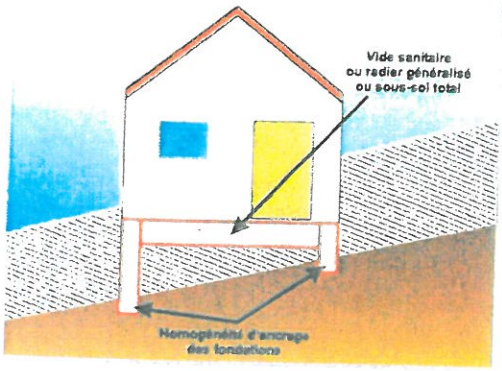
En région Ile-de-France (chiffres 1998-2002) :

- Plus de **500 communes** exposées à ce risque, dans 7 des 8 départements de la région ;
- **1 milliard d'euros** dépensés pour l'indemnisation des sinistres représentant 35% du coût national ;
- **Deuxième** cause d'indemnisation au titre des catastrophes naturelles (CATNAT) à la charge de la collectivité publique, derrière les inondations ;
- Coût moyen d'un sinistre : **10 000 €**.

* source Caisse centrale de Réassurance
Coûts extrapolés à partir d'un échantillon de sinistres couverts par le régime CATNAT

# Que faire si vous voulez :

## — Construire




### Préciser la nature du sol

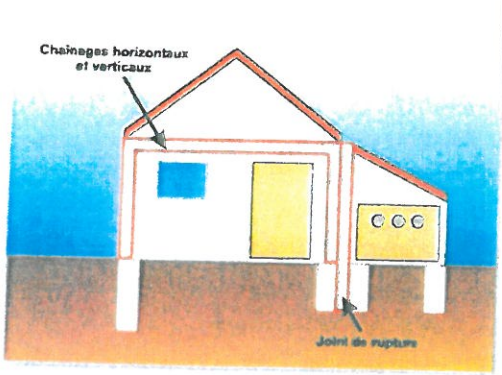
Avant de construire, il est recommandé de procéder à une reconnaissance de sol dans la zone d'aléa figurant sur la carte de retrait-gonflement des sols argileux (consultable sur le site www.argiles.fr), qui traduit un niveau de risque plus ou moins élevé selon l'aléa.

Une telle analyse, réalisée par un bureau d'études spécialisé, doit vérifier la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques des formations géologiques présentes dans le proche sous-sol afin d'adapter au mieux le système de fondation de la construction.

Si la présence d'argile est confirmée, des essais en laboratoire permettront d'identifier la sensibilité du sol au retrait-gonflement.

### Réaliser des fondations appropriées

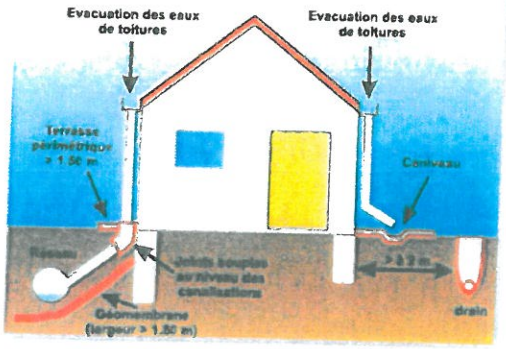
- Prévoir des fondations continues, armées et bétonnées à pleine fouille, d'une profondeur d'ancrage de 0,80 m à 1,20 m en fonction de la sensibilité du sol ;
- Assurer l'homogénéité d'ancrage des fondations sur terrain en pente (l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ;
- Eviter les sous-sols partiels, préférer les radiers ou les planchers porteurs sur vide sanitaire aux dallages sur terre plein.




### Consolider les murs porteurs et désolidariser les bâtiments accolés

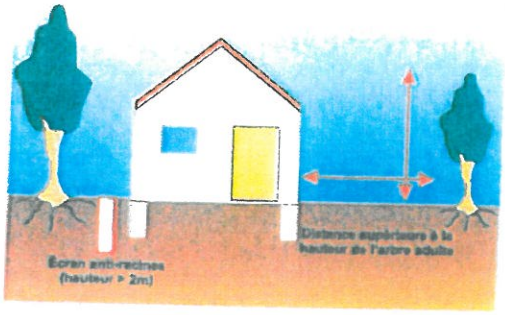
- Prévoir des chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux (poteaux d'angle) pour les murs porteurs ;
- Prévoir des joints de rupture sur toute la hauteur entre les bâtiments accolés fondés différemment ou exerçant des charges variables.

## — Aménager, Rénover



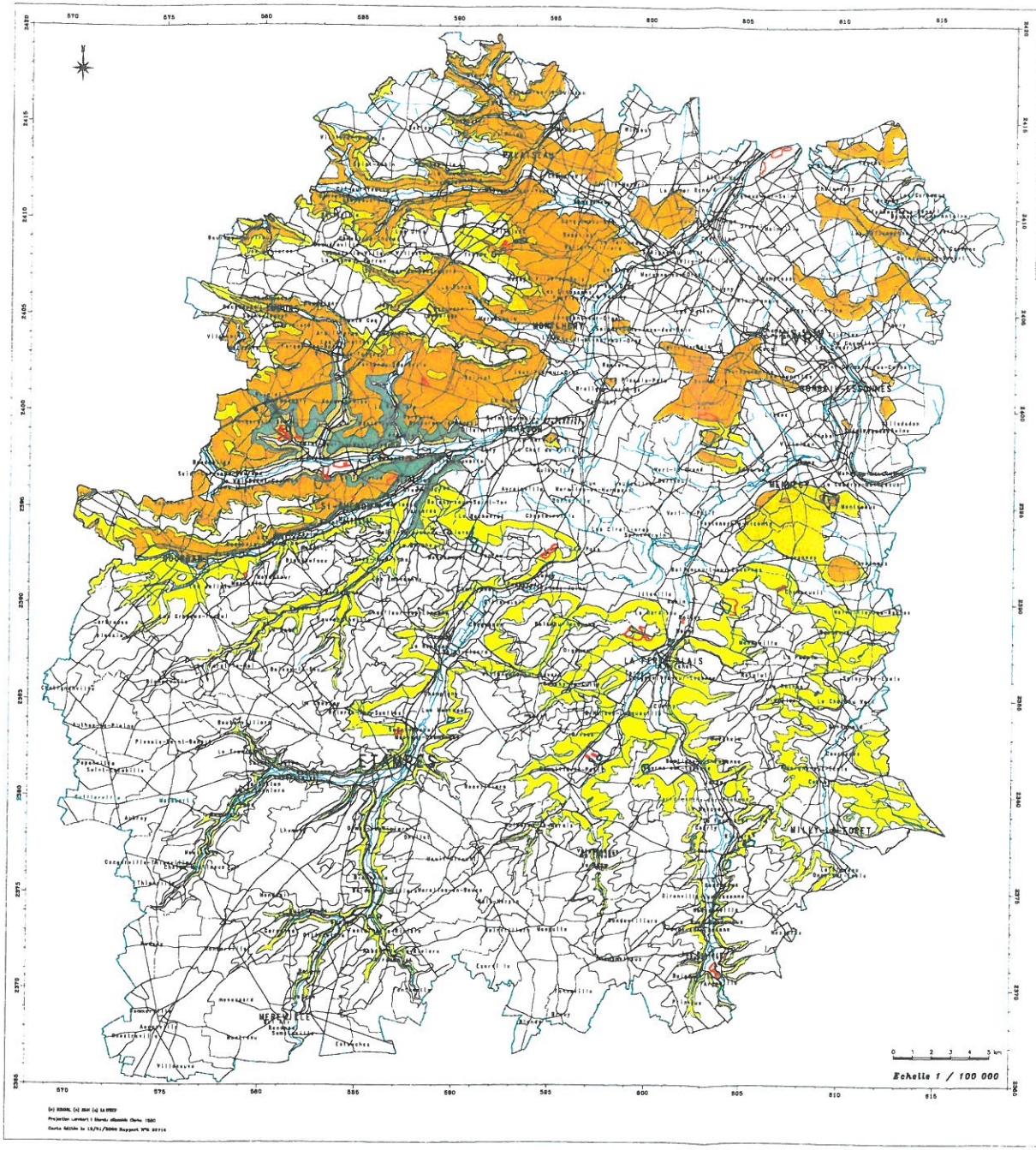

### Eviter les variations localisées d'humidité

- Éviter les infiltrations d'eaux pluviales (y compris celles provenant des toitures, des terrasses, des descentes de garage...) à proximité des fondations ;
- Assurer l'étanchéité des canalisations enterrées (joints souples au niveau des raccords) ;
- Éviter les pompages à usage domestique ;
- Envisager la mise en place d'un dispositif assurant l'étanchéité autour des fondations (trottoir périphérique anti-évaporation, géomembrane...) ;
- En cas d'implantation d'une source de chaleur en sous-sol, préférer le positionnement de cette dernière le long des murs intérieurs.




### Prendre des précautions lors de la plantation d'arbres

- Eviter de planter des arbres avides d'eau (saules pleureurs, peupliers ou chênes par exemple) à proximité ou prévoir la mise en place d'écrans anti-racines ;
- Procéder à un élagage régulier des plantations existantes ;
- Attendre le retour à l'équilibre hydrique du sol avant de construire sur un terrain récemment défriché.




DRIRE ILE-DE-FRANCE

# SCHEMA DEPARTEMENTAL DES CARRIERES DE L ESSONNE

## RESSOURCES EN MATERIAUX NATURELS

BRGM

rapport n° R 39718

Mars 1999

BRGM – 3 Avenue Claude Guillemin BP 6009 45060 Orléans – France

**RESSOURCES**

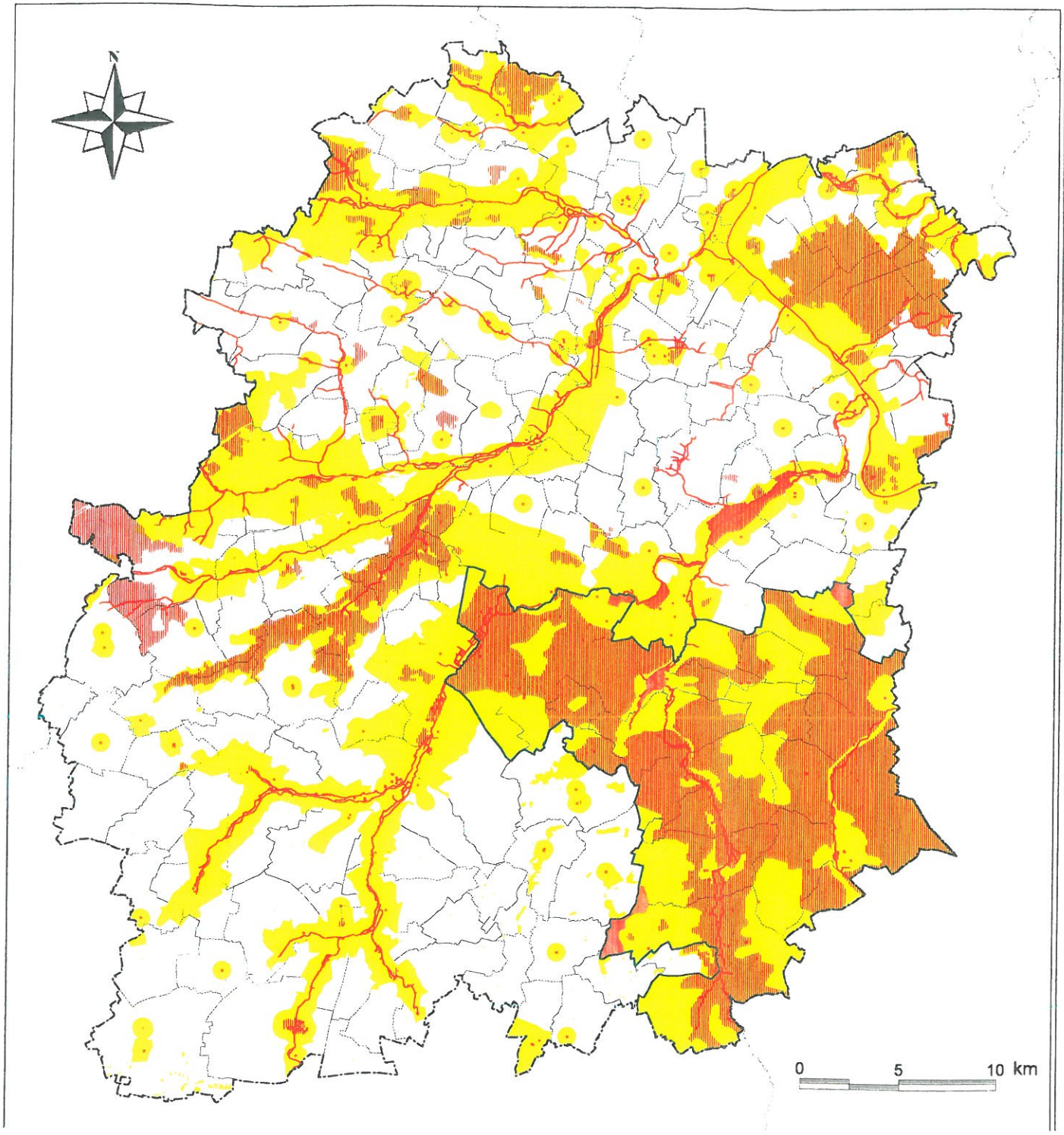
- Sables et grès industriels à l affleurement
- Sables et grès industriels sous recouvrement < 20m
- Sablons pour BTP à l affleurement
- Sablons pour BTP sous recouvrement < 10m
- Argiles à l affleurement
- Argiles sous recouvrement < 20m

**CARRIERES**

Situation administrative (données de 1997)

- Autorisées
- Abandonnées (dossier clos par arrêté)
- Autres (dossier administrativement non clos)

(a) BRGM, (b) IGN (c) LA DEFE
Projection Lambert I Nord, ellipsoïde Clarke 1880
Carte éditée le 19/01/2000 Rapport N°R 39716




# SCHEMA DEPARTEMENTAL D'EXPLOITATION DES CARRIERES DE L'ESSONNE

## Synthèse des contraintes

**AVERTISSEMENT :**
Les contraintes spécifiques au SDAGE n'ont pas été intégralement cartographiées. Il convient de se reporter à ce document.

**LEGENDES :**

Zone 1 incluant au moins une contrainte de 1ère catégorie où l'exploitation de carrière est soit interdite, soit autorisable après levée de la (ou des) contrainte(s).

Zone 2 n'incluant que des contraintes de 2ème catégorie, où l'exploitation de carrière est possible sous réserve d'étude relative aux contraintes.

Autres espace, hors des zone 1 et 2, où l'exploitation de carrière est possible sous réserve du seul respect de le réglementation en vigueur.

Périmètre du Parc naturel Régional du Gâtinais Français

Sources de données : AE Seine-Normandie, DDAF91, DDASS91, Département de l'Essonne, DIREN-IdF, IAURIF, IFN, SDA91, SPN

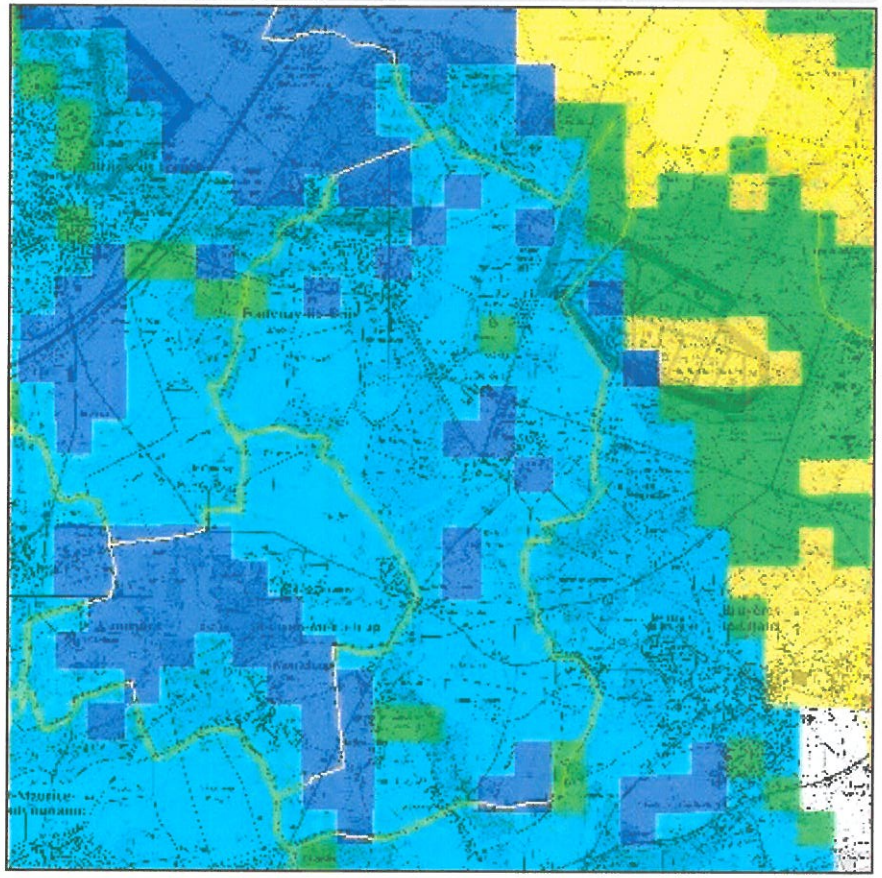
**Echelle : 1/100.000**

**décembre 1999**

# Commune de Fontenay les Briis

# Géothermie perspectives

Résolution de la carte 400 pixels



Imprimer la carte
Limites d'utilisation des données
Page d'accueil Ile-de-France

**Légende**

- ☑ *Préfectures et sous-préfectures(*)*
- ☑ *Limite des régions(*)*
- ☑ *Limites des départements(*)*
- ☑ Limites des communes
  Autorisation IGN/BRGM n°8869
- ☑ Potentiel géothermique du meilleur aquifère
  - Très fort
  - Fort
  - Moyen
  - Faible
  - Très faible
  - Autre aquifère
- ☐ Potentiel de l'oligocène
- ☐ Potentiel de l'éocène supérieur
- ☐ Potentiel de l'éocène moyen et inférieur
- ☐ Potentiel de la craie
- ☐ *Géologie au million(*)*
- ☑ *MNT métropole(*)*
- ☑ *IGN 1:250 000(*)*
  Autorisation IGN/BRGM n°8869
- ☑ IGN 1:25 000
  Autorisation IGN/BRGM n°8869

*(*) Couche invisible à cette échelle*

Couche interrogeable

**Echelle de la carte**

1 : 51 638

## Avertissement

Cette carte indique les potentiels des aquifères superficiels pour des opérations de géothermie.

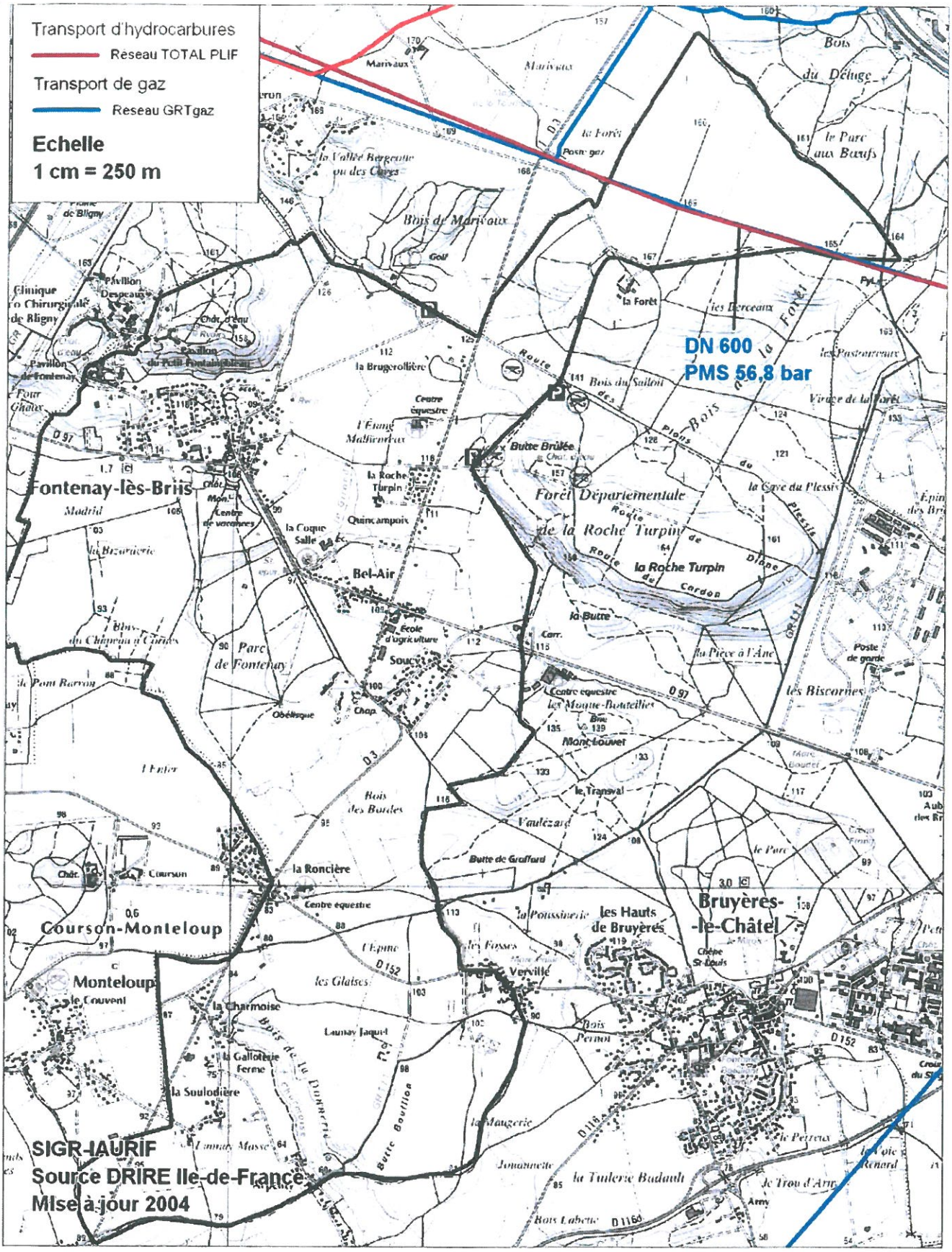
D'autres technologies comme les sondes géothermiques verticales peuvent être mises en oeuvre pratiquement partout.

Cet outil d'aide à la décision est destiné aux maîtres d'ouvrages potentiels, bureaux d'études, décideurs des collectivités territoriales, afin qu'ils puissent déterminer la possibilité d'utiliser la géothermie lors d'un choix énergétique.

En partenariat avec :

- ADEME Ile-de-France
- ARENE Ile-de-France
- EDF

**Ces informations transmises ne peuvent ni ne doivent en aucun cas remplacer l'étude de faisabilité réalisée par des bureaux d'études compétents !**




CANALISATIONS REGLEMENTEES DE TRANSPORT
DE MATIERES DANGEREUSES SOUS PRESSION
Commune de FONTENAY-LES-BRIIS

# Fiche d'information relative aux risques présentés par les canalisations de transport de matières dangereuses intéressant la commune de FONTENAY-LES-BRIIS

## 1- Les différentes canalisations de transport intéressant la commune de FONTENAY-LES-BRIIS

La commune de FONTENAY-LES-BRIIS est concernée par plusieurs canalisations sous pression de transport de matières dangereuses, réglementées par l'arrêté du 4 août 2006 (NOR: INDI0608092A) du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et du ministre délégué à l'industrie. Il s'agit de canalisations de transport de gaz exploitées par la société GRTgaz et d'hydrocarbures exploitées par la société TOTAL.

Le tracé est donné sur les cartes ci-après. Pour toute information complémentaire et notamment obtenir une carte des tracés avec une échelle plus fine, il conviendra de se rapprocher directement de l'exploitant dont les coordonnées sont indiquées ci-dessous :

**GRTgaz**
**Région Val de Seine**
(26 rue de Calais – 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 01.40.23.36.36)

**TOTAL**
40 avenue Jean-Jaurès
78440 GARGENVILLE
(TEL. : 01-30-98-53-31)

Les renseignements mentionnés sur ces cartes ne sauraient engager les organismes ayant contribué à son élaboration. Il s'agit d'un document informatif. La position mentionnée ne permet pas la localisation précise sur le terrain de certaines catégories de canalisations. Pour tous travaux à proximité des canalisations de transport, il est nécessaire d'effectuer auprès de l'exploitant concerné une demande de renseignement ou une déclaration d'intention de commencement de travaux conformément au décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et à son arrêté d'application du 16 novembre 1994 ou de tout autre texte pouvant s'y substituer. De manière générale, les personnes souhaitant des informations plus précises sur les réseaux de canalisations sous pression sont invitées à se rapprocher de leurs exploitants respectifs.

## 2- Maîtrise de l'urbanisation

Les contraintes en matière d'urbanisme concernent les projets nouveaux relatifs aux établissements recevant du public (ERP) les plus sensibles et aux immeubles de grande hauteur (IGH). Ces contraintes s'apprécient au regard des informations figurant dans le tableau ci-après et qui sont issues des distances génériques disponibles pour le gaz et de l'étude de sécurité fournie initialement par TOTAL en août 2007 pour les hydrocarbures :

**Canalisations de transport de gaz exploitées par la société GRTgaz**

| Caractéristiques des canalisations | Zones justifiant des restrictions en matière de développement de l'urbanisation | | Zone justifiant vigilance et information |
|---|---|---|---|
| | Zone permanente d'interdiction de toutes nouvelles constructions ou extensions d'IGH et d'ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes | Zone intermédiaire où des restrictions de construction ou d'extension d'IGH et d'ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes existent | Zone d'information du transporteur de tout projet d'urbanisme |
| DN 600 et PMS 56,8 bar | 5 m | **245 m** | **305 m** |

Ces distances s'entendent de part et d'autre de l'axe de la canalisation considérée. **En gras : Les distances indiquées sont à considérer avec précaution car prises pour une PMS de 67,7 bar.**

**Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société TOTAL**

| Caractéristiques des canalisations | Zones justifiant des restrictions en matière de développement de l'urbanisation | | Zone justifiant vigilance et information |
|---|---|---|---|
| | Zone permanente d'interdiction de toutes nouvelles constructions ou extensions d'IGH et d'ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes | Zone intermédiaire où des restrictions de construction ou d'extension d'IGH et d'ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes existent | Zone d'information du transporteur de tout projet d'urbanisme |
| / | 17 m | 117 m | 165 m |

Ces distances s'entendent de part et d'autre de l'axe de la canalisation considérée.

**Zones justifiant des restrictions en matière de développement de l'urbanisation**

La première distance délimite la zone dans laquelle toutes constructions ou extensions d'IGH et ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes sont interdites sans qu'il ne soit possible de revenir dessus.

La zone intermédiaire nécessite que l'aménageur de chaque projet engage une étude pour s'assurer que les conditions de sécurité sont satisfaisantes au regard des risques présentés. Cette étude repose sur les caractéristiques de l'ouvrage de transport, de son environnement mais aussi du projet envisagé et du respect de certaines contraintes en matière de sécurité (modalité d'évacuation des personnes…). En outre, la mise en œuvre de mesure compensatoire de type physique sur l'ouvrage de transport (protection mécanique par dalle béton…) destinée à réduire l'emprise de cette zone en limitant la principale source de risque d'accident (travaux tiers) est à privilégier. Cependant, malgré la mise en place de mesures compensatoires et dans certaines conditions, l'interdiction de construction ou d'extension d'IGH et d'ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes peut intervenir. La DRIRE devra être consultée a minima lors de la procédure de demande de permis de construire.

**Zone justifiant vigilance et information**

La distance la plus grande définit la zone dans laquelle une information du transporteur doit être réalisée pour tout projet d'urbanisme. Cette démarche doit permettre au transporteur de suivre l'évolution de l'environnement à proximité de ses ouvrages afin de renforcer le cas échéant leur niveau de sécurité.

En outre, cette zone doit servir de référence pour l'élaboration du plan communal de sauvegarde (PCS) et, le cas échéant, du document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM).

D'une manière générale et afin d'anticiper toutes difficultés, il convient d'avertir le plus en amont possible le transporteur de tout projet situé dans les zones figurant dans le tableau ci-dessus.